

Socio-histoire genrée du XXème siècle

Cours de Jules Falquet, 2018-2019

Université Paris Diderot

Cours 47 ME 02 GC

Lectures, Tome 3/3

Militarisme et violence envers les femmes

- Michel, Andrée : Le complexe militaro-industriel et les violences envers les femmes, 1985

Le complexe militaro-industriel et les violences à l'égard des femmes

Author(s): Andrée Michel, Agnès Bertrand and Monique Séné

Source: *Nouvelles Questions Féministes*, No. 11/12, LA MILITARISATION ET LES VIOLENCES A L'ÉGARD DES FEMMES (HIVER 1985), pp. 9-85

Published by: Nouvelles Questions Féministes & Questions Feministes and Éditions Antipodes

Stable URL: <http://www.jstor.org/stable/40620122>

Accessed: 04-10-2016 17:08 UTC

JSTOR is a not-for-profit service that helps scholars, researchers, and students discover, use, and build upon a wide range of content in a trusted digital archive. We use information technology and tools to increase productivity and facilitate new forms of scholarship. For more information about JSTOR, please contact support@jstor.org.

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of the Terms & Conditions of Use, available at

<http://about.jstor.org/terms>



Éditions Antipodes, Nouvelles Questions Féministes & Questions Feministes are collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to *Nouvelles Questions Féministes*

Andrée Michel

Le complexe militaro-industriel et les violences à l'égard des femmes

Résumé

Andrée Michel : « Le complexe militaro-industriel et les violences à l'égard des femmes ».

Derrière la rhétorique de « la défense nationale » et de la « sécurité », les *complexes militaro-industriels* reproduisent et aggravent les *dominations* et oppressions qui caractérisent les relations entre les pays, les classes et les *genres*. Les CMI en particulier constituent la forme la plus élaborée et la plus récente du système patriarcal puisqu'ils ont su intégrer les anciennes formations (famille, entreprise locale, État national) aux nouvelles formations d'oppression et d'exploitation des femmes dont ils sont soit les promoteurs, soit les garants (l'économie mondiale, l'entreprise globale, la prostitution transnationale, etc). Les pratiques *de guerre* et de militarisation croissante des sociétés civiles que les CMI développent – grâce aux concours des États nationaux et « au rempart social » « des classes moyennes » – renforcent les *violences* à l'égard des *femmes*.

Abstract

Andrée Michel : « The Military-Industrial Complex and Violence against Women ».

Behind the rhetoric of « national defense » and « security », the *military-industrial complexes* reproduce and intensify the *domination* and oppression that characterize relations between countries, classes and *genders*. Specifically, the MIC's represent the most elaborate and the latest form of the patriarchal system, since they have been able to incorporate the older patterns (family, local enterprises, national state) into the newer patterns of oppression and exploitation of women which they either promote or uphold (world economy, global business, transnational prostitution, etc.). The policies of *war* and of growing militarization of the civil society developed by the MIC's – thanks to the backing of the national states and to the « social bulwark » of the middle classes – reinforce *violence* toward *women*.

Dominé par l'influence des États-Unis et de l'Union soviétique, « le système socio-économique international peut maintenant être désigné sous le label d'« *Ordre Militaire mondial* » (WMO)¹ ». Ce terme désigne l'importance croissante de la militarisation qui a pu être définie comme « l'ensemble des structures sociales, économiques et politiques qui peuvent être mesurées par la croissance des dépenses militaires, du commerce des armes et des coups militaires »². La dimension socio-culturelle, qui s'y ajoute en donnant lieu au concept de « militarisme », est liée à l'idéologie du pouvoir militaire qui se répand à travers les ventes d'armes et les programmes d'entraînement et d'assistance militaires offerts par les grandes puissances³. En fait, le phénomène de la militarisation des sociétés contemporaines représente un « fait social

total », selon l'expression de Marcel Mauss, car tous les paliers en profondeur de la réalité sociale y sont impliqués.

Les raisons invoquées par les grandes puissances pour poursuivre une militarisation sans fin – qui donne le pouvoir social de la menace de mort – demeurent inchangées depuis des générations même si les technologies changent ; il s'agit toujours de « défense », de « sécurité » nationale, d'équilibre des forces, de défense des libertés, etc... D'autres États, plus cyniques ou moins hypocrites, y ajoutent la nécessité de vendre des armes pour équilibrer le commerce extérieur. La militarisation des sociétés opère par la médiation de ce qu'il est convenu d'appeler « le complexe militaro-industriel » (CMI) que l'on définit comme « une coalition d'intérêts qui unissent les industriels et les militaires dans le but d'assurer un développement continu de la production et de la vente d'armes »⁴. J. Fontanel rappelle que le général Eisenhower avait déjà – il y a trente cinq ans – mis en garde ses compatriotes contre les dangers de cette coalition, insistant sur le devoir des Américains « d'empêcher le complexe militaro-industriel d'acquérir une influence abusive, qu'il agisse de façon délibérée ou non. La possibilité existe – et elle persistera – que cette puissance connaisse un accroissement injustifié, dans des proportions désastreuses. Nous ne devons jamais permettre à ce complexe militaro-industriel de mettre en danger nos libertés et nos méthodes démocratiques »⁵.

La réalité quotidienne nous révèle que cet avertissement n'a pas été entendu et que « de graves implications » ont suivi l'accroissement depuis trente-cinq ans de ce complexe. Pour la première fois depuis le début de l'humanité, la planète est constamment en danger de mort grâce à un arsenal nucléaire, chimique et bactériologique qui permet de la détruire en totalité. Dans cet article, on s'interrogera sur les relations entre le développement du complexe militaro-industriel et les rapports de domination entre les genres : ces rapports ne se sont-ils pas aggravés parallèlement aux processus de militarisation des sociétés et si oui, dans quelle mesure et chez quelles catégories de populations ? La formation sociale qu'il est convenu d'appeler « complexe militaro-industriel » est-elle partie intégrante du système patriarcal comme le sont les autres formations sociales, (famille, État, entreprise, etc...), relève-t-elle d'un système patriarcal aggravé ou au contraire est-elle étrangère à ce système ?

Au cours d'un colloque organisé à Cambridge (USA) par les féministes américaines sur le thème des femmes et la guerre (*Women and War*), Joan Scott a posé la question suivante : « Y a-t-il une politique des genres au sein de la politique de guerre ? »⁶. Inversement, on pourrait aussi poser la question symétrique : « Y a-t-il une politique de guerre dans une politique de genre ? ». A la seconde question, on peut

répondre par l'affirmative dans la mesure où les femmes qui n'acceptent pas l'exploitation et la subordination du « second sexe » par le premier sont en guerre ouverte avec le système patriarcal. Mais la première question ne possède aucune réponse évidente *a priori*. C'est pourquoi il convient avant d'y répondre d'examiner la nature et les fonctions du complexe militaro-industriel (1ère partie) avant de voir les relations qu'entretient ce complexe avec les violences du système patriarcal à l'égard des femmes, (2ème partie).

LE COMPLEXE MILITARO-INDUSTRIEL ET LA POLITIQUE DES PAYS ET CLASSES DOMINANTES.

Le « complexe militaro-industriel » (CMI) analysé par C.Wright Mills en 1956⁷ est aujourd'hui désigné par Frank Barnaby, l'ancien directeur du *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI), sous le vocable barbare de « *complexe académico-bureaucratico-militaro-industriel* » car « des scientifiques et des bureaucrates se sont joints aux militaires et aux industriels de la défense pour maintenir et grossir les budgets de la défense et agir en vue de l'utilisation de toute avancée technologique concevable pour des buts militaires. En fait, la course aux armes nucléaires est maintenant hors du contrôle des leaders politiques. Et ceci est aussi vrai de l'Union soviétique que des USA »⁸. En outre, les CMI disposent dans le personnel des partis politiques et des Parlements d'alliés puissants qui se font leur porte-parole auprès de l'opinion. D'après Girondeau et Maisonneuve, la croissance du CMI en Occident est directement liée au développement du capitalisme financier qui succède au capitalisme industriel et marchand : « Ce dernier charchait à dégager un profit lié à la création de richesses, de biens économiquement et socialement utiles. Le capitalisme financier, pour sa part, crée des profits détachés de toute création de richesses. A terme, le système est condamné s'il ne trouve immédiatement la contrepartie des profits réalisés. C'est alors qu'interviennent la course des armements et la prolifération des armes dans le monde, y compris dans les pays du Tiers-Monde qui s'endettent avec la bénédiction des grandes banques occidentales pour acquérir une défense armée moderne... Ainsi le cercle est bouclé : le capitalisme financier fonctionne pour assurer l'écoulement d'une « production » hautement sophistiquée à forte concentration de capital et de travail qu'il contribue *également* à financer. L'armement devient ainsi l'indispensable contrepartie à la création de profits purement financiers. L'accumulation des armements et la militarisation du Tiers-Monde engendrent alors une situation de « crise » qui sert doublement les intérêts du capitalisme nouvelle manière. La course aux armements... sert à la fois de ballon d'oxygène et de cran de sûreté au capitalisme financier international »⁹. Aussi devrait-on aggraver la dénomination barbare et user du concept de « complexe académico-bureaucratico-militaro-industriel et bancaire »¹⁰. Il

conviendrait de parler de « complexes militaro-industriels » au pluriel dans la mesure où tant les anciens pays industrialisés (USA, URSS, France, Angleterre, etc...) que les nouveaux pays industriels (dit NPI), comme le Brésil, la Corée du Sud, l'Inde possèdent un complexe militaro-industriel, c'est-à-dire des ensembles structurés d'industriels, de militaires, de bureaucrates et de scientifiques qui monopolisent la décision de produire, de multiplier et de vendre la production destinée à la menace de mort ou à la guerre, qu'il s'agisse d'armes conventionnelles ou hautement sophistiquées. Mais la pluralité des complexes n'implique en rien leur autonomie ; certains sont subordonnés à d'autres au sein d'accords politiques ou d'alliances militaires (l'OTAN à l'Ouest, le Pacte de Varsovie à l'Est) ou subissent en fait cette dépendance en dehors de toute alliance militaire du fait de leur dépendance technologique des pays plus avancés (c'est le cas de l'Inde, du Brésil, etc...).

Le groupe de recherche d'Oxford (*Oxford Research Group*), dirigé par des femmes chercheuses (économistes principalement), s'est spécialisé dans la recherche des processus de décision dans la course aux armes nucléaires. A partir de l'étude des CMI de cinq grands pays nucléaires (USA, URSS, France, Angleterre, Chine), la conclusion la plus frappante est que le CMI est en fait, selon l'expression britannique, un « *réseau de vieux messieurs* » (*old boys'network*), composé de militaires, d'industriels de la défense, de scientifiques et de politiciens qui vivent dans un monde étroitement replié sur lui-même, personnages ayant tous à peu près les mêmes antécédents éducatifs et les mêmes attitudes¹¹. Ainsi, en Grande Bretagne, 41 % de ceux qui sont considérés comme ayant des positions clés dans la défense ont fait leurs études aux universités d'Oxford ou de Cambridge et 59 % se déclarent eux-mêmes comme membres de clubs londoniens très fermés¹². En France, le système fonctionne de façon identique : « Il existe une élite du pouvoir diffuse, hautement disciplinée, bureaucratiquement orientée, le système des mandarins, formé des anciens étudiants des grandes écoles et des grands corps de l'État. Les hommes en réelle position de pouvoir dans le système appartiennent presque tous à la caste des « fonctionnaires d'élite »¹³. Ces « élites », qualifiées « d'invisibles structures » par les auteurs de la recherche, « forment des cercles puissants qui partagent des croyances et des valeurs qui semblent aussi se vouer au secret, imperméables à toutes autres croyances et idées alternatives »¹⁴. Cette recherche et bien d'autres révèlent en creux la composition de classe, de race et de sexe du CMI. L'autorecruement dans les classes privilégiées qui peuvent envoyer leurs enfants dans les universités les plus réputées des USA ou d'Angleterre, ou dans les grandes écoles françaises (Polytechnique, École des Mines, École des Ponts et Chaussées, etc...), le crible des « clubs » et autres filtres sélectifs (relations sociales, fortunes personnelles, etc...) attestent suffisamment que, sauf exceptions très rares, les fils d'ouvriers et les Noirs en sont exclus. A plus forte raison, les femmes en sont absentes. Depuis

quarante ans que le CMI existe aux USA, a-t-on jamais vu un ouvrier ou une femme secrétaire à la Défense, chef du Pentagone, commandant en chef de la Marine ou de l'armée de terre, ou tout simplement PDG d'une multinationale spécialisée dans la production et la vente des armes ? Toute autre est la place des fils d'ouvriers, des Noirs et des femmes, tous relégués au bas de la hiérarchie des institutions-entreprises du CMI. Ainsi les Noirs aux États-Unis ont constitué et constituent encore aujourd'hui la majorité des soldats envoyés sur le « front line », là où les besoins sont dangereuses, là où l'on se fait tuer (comme au Vietnam),... Les minorités sociologiques (et non pas démographiques) sont donc exclues des fonctions dirigeantes du CMI. Et c'est sur ces minorités que s'exercent de préférence les violences issues du CMI. En effet à une composition de classe, de race ou de sexe correspondent des pratiques et une politique de reproduction et de croissance des privilèges de classe, de race et de sexe, des pouvoirs dominants, politique au besoin soutenue par la violence mais occultée derrière le discours officiel du CMI qui fait appel au « consensus » et à « l'intérêt général » afin de rayer les clivages de classe, de race et de sexe. En outre, la rhétorique officielle du CMI est toujours basée sur le vieux slogan : « Si vis pacem, para bellum » (si tu veux la paix, prépare la guerre) et sur la nécessité d'amonceler toujours plus d'armes de toutes catégories – des plus sophistiquées au plus conventionnelles – afin d'assurer la « sécurité » et « la défense nationale » et de se prémunir contre l'ennemi présumé. Des recherches ont révélé que les statistiques sur « l'équilibre des forces » – invoquées pour légitimer la course aux armements (nucléaires ou autres) – reflètent non pas l'objectivité mais les processus par lesquels elles sont collectées et les motivations de ceux qui les produisent¹⁵. Mais il y a plus ; même en admettant l'objectivité des statistiques – contradictoires – de chaque bloc, les forces de destruction de part et d'autre sont déjà tellement élevées qu'une légère supériorité ou infériorité de l'un par rapport à l'autre ne changerait en rien le résultat final, c'est-à-dire l'holocauste général en cas d'utilisation massive d'armes nucléaires ou chimiques.

L'argument que la préparation à la guerre permet de décourager l'adversaire et donc d'établir la paix est démenti par l'histoire des peuples. Gaston Bouthoul et d'autres chercheurs ont montré que depuis 2610 ans, les hommes ont entrepris 1 650 fois de préparer la paix en renforçant leur puissance militaire et que 1 640 fois cette politique a conduit à la guerre tandis que dans les 10 autres cas, elle a mené à la ruine. Toutes autres sont les fonctions latentes de la militarisation dans les sociétés contemporaines.

Exportation de la guerre et Domination de la Périphérie par le Centre.

On soutient que grâce à l'équilibre des forces réalisé par l'équilibre de l'arsenal nucléaire des deux grandes puissances (MAD : destruction mutuelle assurée), l'Europe a connu quarante années de paix. C'est oublier un peu vite que cette situation s'accompagne de l'exportation de la guerre et de l'équipement permettant aux pays du Tiers-Monde de fabriquer la bombe nucléaire, de se lancer dans des conflits interminables, d'aggraver ainsi leur endettement par rapport aux pays riches (capitalistes ou socialistes), et par conséquent, leur dépendance alimentaire, financière, industrielle et culturelle, en même temps que la misère et le chômage de leurs peuples. *Résistance Internationale à la Guerre* estime à 25 millions le nombre de morts dus, depuis 1945, uniquement aux « guerres classiques » non nucléaires.

Le tableau suivant révèle comment les deux grands et les riches pays européens vendeurs d'armes ont exporté la guerre dans les pays du Tiers-Monde au cours des « 30 années de paix »¹⁶ :

Guerres dans les différentes régions du monde entre 1945-1976.

Contrées	nombre de guerres	% du total mondial	% du total de la durée
Europe	5	4,2	3,8
Asie	35	29,2	40,7
Moyen-Orient Pays arabes d'Afrique et d'Asie	36	30	19,4
Afrique Sub-Sahara ...	21	17,5	25,5
Amérique Latine	23	19,2	10,6

Le tableau précédent révèle que l'Amérique du Nord n'est pas incluse dans les théâtres de guerre et que l'Europe ne compte que pour 4 % du nombre total de guerres et 3,8 % de leur durée entre 1945 et 1976. Les données recueillies par le SIPRI en matière de vente d'armes révèlent « l'aide américaine accrue aux régimes du Salvador, du Guatemala et du Honduras. En 1982, les livraisons d'armes, avions anti-insurrectionnels, hélicoptères, munitions et pièces de rechange, ainsi que l'aide sous forme de conseillers militaires, de manœuvres d'entraînement conjoint, ont augmenté dramatiquement par rapport au niveau pratiquement nul durant l'administration Carter. Cette aide illustre que l'administration Reagan accorde peu d'importance à la position des droits de l'homme dans les pays importateurs et que au contraire tout conflit interne dans

un pays du Tiers-Monde semble être interprété essentiellement dans une perspective Est-Ouest »¹⁷. Autrement dit, au lieu de se confronter directement avec l'URSS, et de risquer d'être impliqués également dans une catastrophe nucléaire, les États-Unis préfèrent exporter la guerre dans des pays qu'ils considèrent comme leur chasse gardée ou leur basse-cour.

Identifiant les « ironies politiques dans l'économie mondiale d'aujourd'hui, A. Gunder Frank constate que « le croquemitaine soviétique est utilisé par Washington pour susciter le soutien du Congrès et du public américain en faveur de dépenses militaires toujours plus importantes dont un montant très élevé est destiné non pas aux armes nucléaires ou autres dirigées contre l'Union Soviétique mais à la production d'armes conventionnelles et spécifiquement produites pour l'usage du et contre le Tiers-Monde. La force de déploiement rapide des États-Unis est seulement le sommet le plus visible de l'iceberg de la force militaire américaine destinée à une intervention directe ou à d'autres manifestations de puissance dans le Tiers-Monde. Sans la facilité procurée par l'ennemi communiste soviétique, ni ces dépenses militaires des États-Unis ni cette politique d'intervention pour maintenir le Tiers-Monde dans *la ligne* et spécialement pour maintenir 'l'arrière-cour' d'Amérique latine asservie aux États-Unis, ne pourraient être politiquement justifiées »¹⁸.

Le complexe militaro-industriel n'agit pas autrement en URSS : « L'aide et le commerce soviétiques dans le Tiers-Monde, dont bien des termes rivalisent souvent, voire même sont pires que ceux des pays de l'Ouest, sont également justifiés par référence à l'ennemi impérialiste »¹⁹. Ainsi de part et d'autre, « *the old boy's networks* » à l'Ouest et à l'Est utilisent le conflit des deux superpuissances pour promouvoir leurs intérêts et leurs ventes d'armes dans les pays du Tiers-Monde et se partager les parties du monde qui ne l'ont pas été à Yalta.

En Afrique francophone, la France poursuit une politique néo-colonialiste dans ce qu'elle considère comme ses chasses gardées au sein d'une division internationale du contrôle du monde par les grandes puissances. Le complexe militaro-industriel français « dispose dans cette partie de l'Afrique de grands groupes miniers et industriels qui exploitent et transforment les ressources minérales particulièrement riches dans ce coin d'Afrique... C'est là aussi que se multiplient les ventes d'armes françaises, avec un système de crédit qui alourdit considérablement la dette extérieure de ces pays »²⁰.

Quel que soit le parti politique au pouvoir, « *the old boy's network* » a toujours persuadé le gouvernement français, sous couvert de défendre le monde libre ou nos alliés africains, d'intervenir militairement (opération Kolwezi au Zaïre en mai 1978, première opération

militaire au Tchad entre 1978 et 1980, deuxième intervention en 1983) chaque fois que l'accès du CMI aux matières premières stratégiques (en particulier à l'uranium) était perçu comme menacé. La destination des ventes d'armes importe peu au « *old boy's network* » français, l'essentiel est de réaliser de fabuleux bénéfices. Que les peuples d'Iran et d'Irak s'étripent sans compter avec des armes vendues par la France de part et d'autre, que les soldats français tués au Tchad lors de la deuxième intervention militaire en 1983 l'aient été avec des armes vendues par la France à Khadafi, ces détails n'empêchent pas les « *old boys* » français de dormir du sommeil des justes : « On croit mourir pour la liberté, on meurt pour les multinationales »²¹. Quant aux dictateurs et aux généraux d'Amérique latine, « ils apprécient nos 'salons de l'armement' où ils figurent parmi les visiteurs les plus assidus. Il est vrai que, dans leurs pays, policiers et soldats ne craignent pas d'intervenir contre les paysans qui occupent les terres. Ainsi en août 1979, un hélicoptère fabriqué au Brésil lançait des engins explosifs de la SNIAS (Société Nationale française) à côté du village de Sampaio. La France avait également fourni à l'Argentine des généraux des mitrailleuses et turbo-propulseurs pour son avion antiguérilla Fucara que ce pays exporte maintenant en Mauritanie. Les chasseurs Mirage peuvent très bien servir à leur tour et, malgré leur vitesse, à bombarder des cibles terrestres telles que villages, casernes ou regroupements de populations »²². L'État français utilise un autre moyen pour imposer sa loi aux populations d'Outre-Mer qui réclament l'indépendance ou l'accès aux ressources de leur propre pays : la militarisation à outrance. La construction du sixième sous-marin nucléaire et le projet de construction d'une nouvelle base portuaire à Nouméa pour l'accueil des sous-marins nucléaires sont, dans la rhétorique officielle, destinés à défendre « le monde libre » et l'indépendance nationale. Mais il ne s'agit pas de l'indépendance et de la liberté de l'État français à l'égard du lobby nucléaire²³, représenté par le Commissariat à l'Énergie atomique (CEA), véritable État dans l'État, et à l'égard des grands groupes privés ou nationalisés qui, non contents de bénéficier de subventions de l'État pour la fabrication de centrales et d'armes nucléaires, veulent aussi accéder aux richesses enfouies dans les eaux « françaises » de l'Océan Pacifique. La politique de la canonnière pourra éventuellement tenir en respect le peuple canaque ou tout autre peuple de la région qui tenterait de leur ravir ces richesses.

La menace de « l'empire du mal » et de l'impérialisme et le contrôle politique des pays alliés (dominés) au sein des empires.

La rhétorique officielle de la course aux armements à l'Est comme à l'Ouest a également comme fonction latente de maintenir les rapports de force et de domination entre les États-Unis et ses alliés européens d'une part, entre l'URSS et ses alliés d'Europe de l'Est d'autre

part. Elle est utilisée tant au sein de l'OTAN (Organisation des territoires de l'Atlantique Nord), pacte militaire des pays de l'Ouest sous la domination des États-Unis qu'au sein du Pacte de Varsovie, pacte militaire des pays de l'Est sous la domination de l'URSS. L'OTAN peut être considéré comme l'un des champs d'action privilégié du CMI américain. Dans ses rapports avec les gouvernements européens, le commandant suprême de l'OTAN, qui est toujours un général américain, se charge d'infléchir la politique militaire de ces derniers dans une direction favorable aux intérêts du CMI américain : qu'il s'agisse de persuader ces gouvernements de diminuer leurs dépenses sociales et d'augmenter de 3 % (après inflation) leurs dépenses militaires ou d'installer sur leur sol « une nouvelle génération de missiles nucléaires », naturellement indispensables à la « sécurité » de l'Europe occidentale et à la « défense du monde libre », mais en réalité prometteurs de gros bénéfices pour les multinationales américaines de l'armement, missiles qui, comme chacun sait, seront éventuellement actionnés par le Président des États-Unis sans consultation des gouvernements des pays européens où ils seront implantés. Pour faire avaliser ce rapport de force, la rhétorique officielle repose sur une « cosmologie qui divise le monde libre entre l'Est et l'Ouest, les Communistes et le Monde Libre. Elle s'efforce de convaincre que le service militaire est libérateur et que les têtes nucléaires assurent la sécurité »²⁴. Ainsi à travers l'OTAN, le CMI américain, installé au sein de l'exécutif, fait d'une pierre deux coups : en même temps qu'il cherche à abaisser la compétitivité de l'industrie civile européenne en détournant les investissements de ce secteur alors que « la guerre économique fait rage », il espère vendre un peu plus d'armes *made in USA* aux alliés européens²⁵. En outre, en les amenant à accepter le déploiement des missiles nucléaires dont le bouton ne pourra être actionné que par le pouvoir exécutif américain, il dispose d'une arme supplémentaire pour exercer le contrôle politique et économique de ses alliés européens.

Le projet ISD (Initiative de Défense Stratégique), lancé par le ministère de la Défense américaine, qui consacrera 27 milliards supplémentaires à la recherche et au développement militaire, est évidemment « vendu » au peuple américain et aux peuples d'Europe comme la perspective d'assurer leur sécurité totale en cas de guerre nucléaire, les missiles étant censés être arrêtés et anéantis dans l'espace ! Mais il s'agit en fait, comme le révèle un article récent, du projet des grandes multinationales de l'armement américaines de gagner, grâce aux subventions du Pentagone, la compétition acharnée qu'elles livrent aux multinationales du Japon, en particulier dans le domaine de l'électronique et de l'informatique. Et qui ne voit que gagner cette guerre contre le Japon est pour l'industrie américaine la gagner aussi sur le marché européen par rapport aux concurrents que ce marché aurait pu susciter ? Mais comme le note un journaliste : « L'Europe n'a pas su voir que l'affaire se jouait entre la vallée du silicium de San Francisco et Tokyo et non entre Washington et

Moscou. IDS ou pas, son retard est considérable »²⁶. Notons qu'il suffit de lire la presse américaine pour comprendre que la « défense européenne » passe pour les banquiers américains par la croissance économique liée à l'ouverture du marché européen aux importations massives de produits américains, par la suppression des dernières barrières douanières de l'Europe aux produits agricoles, aux services et aux investissements américains, enfin par la baisse des taux d'intérêts européens²⁷. Mais si les Européens sont victimes de la rhétorique officielle du CMI américain, le peuple américain lui-même n'est pas à l'abri de l'illusion quand on lui demande toujours des efforts plus grands pour le budget militaire sous le prétexte des retombées bienfaites de la recherche militaire pour la compétitivité de l'industrie américaine. Les recherches des organisations internationales ont au contraire révélé que « le militaire est une solution de facilité qui n'encourage pas systématiquement la recherche d'applications civiles »²⁸. De plus, « en mobilisant le personnel de recherche, les investissements et une partie de l'appareil productif de pointe sur la production d'armements, on a privé les autres secteurs de moyens nécessaires à leur développement. L'électronique française vit à 58 % de l'armement, mais tous les spécialistes internationaux pensent que le développement de ce secteur se fait, et se fera, dans le grand public et non dans le militaire »²⁹. La « sécurité nationale » des États-Unis est-elle pour autant garantie ? Il ne le semble pas, tout au moins si l'on regroupe les contestations de plus en plus nombreuses qui dénoncent soit « le mirage nucléaire »³⁰ soit l'emphase mise sur les nouvelles technologies militaires très coûteuses alors que les dépenses courantes pour les munitions ou les pièces de rechange ne sont pas suffisamment couvertes³¹. La rhétorique officielle ne cadre pas plus avec les réalités politiques et économiques qu'avec les réponses de vive voix qui sont données aux militantes pour la paix. Ainsi en 1983, le directeur du cabinet de l'OTAN, Van Campen, a répondu à Kay Camp, dirigeante de la *Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté*, lors d'une démarche de celle-ci auprès du quartier général de l'OTAN à Bruxelles, que la probabilité d'une attaque armée par l'Union soviétique et les pays du Pacte de Varsovie était « faible, très faible »³², point de vue confirmé par l'un des meilleurs spécialistes de l'URSS³³. Quant à la Française Danièle Le Bricquir, fondatrice de *Résistance Internationale des Femmes à la Guerre*, il lui fut répondu par un officiel du ministère de la Défense que la menace soviétique était « nulle ». En revanche, on justifia la production d'armes, jugée indispensable en vue des exportations, celles-ci étant destinées à « équilibrer la balance commerciale ». « Si nous ne le faisons pas, ce seront d'autres qui le feront », telle est la réponse officielle du gouvernement français à celles qui s'inquiètent des retombées de ces ventes pour les pays receivers. Rappelons, si cela est nécessaire, que cette même réponse fut donnée par les bourreaux des camps de concentration nazis lors de leur comparution devant le tribunal de Nuremberg : « Si nous ne l'avions pas fait, d'autres l'auraient fait à notre place ». Mais il n'existe pas de Tribunal de Nurem-

berg pour juger des crimes commis à l'égard des peuples par les vendeurs d'armes (États ou multinationales) ! De son côté, l'Union soviétique utilise la rhétorique inverse de « l'impérialisme » des États-Unis pour maintenir son pouvoir sur ses alliés de l'Europe de l'Est : « On ne peut nier que les alliés de l'Union soviétique subissent des pressions pour accepter la politique étrangère de ce pays au nom de la lutte contre le camp impérialiste conduit par les États-Unis. Le contrôle social des Soviétiques et de leurs alliés sur la Pologne est aussi renforcé par la référence à la défense contre la subversion impérialiste »³⁴.

La rhétorique officielle et la politique de domination des classes privilégiées.

En visant à croître en profits, pouvoir, prestige et puissance, les CMI se développent aux dépens des autres classes sociales de leurs pays respectifs. Car ce n'est pas impunément qu'une classe sociale absorbe les crédits de l'État, destinés à subventionner ses laboratoires de recherche et ses industries d'armement, à établir les infrastructures coûteuses (ports, aéroports, bases militaires, etc.), destinées à l'entrepôt ou au déploiement de son arsenal militaire... Comme l'écrit Nicole Ball, chargée de recherche à l'Institut suédois des affaires internationales : « C'est seulement à une date récente que les chercheurs sont parvenus à la conclusion que les dépenses militaires ne favorisent pas la croissance économique dans les pays industrialisés. Il est de plus en plus généralement admis que, pour ces pays, les taux de croissance économique, d'investissement et d'emploi sont inversement proportionnés au niveau des dépenses militaires »³⁵. Pour ne parler que de l'emploi, la corrélation négative est attestée aussi bien par les travaux des économistes (comme Léontieff) que par les calculs des chercheurs des Nations Unies. Ainsi « il a été démontré que les dépenses militaires sont moins génératrices d'emploi que les autres catégories de dépenses publiques... Un milliard de dollars de dépenses militaires fait perdre 14.000 emplois dans l'industrie et 30.000 emplois dans l'administration. Cela tient à ce que le secteur militaire exige une proportion beaucoup plus forte de capital et beaucoup plus faible de main-d'œuvre que les secteurs civils. D'où il s'ensuit qu'une augmentation des dépenses militaires aboutit en fin de compte à une réduction de l'emploi »³⁶.

Quand une classe dominante veut affaiblir le pouvoir de négociation des classes dominées, la meilleure façon d'y parvenir est encore de diminuer l'emploi car, menacés par un taux de chômage qui atteint en moyenne 10 % des travailleurs dans les pays industrialisés, les ouvriers et les employés accepteront plus facilement la suppression de l'échelle mobile des salaires en fonction du coût de la vie, les coupes budgétaires qui atteignent les services et le remboursement des frais de sécurité sociale, la diminution en pouvoir d'achat des salaires, des indemnités de

chômage et des retraites, etc... Toutes choses bien connues des syndicats qui, avec la crise de l'emploi, voient leur pouvoir de négociation diminuer, les travailleurs craignant de perdre leur emploi. Si donc la course aux armements ne bénéficie pas aux classes défavorisées, par contre elle augmente le pouvoir des classes dominantes qui, en face d'un pouvoir de négociation affaibli des syndicats et des travailleurs, pourront plus facilement reconduire et augmenter leurs privilèges économiques, sociaux et politiques. La rhétorique du conflit Est-Ouest pour relancer la course aux armements sera ici encore d'une grande utilité « dans la lutte de classe interne de chaque pays de l'Ouest et du Sud où le communiste supposé et le croque-mitaine soviétique sont utilisés pour légitimer virtuellement toutes les politiques des classes dominantes et pour renforcer leur pouvoir de négociation contre les intérêts du peuple. Naturellement l'usage interne de la menace communiste expose ensuite les alliés de l'Amérique à être utilisés par elle »³⁷.

L'utilisation du conflit Est-Ouest à usage interne s'observe également en Union Soviétique : « l'intervention soviétique en Afghanistan est un cas évident de la défense ou de la promotion des intérêts de l'Union soviétique ou de ses classes dominantes contre la menace du Mouvement islamique qui pourrait pénétrer dans les zones musulmanes de l'Union soviétique elle-même. Mais cette crainte a été étayée par l'ennemi impérialiste, les États-Unis et la CIA, contre laquelle l'intervention soviétique était présumée nécessaire »³⁸.

Les achats d'armes aux grandes puissances par les classes dominantes des pays du Tiers-Monde ou encore le développement d'un complexe militaro-industriel dans ces pays (cas de l'Inde et du Brésil) ont la même fonction latente de maintien et de renforcement des privilèges de ces classes, alors que la rhétorique officielle invoque constamment les nécessités de la « sécurité nationale ». Cette thèse peut être illustrée à partir de l'Amérique latine. Dans ces pays, l'oligarchie terrienne entretient depuis l'époque coloniale des relations très privilégiées avec les officiers de l'armée, de telle sorte qu'aujourd'hui encore « les forces armées se considèrent comme l'institution chargée en dernière instance de faire respecter l'ordre et les structures établies et spécialement de défendre strictement le droit de propriété »³⁹. Là où les paysans affamés ou misérables se révoltent parce que le droit à la terre leur est refusé, on voit les bureaucraties militaires doter leur pays des armements les plus sophistiqués : « Par dessus tout, les armements fournissent aux classes dominantes du Tiers-Monde une forme très visible de pouvoir ; elles ne sont plus obligées de négocier avec les larges masses populaires qu'elles gouvernent parce qu'elles peuvent acheter cet armement sur le marché international. De plus, parce que les armes sont associées dans l'imagination populaire avec le prestige national, leur acquisition ne peut être contestée sans paraître remettre en cause l'indépendance. Ceci rend

d'autant plus important de décoder les idéologies prédominantes de l'État-nation et du développement »⁴⁰. La vente d'armes permet en effet la répression contre la révolte des paysans sans terre : « Le transfert de la culture militaire dans les pays du Tiers-Monde est inséparable du transfert de la répression »⁴¹. A l'achat d'armes qui satisfont l'orgueil national s'ajouteront les achats d'armes antiguérillas et la panoplie d'instruments qui permettent le contrôle de la société et la pratique de la torture.

Les stratégies utilisées par les CMI pour légitimer la militarisation.

Il ne suffit pas de décrypter les fonctions latentes du discours et de l'idéologie dominante des membres des CMI. Encore faut-il analyser également les stratégies d'action utilisées par les CMI en vue de la reproduction et de la croissance de leur pouvoir. Les recherches révèlent que, dans tous les pays, les CMI investissent l'État quand ce n'est pas l'État lui-même qui est en étroite symbiose avec les CMI ; elles révèlent aussi la militarisation de la culture et de la société civile, la création d'un « rempart social » par la conquête des classes moyennes et l'écrasement des peuples par des violences spécifiques.

La conquête de l'État par les CMI.

Les CMI ne peuvent prétendre imposer leur idéologie de la sécurité nationale et de la défense militaire s'ils ne bénéficient pas du concours de l'État, comme soutien et porte-parole des intérêts des classes privilégiées auprès de la société civile. Il y a 30 ans, Cecil Wright Mills révélait que sur les 53 personnes alors responsables de l'exécutif américain, 14 appartenaient au corps des professionnels de l'administration gouvernementale ou de la politique du parti, tandis que les deux tiers avaient travaillé dans des domaines extérieurs au gouvernement et à la politique, dont 30 étaient liés de très près au monde de l'entreprise⁴². Depuis, le poids des grandes multinationales de la production de l'armement sur le Congrès et le gouvernement américain n'a fait que s'aggraver. Dans le *International Herald Tribune* du 7 février 1984, John Kenneth Galbraith écrit que « l'administration Reagan a abandonné tout effort de contrôle en laissant les présidents-directeurs généraux (PDG) des firmes de production d'armes et leurs lobbyistes exercer une autorité prépondérante au sein du ministère de la Défense et des services des armées ». Quand on sait que le Pentagone (Ministère US de la Défense) est le principal consommateur des productions militaires de ces multinationales de l'armement, on ne sera pas étonné que celles-ci en arrivent à facturer 748 dollars une paire de pinces (*duck bill pliers*) au lieu de 90 dollars (*International Herald Tribune*, 23-24 mai 1985), 7.622 dollars une cafetière, 659 dollars un cendrier, 400 dollars une clef à écrous (*socket wrenches*) (*International Herald Tribune*, 19 juin 1985), 640 dollars un

siège de W-C (*International Herald Tribune* du 18 mai 1985). Mais, comme le fit remarquer un sénateur, ce ne sont pas seulement les pièces détachées et objets de consommation usuelle qui font l'objet d'une telle surévaluation dans les factures des industriels destinées au Pentagone, ce sont aussi et surtout les gros équipements en armes nucléaires et en missiles. Ainsi, *General Dynamics*, le plus gros fournisseur d'armements du Pentagone, a facturé la construction d'un missile Minute-man 800.000 dollars en trop (*International Herald Tribune* du 14 mai 1985). Mais ce n'est pas tout. Le contribuable américain ne se contente pas seulement de payer des objets ou armes surévalués, il doit aussi payer les énormes pots-de-vin versés, en vue de s'assurer des contrats, par les multinationales de l'armement soit aux chefs du Pentagone soit aux Comités pour l'Action Politique (PAC) du Congrès et du Sénat. Ainsi le Congrès a déjà vérifié l'achat de bijoux par *General Dynamics*, l'un des trois gros fournisseurs du Pentagone, pour l'épouse d'un amiral qui fut au Pentagone la figure clef du programme de sous-marins nucléaires (*International Herald Tribune*, 23-24 mars 1985). Aux cadeaux s'ajoutent les repas fins dans les clubs réservés aux très riches, les invitations à passer des vacances dans des hôtels de luxe et des stations très coûteux, etc... Il faut aussi alimenter les caisses des PAC (*Political Action Committees*) afin de convaincre plus facilement sénateurs et députés de l'importance stratégique des contrats militaires que réclament les grands fournisseurs du Pentagone. Dans un pays démocratique où le législatif a droit de regard sur le budget du Pentagone, cet « arrosage » des PAC est indispensable. Ainsi *General Dynamics* a versé une contribution d'au moins 566.000 dollars au PAC pour les trois dernières élections au Congrès (*Boston Sunday Globe* du 19 mai 1985) tandis qu'un PDG de cette même entreprise était accusé de recevoir un pot-de-vin de 1,3 million de dollars de la part d'un sous-traitant (*International Herald Tribune*, 23-24 mars 1985). Tous ces faits, relevés parmi des dizaines d'autres, par la presse américaine, révèlent comment opèrent les multinationales de l'armement pour faire la conquête du Pentagone et des représentants américains.

En France, au cours d'une première étape, la conquête de l'État par les grands organismes privés intéressés par la course aux armements et à l'arme nucléaire, s'est faite d'abord par le « pantouflage », pratique qui consiste pour les futurs cadres des banques et des grands groupes privés spécialisés dans la fabrication d'armement à travailler d'abord dans l'administration française pour en connaître tous les rouages et les utiliser quand on passera dans le privé. Les grands groupes privés financiers qui prêtent de l'argent aux producteurs de centrales et d'armes nucléaires ou d'armes sophistiquées en France ont mis sur pied dans le plus grand secret « une stratégie commune de recherche, de développement, d'implantation mondiale et rapports profitables avec l'État »⁴³. On ne peut imaginer le développement d'EDF ou du CEA (Commissariat à l'Énergie Atomique) sans le concours actif des banques, nationalisées

ou non, françaises ou étrangères. La nationalisation des banques n'a pu que renforcer la symbiose État-entreprises et banques intéressés à la fabrication des armes nucléaires ou conventionnelles. Une recherche antérieure portant sur la comparaison des crédits accordés à une industrie privée Dassault, fabricant d'avions militaires, et à la SNIAS (société nationalisée), sous-traitant des parties de l'avion Mirage 2000 construit par Dassault, a établi que les avances de l'État consenties à Dassault sont beaucoup plus importantes que celles consenties à la SNIAS et que lorsque les exportations baissent pour le privé, l'État oblige l'armée à s'équiper en tel ou tel matériel qui ne lui apporte rien de plus. D'où on en conclut que « ce sont les impératifs économiques qui guident la production d'armements et non ceux de la défense telle qu'elle peut être définie »⁴⁴.

En URSS, il existe également une emprise des industriels de la défense sur le gouvernement puisque de nombreux dirigeants comme Brejnev et Kossyguine ont commencé leur carrière dans ce secteur : « Leur action a sans doute été déterminante dans l'éviction de celui (Krouchtchev) qui avait le courage de dire 'les responsables militaires devraient se souvenir que c'est le gouvernement qui alloue les fonds et qui décide combien les forces armées peuvent dépenser' et de souligner que 'aujourd'hui, comme hier, les dépenses les plus improductives de toutes sont celles consacrées aux forces armées'. L'armée soviétique a un poids économique considérable et elle reçoit en outre l'appui des représentants de l'industrie lourde et de l'appareil conservateur du parti »⁴⁵.

La militarisation des pays du Tiers-Monde et particulièrement de l'Amérique latine est impensable sans la conquête des États nationaux par les multinationales de l'armement. Ce sont en effet les États qui imposent à leurs peuples l'adoption d'un modèle de développement calqué sur celui de l'Occident, avec sacrifice des productions de cultures vivrières au profit de productions de cultures commerciales dominées, gérées, commercialisées par les grandes multinationales d'Amérique du Nord, de l'Europe ou du Japon, avec ou sans le concours de l'oligarchie terrienne de ces pays. Une classe dominante se forme à l'échelle internationale, composée de représentants des multinationales, des bourgeoisies minière, financière, commerçante et industrielle des pays latino-américains, qui fait cause commune avec les oligarchies terriennes locales et les militaires dans la mesure où les uns et les autres ont investi dans l'achat de propriétés foncières. Pour conforter ces privilèges, on en arrive tout naturellement à imposer une bureaucratie militaire dirigeante (cas typique du Chili) qui légitime et conforte ces intérêts au niveau de l'État en pratiquant des politiques d'investissements agricoles, d'aide technique et de crédit, de revenus et de prix agricoles favorables aux classes privilégiées et aux multinationales de l'agro-alimentaire ou de l'armement⁴⁶. Il s'agit donc bien pour les multinationales de l'armement et leurs alliés des

classes dominantes des pays du Tiers-Monde de faire la conquête du pouvoir politique.

La militarisation de la culture et la conquête de l'opinion par les CMI.

Il ne suffit pas d'imposer ses intérêts aux États, d'utiliser une rhétorique qui masque les véritables enjeux des CMI, encore faut-il gagner l'opinion et la société civile à l'idéologie du « militarisme », concept employé pour désigner la rhétorique des CMI⁴⁷. Pour cela, il faudra militariser la culture et développer « une culture de l'armement », selon l'expression de Robin Luckham qui a fait un inventaire impressionnant des moyens utilisés par les CMI et les États pour la conquête de l'opinion : grandes agences d'information, réseaux de communications (chaînes de radios et de télévision), journaux, etc...⁴⁸. Aux États-Unis où les multinationales de l'armement possèdent des participations financières importantes dans les chaînes privées de télévision et de radios ainsi que dans la presse ; en France où le contrôle des chaînes de télévision et des radios appartient à l'État-vendeur d'armes, la censure s'observe — dans une mesure beaucoup plus accentuée en France qu'en Angleterre ou aux États-Unis — sur les actions des mouvements pacifistes tandis que militaires de haut grade, hommes politiques, journalistes ou écrivains de renom paradent sur le petit écran pour convaincre l'opinion de la nécessité et de la rationalité de la course aux armements. En France, une entreprise privée travaillant pour l'armement comme Matra investit dans le trust Hachette : la « culture de l'armement » exige aussi la conquête de l'édition.

L'OTAN finance toutes sortes de recherches intéressant directement ou indirectement les CMI des USA et des pays alliés de l'Europe. Des crédits sont accordés aux scientifiques de toutes disciplines dans tous les pays de l'Europe afin qu'ils collaborent entre eux à ces recherches. Sont privilégiées par exemple les recherches portant sur les nouvelles technologies de la détection à distance par avion, satellite ou par des stations radar, mais aussi les recherches sur la science des systèmes : santé, planification de la main-d'œuvre, transports urbains, traitement des données, problèmes logistiques, gestion des ressources dans l'environnement, sur la science du comportement et la caractérisation des facteurs personnels (en particulier l'interaction des hommes et des systèmes organisés)⁴⁹. La lecture de ce texte contenu dans une brochure de l'OTAN : « L'OTAN se trouve en présence d'une menace politique aussi bien que militaire. Cette menace résulte des doctrines révolutionnaires du communisme »⁵⁰, provoque l'inquiétude d'Alexandre Sanguinetti sur le contenu idéologique de l'orientation de l'OTAN « qui porte atteinte à la liberté de choix politique de ses participants »⁵¹. L'énumération du type de recherches et de publications privilégiées par l'OTAN, dont on a donné un aperçu, suggère que la priorité de l'OTAN en matière de recherche est avant tout l'inté-

gration des peuples d'Europe dans un système défensif, pensé et dirigé par le CMI des États-Unis (le grand système par excellence sans doute).

Quant aux pays du Tiers-Monde, selon Robin Luckham, dans la mesure où « la culture de l'armement » n'existe pas dans ces pays, « elle doit y être enseignée. Aussi l'exportation d'armes est normalement accompagnée par le transfert de formations spécialisées et de doctrines par la médiation des programmes d'assistance militaire »⁵². On en vient à créer chez les classes dominantes du Tiers-Monde le besoin d'importer les industries et énergies stratégiques pour la production d'armes : « Considérez par exemple la production scientifique qui est orientée de façon biaisée vers l'utilisation militaire dans la plupart des domaines tandis qu'elle est sous-développée dans d'autres domaines (comme par exemple la médecine tropicale ou les technologies peu coûteuses) qui relèvent des besoins fondamentaux des pays du Tiers-Monde. Ce biais est accentué par les pressions des classes dominantes du Tiers-Monde en vue d'acquérir les technologies stratégiques comme les aciéries ou l'énergie nucléaire »⁵³.

Nous ne nous attarderons pas ici, faute de place, sur les nombreux mythes entretenus à plaisir par les mass media, mythes qui font partie de « la culture de l'armement » et qui ont pour but de justifier les intérêts des puissants. Citons seulement quelques uns des plus connus : l'armement est le moteur de l'économie et crée des emplois, la recherche militaire est le « moteur » du progrès scientifique et technique, l'exportation des productions militaires développe notre influence politique et technique, etc... Remarquons simplement que si la recherche n'avait pas été subordonnée au complexe militaro-industriel, les gouvernements des pays riches ne parleraient peut-être pas de « guerre des étoiles » ou de protection antisatellite dans l'espace, mais les peuples du Tiers-Monde auraient pu maintenir et améliorer leur autosuffisance alimentaire car la recherche aurait pu concerner la promotion des cultures vivrières. En fait les grands mythes du militarisme ou de « la culture de l'armement » ont gagné l'opinion car « les principaux moyens de communication culturelle sont fermement tenus en mains par les conglomerats de la culture et par les États »⁵⁴. Or c'est bien la dynamique des CMI que de conquérir les États et les mass media et c'est dans la logique des multinationales de diversifier leurs productions (ainsi en France, MATRA, fabricant de l'armement, investit aussi dans le culturel).

La conquête des classes moyennes ou la création d'un rempart social dévoué au CMI dans les pays du centre et de la périphérie.

Alain Joxe a bien vu que le complexe militaro-industriel ne pouvait survivre sans conquérir les classes moyennes⁵⁵. Qu'est-ce que la création « d'un rempart social », sinon la création de classes sociales gagnées à la rhétorique et aux intérêts des CMI, ce qui peut être encore

analysé comme une alliance entre les classes dominantes constitutives du CMI et les classes moyennes de la bourgeoisie d'Occident et des pays du Tiers-Monde. Aussi, à la stratégie de la conquête des médias s'ajoutent d'autres stratégies visant à créer l'allégeance aux CMI, des futurs cadres des pays du centre et de la périphérie. Aux États-Unis par exemple, les composantes du CMI (multinationales de l'armement, Pentagone, CIA, etc...) pénètrent dans les grandes universités américaines où les frais d'étude et pension deviennent chaque année plus exorbitants (16.000 dollars pour l'année universitaire 1984-1985 à l'Université d'Harvard) : on offre aux étudiants des bourses d'étude moyennant un engagement de servir plusieurs années au profit du ministère de la Défense, de la CIA ou d'un bureau d'une multinationale. Pour former les étudiants étrangers, les États-Unis disposent de moyens puissants émanant soit de l'AID (*Agence pour le Développement International*) du département de la Défense ou des grandes fondations privées (Ford, Rockefeller, etc..). L'AID invite chaque année plus de 6.000 étrangers pour une formation technique et professionnelle. Susan George rappelle le témoignage d'un officiel de l'AID qui, évoquant le rôle de cet organisme dans l'assistance militaire et « la contre-insurrection » dans les pays du Tiers-Monde, constate que les étudiants étrangers retournant chez eux « apportent à leur pays de nouvelles compétences techniques, mais également les valeurs de notre société... qu'ils ont assimilées. La possibilité d'une vaste orientation sociale et politique sous-tend tous les niveaux de l'expérience des participants aux États-Unis »⁵⁶. Quant au Département de la Défense, il invite chaque année de 8.000 à 30.000 étudiants étrangers. Le programme de formation dispensé aux participants est destiné à amplifier les forces militaires et policières de ces pays. Comme les invités de l'USAID, ceux du Département de la Défense sont formés non seulement gratuitement mais disposent en outre d'une généreuse allocation. On espère que ces cadres formés aux USA seront les principaux défenseurs du modèle américain une fois de retour dans leur pays. Un effort particulier est fait au sein du *Programme d'Action Civique* « pour encourager les armées à participer aux activités de développement rural dans le dessein de prouver au peuple que l'armée est son amie »⁵⁷. Les efforts ont été couronnés de succès : ainsi un rapport officiel note avec satisfaction que, grâce à ce programme, l'armée bolivienne a pu mater la rébellion des mineurs de La Paz tandis que l'on constate l'apparition d'une « élite US made » partageant les mêmes postulats et les mêmes attitudes de base que « l'élite américaine » dans les pays du Tiers-Monde qui envoient leurs étudiants aux États-Unis : « la bureaucratie qui prend toutes les décisions concernant le développement, a accepté sans réserve les modèles socio-économiques occidentaux comme les symboles de la modernité et de l'éthique scientifique »⁵⁸. Ces modèles, ces symboles de modernité, impliquent évidemment que chaque pays, le plus endetté soit-il, se dote des armements les plus sophistiqués et de l'appareil de

répression le plus efficace.

La France n'agit pas autrement quant à la création des « élites locales » dans les pays anciennement dépendants de son empire colonial. Quant à l'URSS, elle dispose également, selon les autorités américaines, d'un programme pour la création d'élites locales, toutes dévouées à son modèle de développement, mais, toujours selon ces autorités, « le programme américain aurait un 'impact' supérieur à celui des Soviétiques dans les domaines idéologiques et politiques »⁵⁹. Les deux empires se disputent tout autant les élites du Tiers-Monde que les ressources de ces pays.

Tout se passe en somme comme si un contrat, parfois tacite, parfois explicite comme aux USA, était conclu entre les classes dominantes au sein du CMI et les cadres et futurs cadres de la société civile (les classes moyennes) en vue de la reconduction et de l'élargissement des pouvoirs des CMI. L'efficacité du « contrat social » entre ces derniers et les classes moyennes a pu être observée aux États-Unis. Le niveau d'instruction pris comme l'un des indicateurs les plus significatifs de la classe sociale révèle que le système d'enseignement des États-Unis a servi à construire, à partir des classes moyennes instruites, un « rempart social » gagné à l'idéologie du CMI américain. Ceci fut vérifié au cours de la guerre du Vietnam où, en 1964, les personnes interrogées par le *Survey Research Center* se prononcèrent d'autant plus souvent pour une solution faisant davantage appel à la force que leur niveau d'instruction était élevé :

Pourcentage d'Américains qui en 1964 ont donné la réponse :

« préfèrent une position plus dure »

à la question sur « ce qu'il fallait faire maintenant au Vietnam »⁶⁰.

Nombre d'années d'instruction	Hommes	Femmes	Différence
Moins de 8 ans	44,4	8,3	36,1
8 ans	46,2	21,7	24,5
de 9 à 12 ans	55	31,6	23,4
12 ans	62,8	43,9	18,9
12 ans et quelques années d'université	62,6	50,4	12,2
Université achevée ou plus . . .	60,8	50	10,8

Quant à l'administration Reagan, elle a pu sans difficulté augmenter les dépenses militaires en favorisant les classes moyennes et en réalisant des économies prélevées sur les services sociaux et l'éducation réservés aux pauvres⁶¹. En France, le CMI peut d'autant plus facilement

se créer un rempart social que la symbiose entre l'État et les multinationales de l'armement — nationalisées ou non — est quasi parfaite. Cette symbiose que la propagande officielle veut identifier avec « la symbiose armée-nation » est réalisée par le ministère de la Défense au moyen d'un programme qui a pour but de gagner les cadres et les futurs cadres du pays à la rhétorique officielle de « la culture de l'armement ». Le programme est fixé au sein de *protocoles d'accords* signés entre le ministère de la Défense d'une part et d'autre part les ministères de la Culture, de la Jeunesse et des Sports et de l'Éducation Nationale (voir annexes)⁶². C'est à travers cette entreprise de militarisation de la société civile qu'apparaît l'étendue du « complexe scientifico-bureaucrato-industriel ».

Modes spécifiques de destruction des peuples par les CMI.

Les CMI ont non seulement une fonction de production d'armements de toutes catégories mais aussi une fonction de destruction : destruction des peuples par des moyens allant de la violence directe à la manipulation en douceur, destruction des richesses de la planète. Pour comprendre cette fonction de destruction, il faut la situer dans le cadre de la nouvelle restructuration du capitalisme à l'échelle planétaire en vue de compenser la baisse tendancielle du profit. Selon Alain Joxe, pour compenser cette baisse, « le capital cherche à gagner du temps, à accélérer non seulement le processus de production tout en réduisant les coûts (productivité) mais surtout, aujourd'hui, à accélérer le procès de la production de *savoir rentable* (recherche et développement) et le procès de transformation de ce savoir en unités de production de masse d'un côté, en unités de consommation de masse de l'autre. *Unités* de production et *unités* de consommation prennent le sens d'unités militaires, c'est-à-dire d'ensembles pouvant être commandés de manière autonome en opération »⁶³. La violence militaire ou para-militaire est le plus souvent utilisée à l'échelle planétaire pour réaliser ces objectifs.

C'est en effet la violence militaire que l'on trouve au sein du processus de la nouvelle division internationale du travail qui permet aux multinationales de réaliser la maximisation du profit : quand celles-ci désorganisent les productions agricoles ou industrielles dans les pays de la périphérie, elles comptent sur les régimes militaires pour contenir la subversion qui atteint les paysans affamés réclamant l'accès à la terre ou les ouvriers sous-payés et exploités s'organisant en syndicats et déclenchant des grèves pour obtenir de meilleures conditions de travail et des salaires ajustés au coût de la vie. Quand la concurrence effrénée entre multinationales rivales à l'échelle planétaire s'aggrave, c'est la lutte pour les « industries de pointe », la compétitivité des coûts, etc... qui amènent les fermetures d'usines, les licenciements et le chômage qui atteint de 10 à 12 % de la population active totale dans les pays du centre. Les ouvriers qui protestent se heurtent à la répression policière envoyée par les bour-

geoisies du centre dont les pratiques trouvent leur légitimité derrière le concept de « modernisation » et des nécessaires « restructurations » de l'économie. Outre sa fonction de restructuration du capital, le chômage a une autre fonction : neutraliser la contestation au sein de la société civile, la baillonner par crainte de perdre l'emploi vital pour la survie... Autant de violences physiques ou psychiques infligées aux classes sociales défavorisées des pays de la périphérie et des pays du centre. Et quand le surplus de main-d'œuvre du Tiers-Monde dépasse les besoins de restructuration du capital ou « de l'armée de réserve », il faut que ce surplus disparaisse grâce au génocide par la faim, la maladie ou la guerre civile. La « fonction de destruction » est donc aussi inhérente au complexe militaro-industriel que la fonction de production d'armes de toutes catégories. Ainsi, *la division internationale du travail*, basée sur la délocalisation d'une partie de la production des pays du centre vers les pays de la périphérie, sur la concentration des « industries de pointe » dans les premiers, a pour corollaire « *la division internationale du travail de menace de mort* »⁶⁴ : destruction par la violence ou la famine des paysans et des ouvriers du Tiers-Monde en surplus, répression des travailleurs et rejet des chômeurs des pays du centre, destruction psychique de la société civile par la militarisation de l'économie et de la culture, et par la création du rempart social des classes moyennes passives ou résignées parce que gagnées à l'idéologie et aux intérêts du CMI.

Les données exposées ci-dessus révèlent que les CMI fonctionnent bien comme les agents du « *World Military Order* », celui-ci incluant, selon Secares, « les activités totales, les relations et les processus qui composent et finalisent l'expansion du militaire, engendrant une pyramide mondiale de pouvoirs, un système de domination et de subordination, un réseau de dépendances hiérarchiques et une structure de contrôle basée sur la manipulation des forces armées (avec toutes ses composantes) insérées dans les relations contemporaines internationales »⁶⁵. La domination, l'exploitation, le contrôle des peuples et de la société civile par le CMI atteint un degré jamais égalé jusqu'ici grâce à la possession par le CMI de l'industrie et de l'arme nucléaires. En effet, la spécificité de l'industrie nucléaire, dominée par le CMI, est, selon A. Touraine, de s'imposer « par sa puissance, sa capacité de monopoliser l'information. Et ce qui nous importe plus encore, c'est qu'un genre de vie, un mode d'organisation de la société sont imposés par la concentration du pouvoir de ces appareils. Ce n'est pas le plutonium qui est l'adversaire, c'est l'appareil technocratique. L'armée fonctionne aussi, bien que ce ne soit pas son aspect essentiel, comme une technocratie... L'important, c'est donc de voir aujourd'hui qu'il y a de nouveaux rapports de classe, que ce soit dans un cadre public ou privé, et qui mettent en cause l'appropriation des moyens de produire un genre de vie, une culture. L'État peut être un

adversaire, mais ce n'est pas l'essentiel, l'adversaire réel n'est pas le corps des mines ou des hauts fonctionnaires mais les appareils »⁶⁶. Mais encore faut-il donner un visage et un nom à cet « appareil ». Que le complexe militaro-industriel fonctionne comme un appareil de domination de classe le plus perfectionné, le plus capable, au sein de la nouvelle division internationale du travail, non seulement de s'approprier les principaux moyens de production et le mode d'organisation du travail au sein de la planète et de l'entreprise, mais aussi d'engendrer « un mode de gestion des systèmes de production et de transmission d'informations complexes, la capacité d'imposer à l'environnement social et naturel un certain modèle d'activité sociale »⁶⁷, les faits précédents le démontrent abondamment. Les données recueillies ont révélé que ce formidable appareil qui se reproduit et se renforce chaque jour grâce à la course aux armements, à la militarisation de la culture et de la société civile, trouve sa principale dynamique « sur la scène intérieure et non sur la scène internationale et cela en raison des forces socio-politiques qui ont des intérêts dans l'industrie des armements »⁶⁸. On a montré, en effet, que la notion d'intérêts ne se limite pas aux profits liés à la production et à la vente d'armes : il s'agit aussi de la reproduction et de la croissance du pouvoir et des privilèges politiques et économiques

– des superpuissances pour maintenir leurs « alliés » dans la dépendance ;

– des multinationales de l'armement, privées ou publiques, et des États vendeurs d'armes pour maintenir dans l'endettement et donc dans la dépendance les pays du Tiers-Monde, afin de se garantir un accès peu coûteux aux matières premières, aux richesses et à la main-d'œuvre de ces pays ;

– des classes dominantes qui, grâce à la rhétorique de la « sécurité nationale », peuvent tenir en respect toute tentative de diminuer les injustices sociales à l'égard des classes dominées. De même, tout l'effort pour desserrer le contrôle culturel et la confiscation de l'information par suite du monopole des CMI sur les médias se heurte à la notion de « secret d'État » ou de « raison d'État ». Et quand la rhétorique officielle – la violence faite aux esprits – est insuffisante, la répression policière – la violence faite au corps – entre alors en jeu, en fonction de modalités qui diffèrent selon les pays et la situation. C'est dans ce contexte que les mouvements sociaux : écologistes, féministes, anti-nucléaires, syndicalistes, pacifistes, guérillas du Tiers-Monde, etc. peuvent être considérés comme des tentatives pour desserrer les tyrannies, injustices, contrôles et abus de pouvoir qu'engendre la dynamique des CMI installés au cœur des États nationaux.

LE COMPLEXE MILITARO-INDUSTRIEL ET LA POLITIQUE DES GENRES.

Formation aggravée de la logique d'accumulation, de puissance et de profit, le CMI constitue aussi une formation sociale aggravée du patriarcat. En effet, loin de rompre les anciennes subordinations et exploitations des femmes dans les formations socio-économiques plus anciennes du patriarcat (la famille, l'État ou l'entreprise locale), le CMI intègre toutes ces formations pour les asservir et les élargir aux nouvelles dimensions planétaires d'un système patriarcal, renforcé du fait même de sa capacité d'intégrer des formes plus anciennes d'oppression des femmes. Nous envisagerons successivement l'élargissement et la reproduction du système patriarcal à travers les différentes stratégies constitutives de la politique des genres, mises en place par les différents CMI : destruction et clochardisation de la grande majorité des femmes de la planète, militarisation de la culture et des loisirs aux dépens des femmes, tentative de constitution d'un « rempart social » en s'appuyant sur les femmes des classes moyennes.

Stratégie de destruction des femmes par l'exportation de la guerre et l'occupation militaire.

On l'a vu, les guerres, interventions et bases militaires depuis 40 ans, sont le plus souvent exportées par les pays du Centre (dits industrialisés), où se situent les plus nombreux et les plus puissants CMI, dans les pays de la périphérie (du Tiers-Monde). C'est donc en étudiant en priorité les pratiques utilisées auprès des femmes du Tiers-Monde, tolérées ou officialisées par les CMI, en temps de guerre, d'intervention ou d'occupation militaires que l'on pourra d'abord identifier la politique des genres et la reproduction du pouvoir des hommes sur les femmes. Rappelons que, selon les statistiques les plus récentes, sur un total de 2 milliards 400 millions de femmes, un peu moins de *quatre femmes sur cinq* (1 milliard 900 millions) vivent dans les pays de la périphérie tandis qu'un peu plus du cinquième (500 millions) vivent dans les pays du Centre)⁶⁹.

Exportation de la guerre et destruction des femmes.

Selon Gaston Bouthoul, la guerre est, entre autres aspects, une manifestation du conflit de génération ; la conception de la hiérarchie militaire est celle d'une gérontocratie⁷⁰ où l'ancienneté, la séniorité donnent le pouvoir tandis que les jeunes sont les instruments du pouvoir des vieux : « Dans toutes les sociétés, la guerre offre des solutions traditionnelles et respectables au complexe d'Abraham et aux situations qui la provoquent. La plus angoissante est le fait pour la génération des

pères, celle des gens pourvus et rassis, de se retrouver débordés par une bouillante jeunesse dont le nombre dépasse les possibilités de les satisfaire et de les employer »⁷¹. C'est alors qu'intervient la solution guerrière : guerre nationale ou intervention étrangère. La guerre reposerait ainsi sur l'instrumentalisation des jeunes par les dominants âgés. Mais l'instrumentalisation des jeunes a pour corollaire l'instrumentalisation des femmes car comment envoyer les jeunes à la mort sans leur donner quelque compensation qui flatte l'orgueil qui leur a été inculqué. C'est ainsi qu'en temps de guerre ou d'intervention militaire, les femmes sont transformées en instruments de plaisir et de sadisme pour les jeunes guerriers et les moins jeunes. La prostitution forcée ou le viol, l'assassinat de femmes deviennent des pratiques tolérées quand elles ne sont pas officialisées. Ceci est parfaitement illustré dans les recherches conduites par les Américaines sur la guerre du Vietnam. Elles ont montré comment une guerre qui avait pour fonction explicite de défendre le « monde libre » contre le danger communiste s'était transformée en guerre contre les femmes asiatiques par la suite du développement des pratiques de prostitution, du viol et de l'assassinat des femmes. Ainsi, *au début de la guerre du Vietnam*, au moment du débarquement américain en 1965, la ville de Saïgon comprenait 400.000 personnes, elle en avait plus de 4 millions au moment de leur départ en 1973. Sur ces 4 millions, on recensait 400.000 prostituées, soit autant de personnes que la population totale de la ville en 1965. Que s'était-il donc passé au cours de cette période ? : « La population fournit un contingent infini de prostituées parce que des millions de paysans avaient été chassés quand leurs villages furent détruits par la guerre et les défoliants déversés sur leurs terres »⁷². Les conditions de vie des prostituées étaient désastreuses : « Autour des bases militaires, des tentes ayant de 15 à 20 lits étaient établies par l'armée américaine où les prostituées se relayaient. Généralement, cinq à sept soldats se partageaient une fille par nuit ; elles touchaient un dollar par client »⁷³. Dans les villes occupées par l'armée américaine, des proxénètes exploitaient des centaines de prostituées emprisonnées durant la journée dans des souterrains. Chaque nuit, des hélicoptères amenaient des groupes de prostituées sur le théâtre des opérations. Le lendemain les femmes étaient ramenées, brisées moralement et physiquement. La prostitution devint « le plus gros business du Vietnam du Sud et la plus grande source de profit »⁷⁴. Pour oublier, les prostituées consommèrent de la drogue : il y avait 400 dépôts de drogue en 1967, et 300.000 trois ans plus tard. Les maladies vénériennes se multiplièrent, ainsi que les naissances non désirées d'enfants de G.I. Les avortements provoqués firent des milliers de victimes⁷⁴. Par ailleurs, « dans les campagnes, spécialement quand les troupes recherchaient des guérillas révolutionnaires, la prostitution n'était pas nécessaire puisque le viol était à l'ordre du jour. Les paysans et les forces de libération nationale ont rapporté des milliers d'exemples : beaucoup étant des viols collectifs d'individus ou des viols publics

de plusieurs douzaines de femmes »⁷⁶. Très souvent, comme le rapporta Jane Fonda, les viols des femmes précédaient les assassinats comme moyen usuel de terroriser les paysans soupçonnés de rébellion⁷⁷. Il faut noter que « les jeunes gens qui ont assassiné et violé des Vietnamiennes n'étaient pas des psychopathes à l'origine. C'étaient des garçons ordinaires, naïfs, souvent pauvres... Ces garçons n'avaient pu résister à l'efficacité déshumanisante de la machine militaire »⁷⁸. Cette efficacité reposait d'abord sur l'obligation d'obéissance absolue, supprimant toute responsabilité individuelle pour ses propres actes car « ce que l'armée exige de vous est de tuer – sur ordre – sans questionner ou de fournir une aide inconditionnelle aux autres personnes impliquées dans l'acte de tuer »⁷⁹. Le second entraînement de cette culture militaire patriarcale consistait à inculquer aux garçons une image de virilité, identifiée au fusil et au pénis, l'un pour tuer physiquement des êtres humains, l'autre pour marquer la soumission des femmes aux hommes. En effet, toujours d'après cette étude américaine, une chanson qui accompagnait l'entraînement militaire, dispensé aux soldats américains au Vietnam, incarnait l'idéologie enseignée. On apprenait aux soldats à chanter : « Ceci est mon canon (ils brandissaient leur M 19), ceci est mon fusil (ils mettaient la main à leur braguette), le premier est pour tuer, l'autre est pour jouir »⁸⁰. En inculquant aux soldats le mépris de l'autre et le mépris des femmes, les hommes des CMI visent à la fois à perpétuer le pouvoir des empires sur les peuples du Tiers-Monde et le pouvoir des hommes sur les femmes. Ce que l'intervention étrangère au Vietnam apprenait aux jeunes Américains, c'est que les femmes sont des instruments de plaisir au service des hommes et non des personnes ayant leurs propres désirs et leur dignité. Selon K. Gough, « la prostitution au Vietnam du Sud néo-colonial doit être vue dans le contexte de la domination politique et économique, de l'assassinat de masse, du racisme et du viol par les forces étrangères »⁸¹. Autrement dit, quand le CMI exerce ses violences contre les peuples, celles-ci atteignent d'abord les femmes.

Même quand l'intervention militaire dans un pays de la périphérie ne débouche pas sur des violences officialisées à l'égard des femmes, une guerre larvée leur est déclarée dans la mesure où elles sont toujours perçues comme des instruments de plaisir pour les besoins des guerriers. Voici ce qu'écrit *le Journal du Dimanche* en date du 30 septembre 1984 au sujet de l'occupation militaire française au Tchad : « La capitale Tchadienne, confortablement installée à l'ombre du parapluie déployé par la force Manta, avait pris de bien mauvaises habitudes. N'Djamena était devenue une vaste maison de plaisir où les 3.000 hommes de l'opération Manta venaient par vagues successives goûter le repos bien mérité du guerrier... Boîtes de nuit, dancings, restaurants et prostituées vivaient au rythme de l'opération Manta. Après de longs mois de disette, les commerçants de la capitale (Libanais, Français et Tchadiens proches du gouvernement d'Hisène Habré) s'enrichissaient. C'était le bon temps. Pour-

vu que ça dure, ne cessaient de répéter les plus favorisés ». Les « plus favorisées » n'étaient pas les paysannes chassées de leurs campagnes par les opérations militaires et obligées pour survivre de se transformer en instruments de plaisir pour les soldats français. Dans cette guerre néo-colonialiste, tout se passait en réalité comme si le patriarcat du pays dominant et celui du pays dominé s'unissaient dans leurs pratiques de destruction physique des femmes.

Ventes de bases militaires contre dollars et prostitution des femmes.

Les recherches des sociologues d'Asie, d'Océanie et d'Amérique centrale révèlent que l'établissement de bases militaires dans ces pays s'accompagnent d'un développement accéléré de la destruction des femmes par la prostitution et les maux qui lui sont liés. Celle-ci apparut très vite aussi bien à Tahiti qu'aux Philippines, au Honduras, au Panama ou en Corée du Sud, partout où les CMI français et américains ont installé leurs bases militaires.

Sister Mary Soledad Perpignan, fondatrice du mouvement TW-MAEW (Third World Movement against the exploitation of Women), a dénoncé « la géopolitique de la prostitution », établie autour des bases militaires étrangères en Asie : « Maintenant que l'épée a été remplacée par les fusils et les missiles et que le champ de bataille est devenu le monde entier divisé en camps géopolitiques, la présence militaire étrangère est devenue plus menaçante que jamais »⁸². Mais la menace est déjà une réalité pour les femmes qui entourent ces bases. Ainsi, aux Philippines, « les bases militaires américaines navales et aériennes (*Subic naval base* et *Clark air base*) ont créé et continuent à maintenir les bordels de Longapo et d'Angeles... Les effets évidents en sont la dégradation outrageuse des femmes, la diffusion rampante de la gonorrhée et la naissance de milliers d'Amérsiatiques. En dépit de l'absence de guerre, les simples allées et venues des militaires de service dans les bases de Subic et de Clark ont donné aux Philippines le taux de bébés de G.I. le plus élevé de la région. Irresponsables des conséquences de leurs actes, ces militaires américains disparaissent, laissant le fardeau de l'éducation des enfants aux femmes violées. Plusieurs enfants de G.I. des années passées sont devenues des actrices, des reines de beauté et des entraîneuses sur la pente de la prostitution »⁸³.

En Amérique Centrale, au Honduras, une enquête a établi que des jeunes campagnardes, mineures de 12 à 15 ans, sont vendues contre leur gré à des propriétaires de bordels qui ont pour fonction de satisfaire les besoins des soldats américains et honduriens de la base voisine de Palmerola, le quartier général des Forces Armées US engagées dans les manœuvres du Honduras depuis février 1983⁸⁴. Le tarif est de 250 dollars pour l'achat d'une fille ; celle-ci rapporte environ 50.000 dollars sans

compter les bénéfiques sur les boissons. L'institution patriarcale à l'œuvre comprend aussi bien les représentants du CMI américain qui considère l'Amérique Centrale comme « sa basse-cour » que la complicité de l'État national et de la police ainsi que le silence des représentants des églises locales : « les policiers sont à la botte des militaires. Si vous touchez à l'un d'entre eux, vous touchez à l'institution. Et ceci explique pourquoi l'Église et les autres organismes humanitaires ne s'impliquent pas dans cette affaire. Ils perdraient à tous les coups. Policiers et soldats savent se servir des machettes et des fusils »⁸⁵. L'« essence » du patriarcat implique la domination des femmes par les hommes pour mieux asservir ces derniers aux gérontocrates de la hiérarchie militaire qui ne se distingue pas de la hiérarchie du patriarcat. Par suite, un pasteur luthérien de la base philippine d'Olongapo énonce cette évidence, valable pour toutes les autres bases militaires : « Aussi longtemps qu'il y aura la septième flotte US dans l'Océan Indien, un lieu tel que Olongapo continuera d'exister. Si nous voulons mettre un terme à la prostitution, la seule solution est de renvoyer à la maison tous ces militaires »⁸⁶.

Le 4 juillet 1985, des milliers de manifestantes philippines (6.000 selon la police) ont marché jusqu'à l'ambassade américaine de Manille pour réclamer la fermeture des bases américaines, le retrait des conseillers militaires américains et du soutien de Washington au Président Ferdinand Marcos auquel le gouvernement américain a promis 900 millions de dollars d'aide militaire et économique pour les années 1985-1989 en compensation de la présence des deux bases militaires⁸⁷. La misère des prostituées philippines qui gravitent autour des bases américaines a pour contrepartie l'enrichissement des hommes : les hommes des mutinationales qui vendront des équipements militaires (aéroports, bases navales) et des armes au président Marcos grâce au prêt du gouvernement américain, les trafiquants de tout genre, de l'hôtelier au proxénète et au chauffeur de taxi, tous retireront les plus gros bénéfiques de la misère des femmes des Philippines. Mêmes constatations faites au sujet des conséquences sur les femmes de l'établissement de la base militaire française à Tahiti.

Quand les CMI ne considèrent les femmes que comme des instruments et non comme des personnes, il est logique qu'ils se soucient peu des conséquences de leurs expériences nucléaires sur la santé et le droit des femmes à avoir des enfants. Ainsi les CMI américain et français, en multipliant les bases militaires et les expériences atomiques dans les atolls du Pacifique, non seulement ont réduit les ressources de la pêche et de l'agriculture mais ont aussi altéré la santé des populations (avortements et malformations en grand nombre chez les femmes des Iles Marshall de sorte que les femmes déclarent ne plus vouloir d'enfants)⁸⁸.

Mode de développement patriarcal des CMI et clochardisation des femmes de la planète.

Les CMI ne sont pas des systèmes patriarcaux statiques qui n'opèrent qu'au cours des guerres exportées à l'étranger, d'expéditions ou de création de bases militaires dans le monde. En dehors des interventions à chaud, la politique des genres des CMI visant à maintenir la classe des femmes dans l'exploitation et la domination se déploie tous azimuts au sein d'un mode de développement spécifique, promu, contrôlé, sanctionné quand c'est nécessaire, par « l'ordre militaire mondial » car les CMI constituent la police militaire du *statu quo* de l'ordre économique mondial visant à asservir les nations pauvres aux nations riches, les pays dominés aux pays dominants grâce aux alliances militaires, les classes paupérisées aux privilégiées, enfin les femmes aux hommes.

Le mode de développement patriarcal de l'économie mondiale, garanti par les CMI, admet plusieurs modalités dans sa politique des genres pour systématiser et élargir la domination des femmes par les hommes :

- un mode de production dans la nouvelle division internationale du travail impliquant l'exploitation intensive des ouvrières de « l'usine globale » ;
- un mode de développement rural engendrant la paupérisation absolue des paysannes du Tiers-Monde ;
- un mode d'endettement par les exportations d'armes étendant la misère à toutes les femmes des pays du Tiers-Monde ;
- un mode de gestion de l'économie mondiale aboutissant à la création de « nouvelles pauvresses » dans les pays industrialisés.

Mode de production des CMI et exploitation du travail des ouvrières de l'usine globale.

Le mode de destruction des femmes par les violences directes (viols, prostitution, assassinats, etc...) en cas d'interventions ou d'occupations militaires, d'essais atomiques, n'est pas exclusif d'un mode de production soutenu par les CMI, prenant pour cible l'intensification de l'exploitation du travail des femmes, en particulier de celles travaillant dans les filiales des puissantes multinationales des pays industrialisés, installées dans le Tiers-Monde. On sait aujourd'hui que les multinationales de la production manufacturière qui exportent leurs filiales dans le Tiers-Monde sont nées de l'intervention déterminante des banques commerciales qui ont évincé les banques centrales dans le marché des capitaux et la création du crédit. En fait, la division internationale du travail qui aboutit à la délocalisation de l'industrie dans les pays du Tiers-Monde où celle-ci peut trouver une main-d'œuvre à bon marché (*cheap labor*) est une création du capitalisme financier dont la production d'armements constitue à la fois, on l'a vu, « le ballon d'oxygène et le cran de sûreté »⁸⁹.

Il en résulte qu'entre le capitalisme financier, les CMI et les multinationales qui exploitent le travail des femmes, particulièrement de celles du Tiers-Monde, il y a interpénétration et identification étroites. Même quand les CMI ne sont pas des utilisateurs directs du travail des femmes, ils sont toujours présents – par gouvernements ou conseillers militaires ou civils interposés – pour organiser la répression des ouvrières qui n'acceptent plus des conditions inhumaines de travail ou les bas salaires.

Un récent colloque a révélé que « en France comme en Allemagne, l'introduction du taylorisme dans l'industrie a correspondu à l'entrée massive des femmes dans la production de guerre »⁹⁰. De plus, le colloque a mis en évidence que « l'on ne peut parler de taylorisme sans parler de division sexuelle du travail. Les techniques tayloriennes utilisent et renforcent la division sexuelle existant dans la société. C'est aussi vrai dans les usines du centre que dans celles de la périphérie, malgré les différences d'organisation et de productivité. Quel est l'employeur qui oserait contrôler le temps que ses ouvriers passent aux toilettes ? L'apprentissage domestique à la dextérité (couture, art floral au Japon) est largement utilisé dans la production »⁹¹. Les fameux cercles de contrôle de qualité (CCQ), inventés par le Japon pour élever la productivité et qui sont devenus une référence mondiale dans le milieu de l'industrie, excluent les femmes japonaises. Bien que les CCQ soient peu conformes à la doctrine de Taylor, une analyse plus fine a montré qu'en réalité « en dehors des réunions bimensuelles d'une heure... les contremaîtres exercent leur fonction habituelle de contrôle. Le temps de l'usine est partagé en deux »⁹². Quant à l'introduction de la robotique et de la micro-électronique, nées des besoins de la course aux armements, selon Benjamin Coriat, elle porte à un degré supérieur la séparation conception-exécution qui aboutit plus que jamais à faire du travail féminin des tâches d'exécution remplies sous la contrainte du rythme et de la cadence⁹³. Nulle part ailleurs que dans les usines de composants électroniques installées dans le Tiers-Monde où 85 % de la main-d'œuvre est composée de femmes ne se remarquent la militarisation de l'organisation du travail et l'utilisation des anciennes formes patriarcales de subordination des femmes aux hommes. Non content d'exploiter les jeunes travailleuses de 18 à 25 ans, de leur payer des salaires inférieurs aux salaires minima, sans congés ni droits sociaux, de les loger dans des « pensions » appartenant à l'entreprise, de les exposer au harcèlement sexuel et à tous les dangers chimiques des nouvelles technologies des semi-conducteurs⁹⁴, le système mis en place utilise les traditionnelles soumissions des femmes à la famille pour arriver à en tirer le profit maximum. Comme l'écrit Cynthia Enloe, « l'emphase sur la famille est absolument cruciale à la stratégie du management. A la fois les firmes anciennes et les multinationales usent de la famille pour reproduire et contrôler les travailleuses. Même le recrutement est un processus familial. Les femmes ne sortent pas de façon indépendante pour trouver du travail : c'est l'affaire des pères, des

frères et des maris de rendre les femmes disponibles après avoir donné des assurances aux compagnies. La discipline est une affaire familiale, étant donné que, dans la plupart des cas, les femmes donnent leur paye à leurs parents. La vie de la manufacture est en général contrainte et définie par le cycle de vie familial »⁹⁵. Tablant sur l'image de la fille ou de l'épouse subordonnée au père ou au mari, les multinationales qui opèrent dans le Tiers-Monde utilisent aussi l'image de la femme comme objet sexuel pour les détourner de l'action syndicale :

« Les multinationales dressent les femmes les unes contre les autres non seulement comme travailleuses mais aussi comme objets sexuels, surimposant les notions occidentales de féminité et de consommation sur les stéréotypes culturels locaux. Les concours de beauté sont une partie intégrale de la vie de l'entreprise, avec chaque compagnie ayant sa reine de beauté en vue du concours annuel pour élire 'la reine de la zone franche' (Miss Free Trade Zone). Des concours de costumes de bain ou des concours 'devine à qui sont ces jambes' sont aussi populaires. Les jours de la paye, les vendeurs ont souvent la permission d'entrer dans les usines pour vendre les cosmétiques (promus dans des classes d'esthétique organisées par l'usine), des bijoux et autres articles de luxe »⁹⁶.

La militarisation de la vie des ouvrières s'observe aussi bien sur le lieu du travail qu'en dehors. Au travail, « la discipline est stricte car les composants électroniques doivent être parfaits ou inusables. Les ouvrières doivent réaliser des quotas de production et reçoivent tous les jours un planning de productivité à accomplir. On leur interdit de parler dans l'usine. Elles doivent porter un uniforme... »⁹⁷. En outre, en Malaisie par exemple, les ouvrières de ces usines sont assujetties aux rotations d'équipes tous les quinze jours, ce qui signifie que leur vie s'organise autour de ces rotations et qu'elles ne peuvent pas planifier d'autres activités de loisirs ou de formation permanente. On leur interdit également de se livrer à une autre activité sans en demander l'autorisation au manager. Des salaires trop bas ne leur permettent pas de louer une chambre, aussi sont-elles logées quatre ou huit par chambre dans des pensions appartenant à l'entreprise : elles n'y disposent que d'un lit et d'une armoire, et n'ont aucun contrôle sur le choix des autres femmes qui partagent la même chambre⁹⁸. La préférence est donnée à des ouvrières célibataires et on refuse généralement d'embaucher les femmes mariées. Quand les femmes perdent l'acuité de la vision, après avoir passé trois ou quatre ans à scruter les 'chips' (puces) à travers un microscope, l'attente implicite de la firme est qu'elles se marieront et se retireront au moment où elles deviennent incapables de réaliser les normes de production ; si elles ne le font pas, elles sont de toute façon renvoyées⁹⁹. A ce moment, beaucoup d'entre elles n'ont pas d'autre alternative que de devenir des prostituées pour se prendre en charge¹⁰⁰.

L'intensification du travail par les cadences excessives provoque

des crises d'hystérie collective, ce qui amène la firme à fermer des ateliers pendant des heures, voire des jours : « Les crises de possession de masse surviennent généralement aux périodes de grandes pressions pour une forte productivité, de changements dans les processus de production ou d'autres tensions généralement ressenties... Selon une théorie, les esprits sont des fantômes des prisonniers de guerre tués sur le lieu de l'usine par les Japonais au cours de la deuxième guerre mondiale »¹⁰¹. L'identification à des prisonnières de guerre, détenues dans les usines et les pensions par des étrangers, vient tout naturellement à l'esprit de ces ouvrières exténuées.

L'industrie des composants électroniques, où le taylorisme est poussé à son expression la plus inhumaine, est le résultat des contrats accordés par le Pentagone aux universités américaines afin de fabriquer les semi-conducteurs de la nouvelle génération de produits électroniques nécessaires aux équipements en communication, aux « bombes propres », aux systèmes de guidage des missiles, ordinateurs, calculateurs à main et montres digitales¹⁰². On a vu précédemment que le gouvernement américain est l'exemple le plus connu d'identification de l'État avec le CMI. Par suite, on ne sera pas étonné d'apprendre que, selon les chercheuses américaines, « le promoteur le plus puissant des conditions d'exploitation des travailleuses du Tiers-Monde est le gouvernement américain. L'industrie fameuse du textile en Corée du Sud a été développée grâce à 400 millions de dollars versés au titre de l'aide américaine. La Malaisie est devenue le paradis pour une industrie électronique à bas salaires grâce à l'assistance de l'Agence Américaine pour le Développement International (US AID). Le statut de Taïwan comme « vitrine du monde libre » et formidable localisation pour les multinationales est le résultat de trois décennies de soutien américain sur le plan économique et militaire »¹⁰³.

Si le CMI intervient comme initiateur des productions où travaillent ces ouvrières, il est également présent quand il faut mater la révolte de celles-ci. Les grèves des ouvrières du Tiers-Monde travaillant dans les filiales des multinationales sont illégales et font l'objet d'une répression sévère allant parfois jusqu'à l'assassinat. Ainsi « en 1975 au Guatemala, les femmes travailleuses d'une usine américaine produisant des jeans et des jaquettes, établirent une liste de plaintes qui incluait les insultes par la maîtrise, les salaires aux pièces inférieurs au minimum légal, l'absence de paiement des heures supplémentaires et 'les menaces de mort'. Le patron américain fit un rapide appel aux autorités locales pour dire qu'il était persécuté par les 'communistes'. Quand les femmes se présentèrent au travail le jour suivant, elles trouvèrent l'usine entourée par un contingent lourdement armé de la police militaire. Les meneuses 'communistes' furent identifiées et tuées par balles »¹⁰⁴. La déstabilisation par les CMI n'est pas réservée aux gouvernements du Tiers-Monde qui planifient de donner la terre aux paysans (comme ce fut le cas au

Guatemala en 1954) ou de s'appropriier les ressources minières de leur pays (comme le Chili en 1973) : elle s'étend aussi aux ouvrières du Tiers-Monde qui s'organisent dans les usines en dépit d'une législation qui interdit les syndicats ou leur refuse le droit de grève pour soutenir leurs revendications légitimes. Les multinationales, installées dans le Tiers-Monde, utilisent aussi une autre stratégie quand les ouvrières de leurs filiales s'organisent pour être traitées avec dignité : elles déplacent la filiale dans une autre région du monde. D'où le nom de *runaway shops* (usines mobiles) donné à ces usines¹⁰⁵.

On pourrait croire que cette organisation militaire du travail et de la répression qui affecte toute velléité de changer ne concerne que les travailleuses du Tiers-Monde, mais, pour être moins brutales et par un effet de boomerang, elles atteignent également des ouvrières des pays industriels. Ainsi, R. Grossman conclut que les 50.000 ouvrières de la Silicon Valley en Californie travaillant dans l'électronique comme celles d'Asie « sont sujettes aux mêmes conditions et problèmes, y compris aux travaux dangereux, aux pressions pour une très forte productivité et aux techniques de relations humaines visant à empêcher l'organisation de travailleuses indépendantes. En Californie, les dangers pour la santé viennent du très grand nombre de produits chimiques utilisés pour la fabrication des pains de silicone. La pression à produire est exprimée par l'obligation des heures supplémentaires, les cadences accélérées et la compétition. Les cadres de Californie suivent régulièrement des séminaires ayant comme thème 'comment rendre les syndicats inutiles', séminaires où l'on stimule les motivations à organiser et où l'on discute les types de personnalités aptes à encadrer. C'est dans ces meetings que les techniques de relations humaines sont affinées pour être utilisées en Californie et exportées en Asie du Sud »¹⁰⁶. D'autre part, « les compagnies usent de la division internationale du travail pour manipuler et intimider les ouvrières... Les ouvrières de Californie sont menacées de perdre leur emploi si elles s'organisent entre elles ou si elles présentent des revendications à leurs employeurs ; l'usine peut toujours déplacer la production en Asie »¹⁰⁷. L'ordre militaire mondial sert à garantir l'exploitation des ouvrières au sein de 'l'usine globale' (*global factory*) à la dimension de la planète.

Mode de développement rural garanti par les CMI et paupérisation absolue des paysannes du Tiers-Monde.

Le mode de développement des CMI a pour finalité, on l'a vu, le maintien des inégalités socio-économiques. Mais, de toutes les inégalités, celles qui séparent les deux sexes sont les plus marquantes. C'est ainsi qu'aux États-Unis, la moyenne des salaires des femmes blanches est inférieure à celle des hommes noirs ; les femmes noires venant en dernier.

A l'échelle de la planète, les Nations Unies ont reconnu lors de la Conférence Mondiale des Femmes à Copenhague que si les femmes fournissent les deux tiers de la totalité des heures de travail dans le monde (marchand et non marchand), elles ne disposent que de 10 % de la totalité des revenus et salaires et de moins de 1 % de la propriété mondiale des terres. Aussi a-t-on pu dire que les femmes constituent « la plus grande classe de sans terre dans le monde » alors que pour l'immense Tiers-Monde (les quatre cinquièmes de la population mondiale), l'accès à la terre représente encore un moyen essentiel de production et de se nourrir. Par suite, on ne sera pas étonné de constater qu'en dépouillant les femmes du Tiers-Monde de leurs droits traditionnels d'accès à la terre, en donnant une caution militaire aux expropriations de terres effectuées au profit des multinationales de l'agro-alimentaire et de leurs alliés installés au sein des bureaucraties d'État et en acculant les femmes de ces pays à la famine, à la dénutrition ou à l'anémie, la finalité implicite de la stratégie des CMI aboutit à consolider le pouvoir des hommes sur les femmes. Certes, des populations entières (hommes et femmes) supportent aujourd'hui les conséquences d'un mode de développement rural qui a consisté à réduire ou à supprimer les cultures vivrières au profit des cultures de rente, à désertifier d'immenses étendues par suite de la monoculture et de la déforestation, mais les conséquences en affectent davantage les paysannes que les paysans. Il suffit en effet d'identifier le sexe des populations qui se regroupent dans les camps pour fuir la famine, pour y percevoir une majorité de femmes et d'enfants, les hommes adultes, plus mobiles parce que n'ayant pas la charge d'enfants, ayant pu en majorité gagner la ville en quête d'un emploi leur procurant quelques denrées. Le mode de développement rural, contrôlé par les CMI, atteint donc les paysannes en priorité. L'Organisation mondiale de la Santé en est bien consciente qui constate que, dans les pays du Tiers-Monde, près des deux tiers des femmes enceintes et la moitié de toutes les autres femmes souffrent d'anémie nutritionnelle¹⁰⁸. En outre, « la malnutrition et l'anémie compromettent leur santé psychologique et physique, diminuent leur résistance à la fatigue et à la maladie et limitent leur capacité de travail, accroissent considérablement le risque de maladie et de décès à l'accouchement et altèrent la santé et le poids à la naissance de leurs enfants »¹⁰⁹. Par ailleurs, « dans certaines parties de l'Afrique et de l'Asie, les filles ont une moindre chance de survivre jusqu'à cinq ans que les garçons », car il est bien connu que — en cas de pénurie alimentaire — les filles seront moins bien nourries que les garçons¹¹⁰. En Afrique, où la famine fait des ravages, l'espérance de vie à la naissance ne dépasse pas cinquante ans¹¹¹. En Inde, les calculs du Population Council (USA) ont mis en évidence une diminution de la *sex ratio* (rapport du nombre de femmes par rapport au nombre d'hommes) par suite de l'aggravation de la condition alimentaire des femmes ; il y avait 963 femmes pour 1.000 hommes au début du siècle (1901) ; il n'y en avait plus que 932 pour

1.000 hommes au recensement de 1971. Et le Population Council d'ajouter : « l'Inde n'est pas un cas isolé. Les activités de développement dans le monde omettent les femmes comme participantes productives et les conséquences en sont désastreuses »¹¹².

Toutes les recherches conduites depuis 15 ans ont confirmé les principales conclusions de l'ouvrage d'Esther Boserup, dénonçant pour la première fois la nature sexiste d'un mode de développement imposé par l'Occident¹¹³. En 1975, par exemple, Agnès Fatoumata Diarra a résumé en quelques points l'exploitation aggravée des femmes rurales africaines selon un mode occidental de développement imposé aux paysannes du Tiers-Monde :

– alors que les productions commerciales des maris font l'objet d'un prix fixé sur le marché mondial, les productions vivrières des femmes et leur participation aux cultures commerciales du mari ne leur sont pas rémunérées ;

– alors que le travail salarié des maris qui se louent sur les grandes plantations est le plus souvent défini en heures de travail, les heures de travail des femmes dans l'économie domestique paysanne, consacrées à une quadruple production (tâches domestiques proprement dites, cultures vivrières, cultures commerciales et petite production marchande écoulée sur le marché local) sont indéfinies et se traduisent par une moyenne de 10 à 16 heures de travail par jour ;

– alors que le travail salarié ou indépendant des maris fait l'objet dans certains pays d'avantages sociaux (retraites vieillesse ou invalidité), ces derniers sont refusés aux épouses ou, dans le meilleur des cas, ne leur sont accordés qu'au rabais par la médiation des maris¹¹⁴.

Ces processus révèlent que l'ancienne division du travail entre les sexes au sein de la famille qui, dans une économie d'autosubsistance, n'impliquait pas en soi une infériorité économique des femmes puisque celles-ci étaient respectées pour leur contribution aux ressources de la famille, est devenue une cause de dévalorisation et de marginalisation économique des femmes parce qu'elle est reprise au sein d'une économie monétaire qui prend comme critère le modèle de la famille bourgeoise occidentale où seul le mari, étant censé travailler dans l'agriculture, a droit à un revenu tandis que la femme, étant censée ne pas travailler parce « qu'épouse au foyer », n'a aucun droit économique ou social. Il en résulte que l'accès à la terre, aux formations et au crédit est refusé aux paysannes. Par suite de ce modèle des multinationales de l'agro-alimentaire, garanti par les États nationaux et par « l'ordre militaire mondial » des CMI, les femmes paysannes sont devenues les plus grandes parias des temps modernes, fuyant vers les villes pour échapper à des tâches surhumaines et à un dénuement total.

Mode d'endettement par ventes d'armes et misères des femmes du Tiers-Monde.

Si le mode de développement agricole soutenu par les CMI et les grandes banques internationales (la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International) a nui prioritairement à la grande masse des femmes rurales du Tiers-Monde, cela est encore plus vrai des politiques d'exportations d'armes pratiquées par les grandes puissances industrielles vis-à-vis des pays du Tiers-Monde. Ce ne sont plus seulement les paysannes du Tiers-Monde qui sont visées mais la majorité des femmes, paysannes et citadines, de ces pays.

En achetant des armes aux grandes multinationales d'armement des pays industrialisés, les gouvernements du Tiers-Monde maintiennent les populations féminines dans un dénuement et une misère intolérables à une période où le progrès dans les pays industrialisés consiste à maîtriser de plus en plus l'atome, l'espace et la maladie. D'après les statistiques des Nations Unies, en Afrique par exemple, les femmes ont une moyenne de 6,4 enfants comparée à 3,8 pour l'ensemble du monde¹¹⁵ ; une proportion infime de femmes adultes est alphabétisée (15 %) tandis que 25 % seulement des filles fréquentent encore l'école après 11 ans¹¹⁶ ; l'eau potable « à une distance raisonnable » n'est à la disposition que de 19 % des femmes rurales¹¹⁷. La logique patriarcale des gouvernements du Tiers-Monde, tout autant que celle des vendeurs d'armes au sein du CMI (États, industries nationalisées ou privées, etc.), est celle du nationalisme, de la puissance et du profit aux dépens de la satisfaction des besoins essentiels des femmes les plus démunies du Tiers-Monde. Ouvrir des centres de santé, amener l'eau potable « à une distance raisonnable », payer des médecins 'aux pieds nus' plutôt que des conseillers militaires « coûte trop cher » alors que les statistiques de l'Organisation mondiale de la Santé révèlent que moins d'une femme sur deux dans les pays du Tiers-Monde (49 %) est assistée d'un personnel qualifié au moment de l'accouchement, que, dans les régions où le taux de mortalité maternelle est le plus élevé (la majeure partie de l'Afrique, de l'Asie du Sud, de l'Est et de l'Ouest), environ 500.000 femmes meurent chaque année des suites de grossesse ou d'accouchement, laissant derrière elles un million d'orphelins, alors que les avortements « illégaux » pratiqués par des personnes incompetentes, dans de mauvaises conditions d'hygiène et à un stade avancé de la grossesse, contribuent pour beaucoup au taux de mortalité et d'invalidité des femmes¹¹⁸. Par suite de l'absence ou de l'insuffisance de centres de planification familiale et de conseillères, l'accès à l'information contraceptive est limité à une minorité de femmes du Tiers-Monde. Tous les efforts de développement de la production alimentaire sont neutralisés par une croissance de la fécondité jugée encore trop élevée par les femmes elles-mêmes et les États, bien que celle-ci soit déjà en diminution dans la plupart des pays. Peu importe aux hommes des CMI puisque, en vendant des armes aux gouvernements

de ces pays, ils sont assurés de déclencher des guerres civiles, des guerres tribales ou de frontières qui rétabliront l'équilibre démographique entre population et ressources, la guerre remplissant « la fonction d'infanticide différé » comme G. Bouthoul l'a démontré¹¹⁹. Car « la seule caractéristique démographique constante de la guerre, c'est qu'elle provoque un accroissement de la mortalité »¹²⁰.

On aurait pu éviter ces « infanticides différés », cet accroissement de mortalité et les souffrances des femmes si, au lieu d'imposer aux peuples les priorités de la production, de l'exportation et de l'achat d'armes, comme s'y appliquent les CMI, on avait répondu aux aspirations des femmes du Tiers-Monde qui, selon les recherches des démographes les plus qualifiés du *Population Council* et de l'*Organisation Mondiale de la Santé* : « veulent pratiquer la planification familiale, c'est-à-dire limiter les grossesses et les naissances et lorsqu'elles ne le font pas, c'est presque toujours parce qu'elles ne disposent pas de moyens contraceptifs ou parce qu'elles cèdent à la pression de l'opinion publique »¹²¹.

La pénalisation des femmes est partie intégrante du mode de développement patriarcal exporté par les CMI dans les pays du Tiers-Monde. Le rapport « *Santé et nutrition* » des Nations Unies pour la conférence de Nairobi (1985) l'atteste en termes polis : « les planificateurs de la santé omettent souvent de tenir compte du caractère particulier des besoins des femmes dans ce domaine ; c'est ce qui explique que, par rapport aux hommes, elles sont plus nombreuses à manquer de soins de santé... Tout d'abord, si les femmes connaissent les mêmes problèmes urgents que ceux des hommes — manque d'accès aux ressources, sous-emploi ou chômage, absence de possibilité de formation, etc.. — elles s'en trouvent la plupart du temps plus gravement affectées. D'une manière générale, les femmes sont les dernières à recevoir les ressources disponibles, les dernières à être écoutées ou à être consultées sur leurs besoins, et à la fois les dernières bénéficiaires des programmes de santé et de développement. En second lieu, de nombreux problèmes ne touchent que les femmes ; il s'agit notamment des problèmes associés à leur rôle en tant que mères et éducatrices et de la discrimination dont elles sont victimes dans la plupart des milieux sociaux, économiques et politiques et ce, dans des proportions plus ou moins grandes, dans tous les pays du monde »¹²².

En choisissant de donner la priorité aux besoins non fondamentaux des gouvernements des pays du Tiers-Monde afin de satisfaire à l'orgueil nationaliste ou au goût du prestige de ces derniers plutôt que les besoins fondamentaux des femmes, les CMI sont responsables de la reproduction aggravée de l'oppression et des discriminations à l'égard des femmes du Tiers-Monde, et révèlent ainsi leur nature patriarcale. La rhétorique de la « sécurité nationale » et de « la défense » permet aux gouvernements du Tiers-Monde, qu'ils soient « nouveaux pays

industriels » (Inde, Brésil, Corée du Sud) ou pays plus pauvres, de légitimer en toute impunité l'achat d'armes auprès des CMI des grandes puissances et d'y sacrifier la création des infra-structures susceptibles d'assurer la couverture des besoins essentiels de la sécurité des femmes ; sécurité qui résulterait pour elles de la satisfaction des besoins primordiaux : manger à sa faim, surmonter l'ignorance, disposer d'eau potable, maîtriser sa fécondité, échapper à la maladie et à la mort prématurée. Ce faisant, les gouvernants, complices des CMI, maintiennent et élargissent le pouvoir global des hommes sur l'ensemble des femmes du Tiers-Monde.

Mode de gestion de l'économie mondiale par les CMI et « nouvelles pauvresses » dans les pays industrialisés.

Les CMI, on l'a vu, assurent la police planétaire de « l'économie mondiale »¹²³, dirigée par les hommes des classes dominantes : banquiers, militaires et bureaucrates de haut rang, directeurs de laboratoires travaillant pour la défense, industriels à la tête des multinationales de l'armement, privées ou nationalisées. Par suite de la composition de sexe et de classe du pouvoir dans ces classes dominantes, la dynamique de cette économie mondiale est nécessairement de nature patriarcale, les hommes se faisant plaisir en augmentant leur pouvoir et leurs profits à la tête des banques, des bureaucraties d'État, des laboratoires et des multinationales de l'armement ; la compétition entre ces différentes composantes quand elle existe — comme ceci est le cas aux États-Unis entre l'armée de terre, de l'air et de la marine¹²⁴ — ne servant qu'à attiser la recherche de la puissance et de profits. Et ce narcissisme masculin des « *old boys networks* » ne se développe qu'aux dépens d'une misère nouvelle des couches sociales des pays industrialisés, celles qui par suite de leur sexe, de leur classe sociale ou de leur race, sont au bas de l'échelle socio-économique. Il est évident en effet que, dans ce système, les inégalités sexuelles et sociales existantes ne peuvent que se creuser tandis que de nouvelles apparaissent. En effet, si une part croissante des richesses financières, matérielles et intellectuelles est accaparée par les hommes des CMI, celles-ci seront détournées des infrastructures et de la création d'emplois qui pourraient satisfaire les aspirations à la dignité et à l'égalité des femmes les plus pauvres des pays industrialisés. C'est ainsi que, dans ces pays, en dépit de la richesse croissante d'une frange de la population, un pourcentage élevé de femmes est rejeté de la « société de consommation » et réduit à une existence marginalisée parce que les stratégies d'emploi et les coupes budgétaires dans les services sociaux et la sécurité sociale touchent en priorité les femmes. Les exemples abondent dans tous les pays industrialisés dotés de puissants CMI.

Politique d'emploi des CMI et emploi des femmes.

Partout, aux États-Unis, en France, en Angleterre, les économistes font état du développement d'une économie duale, les hommes bénéficiant des emplois qualifiés bien payés, dotés de stabilité, munis de droits sociaux, les femmes étant rejetées en pourcentage croissant vers les emplois précaires, peu qualifiés, mal payés, sans ou avec peu de droits sociaux (emplois à mi-temps, emplois à contrats déterminés, emplois saisonniers ou temporaires, renaissance du travail au noir ou à domicile, etc.). Le tort des théories de l'économie duale est de laisser croire que ces deux secteurs sont indépendants l'un de l'autre alors que c'est la logique du pouvoir des hommes des CMI de maintenir leur domination et l'exploitation des femmes en les rejetant dans le travail marginalisé et dépendant. Ainsi on en arrive à identifier des tendances semblables dans les pays industrialisés : à mesure que les taux d'activité des femmes augmentent – conséquence de la révolution féministe – un pourcentage plus élevé de femmes occupent des emplois précaires et mal payés, revanche du patriarcat.

Aux États-Unis, une recherche récente aboutit à constater que « les emplois offerts aux femmes sont marqués par la ségrégation dont elles font traditionnellement l'objet : temporaires, mal payés, sans sécurité, sans qualification, partant du point de vue qu'elles dépendent des revenus masculins »¹²⁵. En revanche, une recherche effectuée par Richard Stubbing, ancien expert militaire à l'Office du Budget, devenu Vice-Président de l'Université Duke, conclut que « le travail des ingénieurs de la défense est un programme de *welfare* (bien-être) pour les gens de la classe moyenne car c'est un travail agréable et garanti »¹²⁶, garanti même en cas de non-renouvellement de contrats du Pentagone. Ainsi, en l'absence de nouveaux contrats, la firme Grumman Corporation a réussi à faire passer son effectif de 28.000 personnes à 30.900 en 1984 en se bornant à assurer la réparation et la maintenance des équipements déjà fournis¹²⁷. D'une façon générale, on estime aux USA que le coût de la main-d'œuvre représente la plus forte part du budget de la défense, que les salaires des cadres et employés des entreprises contractantes avec le Pentagone sont beaucoup plus élevés que ceux de leurs homologues travaillant dans le civil¹²⁸. Quelles sont les ouvrières qui sont maintenues à leur poste quand la firme estime qu'elles sont en surnombre et que la productivité doit s'élever par réduction de main-d'œuvre ? Le Congrès américain estime en effet que, « dans le secteur privé, les compagnies désireuses de maintenir des marges de profits se sont empressées de débaucher leurs employés quand les affaires déclinent ». La pratique est très différente dans l'industrie militaire « où la concurrence, étant le plus souvent inexistante puisque de 80 à 85 % de la totalité des commandes sont passées avec le Pentagone¹²⁹, les firmes peuvent maintenir, voire augmenter leur personnel, même en cas de diminution des commandes ».

En France, même tendance ; tandis que les hommes des CMI se voient dotés de traitements avantageux, assortis de la garantie d'emploi et d'avantages indirects incontrôlés, l'écart entre les salaires moyens féminins et masculins tend à s'élargir car une proportion croissante de femmes est dotée d'un emploi précaire : ainsi les femmes constituent 52 % des titulaires de contrats à durée déterminée et 84 % des emplois à temps partiel, et ceci aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé¹³⁰. Le pourcentage de femmes travaillant à temps partiel est passé de 14 % en 1975 à 21 % en 1982. En outre, en France comme aux États-Unis, les femmes sont toujours concentrées en proportion très élevée dans des emplois traditionnellement « féminins » : ainsi 82 % des femmes en France travaillent dans 32 professions contre 300 professions pour le même pourcentage d'hommes, leurs emplois sont toujours moins qualifiés tant dans le secondaire que dans le tertiaire et elles touchent en moyenne 33,8 % en moins que les hommes¹³¹. Que les conditions de l'emploi féminin se dégradent tandis que le chômage féminin est toujours plus élevé que celui des hommes n'a rien de surprenant si l'on analyse la politique de l'emploi des CMI. En effet, maintenir les privilèges des hommes à l'égard des femmes ou des classes dominantes sur les classes dominées, exige à la fois de créer du chômage ou de créer des emplois difficilement à la portée du sexe ou des classes dominés. C'est exactement la politique d'emploi pratiquée par les hommes du CMI.

La création du chômage pour les femmes et les classes défavorisées se fera en grossissant les dépenses militaires et en diminuant les dépenses civiles de telle façon que l'emploi masculin sera favorisé aux dépens de l'emploi féminin, l'emploi des hommes des classes moyennes le sera aux dépens des ouvriers. Les calculs effectués aux États-Unis tant par des prix Nobel (comme Léontieff) que par les organismes de recherche des représentants du Congrès ou des ministères aboutissent tous aux mêmes conclusions : un milliard de dollars consacré au militaire crée de 50 % à deux fois moins d'emplois que dans le civil, suivant le secteur considéré. Ainsi Roger Bezdek du Département U.S. de l'énergie a fait l'estimation suivante¹³² :

avec un million de dollars, dépensé dans :		— on peut créer :
— la fabrication d'un bombardier BI	58.000 emplois	
— le renforcement de la loi	75.000 emplois	
— la santé	78.000 emplois	
— les transports publics	83.000 emplois	
— les habitations populaires	84.000 emplois	
— la protection de l'environnement et loisirs	88.000 emplois	
— l'éducation	118.000 emplois.	

La raison en est que les armes étant de plus en plus sophistiquées exigent de grandes quantités de matières premières coûteuses, des

équipements à capital intensif (*intensive capital, labor saving*) et une main-d'œuvre très qualifiée (59 % d'ingénieurs et chefs de service dans les industries de la défense contre 30 % dans le civil). On voit tout de suite quel sexe bénéficie des priorités accordées aux dépenses en faveur de la défense sur les dépenses civiles concernant la santé, les loisirs, ou l'éducation. Ce sont moins les hommes que les femmes qui sont pénalisés : en effet, en France, au recensement de 1975, celles-ci ne constituaient que 4,4 % de la totalité des ingénieurs mais 63,5 % des instituteurs des deux sexes, et 65 % de l'ensemble des professions médicales et sociales¹³³.

La politique sociale des CMI et le développement de la pauvreté féminine.

En période de « crise », la politique sociale des CMI aux États-Unis, en Angleterre ou en France peut se résumer ainsi : il faut maintenir le pouvoir d'achat des dépenses militaires en les augmentant au moins du coût de l'inflation et abaisser ou geler les dépenses sociales, c'est-à-dire les diminuer, étant donné que le non-rattrapage de l'inflation se solde par une baisse des sommes affectées à ces dépenses. Le projet de budget du Sénat américain pour 1986 est tout à fait significatif puisqu'il prévoit :

- d'augmenter le budget militaire du coût de l'inflation, et pour 1987 et 1988 de l'augmenter de 3 % en plus du taux d'inflation ;
- de ne pas rattraper le coût de la vie pour les pensions de la Sécurité sociale et autres services de retraites, le rattrapage étant repoussé à 1987 ;
- de diminuer les dépenses et subventions pour les services de chemins de fer et autres transports publics ;
- de réduire l'aide médicale aux pauvres de 1 milliard 200 millions de dollars pour les trois prochaines années ;
- de réduire de 16 milliards 300 millions la somme consacrée aux soins médicaux pour les programmes d'assurance en faveur des personnes âgées, en limitant les remboursements aux médecins et aux hôpitaux et en augmentant les forfaits non remboursables ;
- de diminuer les aides aux prix agricoles et autres subventions à l'agriculture¹³⁴.

On ne peut mieux illustrer la politique sexiste du CMI américain dont les représentants siègent non seulement dans l'administration américaine mais au Sénat ; il s'agit de ne pas priver le lobby militaire des dépenses jugées indispensables « à la sécurité nationale » mais de comprimer toujours davantage les dépenses qui pourraient assurer la sécurité économique et les soins de santé aux femmes américaines pauvres, leur procurer des retraites décentes, un habitat convenable et des moyens de transport leur permettant d'exercer un emploi.

Aux États-Unis, ces priorités budgétaires provoquent et aggra-

vent le double phénomène de « racialisation » et de « féminisation » de la pauvreté. Les statistiques officielles sur la pauvreté qui existent depuis 1959 révèlent en effet que, depuis cette date, le pourcentage de personnes vivant dans la pauvreté a augmenté trois fois plus vite chez les Noirs et les Latino-Américains que chez les Blancs et qu'aujourd'hui les gens de couleur constituent un pourcentage plus large de la population pauvre qu'en 1959¹³⁵. Par ailleurs, alors qu'en 1970, un quart des personnes pauvres vivait dans une famille monoparentale, dirigée par une femme, cette proportion était de moitié en 1983 (elles étaient 2 millions en 1970 et 17 millions en 1983)¹³⁶. Aussi le Conseil consultatif national pour les opportunités économiques (*National Advisory Council for Economic Opportunity*) conclut que « si la proportion de familles monoparentales dirigées par une femme continue d'augmenter au même rythme qu'au cours des années 1967 à 1978, la population pauvre en l'an 2000 sera composée *exclusivement* de femmes et de leurs enfants »¹³⁷. Il sera plus facile alors de montrer que la lutte des classes est avant tout une lutte des sexes !

Cette tendance s'explique très bien quand on sait qu'entre 1970 et 1983, le pouvoir d'achat du chèque moyen de l'Aide aux familles avec des enfants dépendants (AFDC) diminuait de 36 %¹³⁸ alors que les retraites et pensions des militaires étaient passées de 7,3 milliards de dollars en 1976 à 17,8 milliards en 1985 ; qu'en 1983, 90 % des militaires américains avaient pris leur retraite à moins de cinquante ans, pouvant ainsi cumuler une pension moyenne de 26.028 dollars par an (pour un lieutenant colonel) avec un emploi bien payé dans une multinationale de l'armement¹³⁹. Ainsi la richesse des hommes des CMI s'accommode très bien de la misère des femmes.

Par ailleurs, en même temps que journalistes, députés et sénateurs américains étaient atteints du « syndrome du siège de toilette » (facturé 640 dollars aux Pentagonne)¹⁴⁰, les militantes de la Fédération américaine de la parenté planifiée firent paraître un triple appel dans le *New York Times* du 21 mai 1985 demandant :

– qu'une campagne nationale soit effectuée auprès des représentants du Congrès afin de restaurer le financement des avortements pour les femmes pauvres, récemment supprimé par l'administration américaine pour raison d'économie, et de respecter le *Reproductive Health Equity Act* (RHEA) ;

– que la campagne atteigne la Division des Droits Civils du ministère de la Justice afin qu'il soit mis un terme à la croisade déclenchée dans tout le pays par les anti-avorteurs se promettant « d'infliger une année de crainte et de souffrance aux femmes qui chercheront un avortement légal » ;

– que des fonds soient envoyés à la Fédération américaine de la parenté planifiée afin de compenser la suppression des crédits fédéraux.

En Angleterre, tandis que le lobby militaire investit le gouvernement, il faut rogner sur les dépenses civiles affectées à la santé et à l'emploi des femmes. Ainsi le même projet gouvernemental prévoit à la fois la suppression du *Greater London Council* (Le Conseil du plus Grand Londres, GLC) afin de ne plus entendre la voix des femmes pauvres, et la cessation du financement de 120 centres de garde des enfants, de multiples autres projets de formation et d'emploi des femmes, d'amélioration du logement et des transports publics utilisés par les femmes défavorisées habitant le grand Londres¹⁴¹. En outre, il est prévu de fermer le *South London Hospital*, jugé trop coûteux par les pouvoirs publics alors que cet hôpital est à la disposition des femmes pauvres appartenant aux minorités ethniques qui veulent se faire soigner uniquement par des femmes médecins et que, d'autre part, il représente « une chance unique pour les femmes chirurgiens, docteurs et infirmières d'exercer leurs pratiques, cet hôpital étant le seul dans lequel une femme est assurée de se faire traiter uniquement par des femmes »¹⁴².

En France, où les choix budgétaires imposés par les CMI suivent la même orientation qu'aux États-Unis, le nombre de « nouvelles pauvresses » se multiplie chaque année par suite des coupures affectant l'emploi dans les services publics comme dans les industries et services privés, les équipements éducatifs, sanitaires où travaillent une majorité de femmes, étant touchés en priorité. Entrent en jeu également la précarisation de l'emploi dont on a parlé, qui amène un nombre croissant de femmes à compléter leurs ressources trop minimes par la prostitution occasionnelle ou le trafic de drogue¹⁴³, la baisse des prestations de chômage et la faiblesse des retraites. Alors que rien n'est jamais trop coûteux ou trop beau pour le CMI français quand il s'agit de construire de nouveaux sous-marins nucléaires, de faire exploser des bombes nucléaires à Mururoa, de prévoir une nouvelle base pour sous-marins nucléaires en Nouvelle-Calédonie, d'intervenir militairement en Afrique (opération Manta au Tchad en 1984) ou en Nouvelle-Zélande (3 millions de francs pour la mission « absurde » – C. Hernu – et « criminelle » – Mitterrand – de couler le *Rainbow Warrior*), le gouvernement français est incapable de compléter les déficits des caisses de l'UNEDIC afin de verser des allocations convenables aux chômeuses. Celles-ci sont plus touchées que les hommes par les restrictions de l'assurance-chômage car non seulement le pourcentage de chômeuses indemnisées est inférieur à celui des hommes (en novembre 1984, on recensait 46 % de chômeuses non indemnisées contre 35 % d'hommes, proportion encore plus élevée dans la classe d'âge des moins de 25 ans où 59 % des jeunes femmes n'étaient pas indemnisées contre 46 % des hommes du même âge) mais de plus un pourcentage plus élevé de chômeuses que d'hommes a vu sa situation se dégrader. En outre la durée du chômage est plus longue pour les femmes que pour les hommes et leur allocation moyenne de chômage (89 francs en moyenne) est plus faible que celle des hommes

(100 F en moyenne)¹⁴⁴. Malgré leur niveau moyen d'instruction relativement élevé par rapport à l'ensemble des femmes de la planète, ni les Américaines, ni les Anglaises, ni les Françaises n'ont encore réussi à imposer à leurs gouvernants des choix budgétaires faisant passer la satisfaction de leurs besoins de dignité et de bien-être avant les priorités arrogantes des lobbies militaires.

Stratégie de militarisation de la culture et des loisirs et violences à l'égard des femmes.

La militarisation de la culture :

Que trouve-t-on dans les chambrées des militaires ? Une collection de photos pornographiques affichées au mur, des plaisanteries et les chansons grivoises, toujours à l'honneur lors des fêtes militaires, l'obsession du sexe et de la recherche du plaisir facile avec les prostituées, bref derrière ce qui est appelé la « pin-up culture », une conception de la femme objet sexuel au service des désirs sexuels masculins. Le développement de la pornographie, son étalement à la une des medias et dans la rue révèlent que la « pin-up culture » a envahi la « culture » populaire dans son ensemble. La pornographie est l'une des réponses les plus cinglantes du système patriarcal aux tentatives des mouvements féministes d'exiger la reconnaissance de la dignité des femmes. Et c'est en étendant la culture des chambrées militaires à toute la société que le patriarcat maintient et élargit son pouvoir sur les femmes. Aujourd'hui, ce ne sont pas seulement les jeunes appelés à faire leur service militaire qui sont la clientèle privilégiée des sex-shops et magazines pornographiques, ce sont des hommes adultes, maris et pères de famille cités en exemple, qui, dans le confort douillet de la maison familiale, partagent leurs loisirs avec des voisins en regardant des films pornographiques, films criblés de scènes de violences physiques et morales où, comme par hasard, les femmes sont toujours les victimes tandis que les hommes sont les agresseurs. Et il n'est pas exceptionnel que les épouses – voire les adolescentes – soient convaincues par les maris et les pères que ces films pornographiques ont une valeur émancipatrice, alors qu'un peu partout les féministes protestent contre cette dégradation de l'image des femmes. Ce n'est pas impunément pour les femmes que la pornographie envahit la sphère culturelle civile : en effet, 81 % des Américaines interrogées par Pauline Bart ont déclaré que la pornographie avait un impact direct sur le développement du viol¹⁴⁵, ce qui amène cet auteur à qualifier la pornographie de « propagande pour le viol », opinion qui est vérifiée par les statistiques de progression des viols tant en France, où, entre 1972 et 1981, leur nombre a doublé alors que la population n'a pas doublé¹⁴⁶ qu'aux États-Unis où, entre 1976 et 1983, les risques de viol ont augmenté de 38 %¹⁴⁷.

Le tourisme sexuel ou la prostitution transnationale.

Pour saisir le lien entre le développement du tourisme sexuel (*sex tours*) et la militarisation des loisirs de la société civile, il convient d'adopter la perspective historique prônée par l'historienne Joan Scott en examinant la politique des genres au sein de l'institution militaire à travers plusieurs générations. Les recherches nombreuses conduites par des sociologues asiatiques ont en effet prouvé que « l'établissement de bases militaires US en Asie fut un facteur important du développement et de l'organisation de la prostitution. Après la défaite américaine, les structures disparaissent du Vietnam du Sud mais se maintiennent en Thaïlande pour une nouvelle catégorie de clients : les touristes. Ce fut le cas aussi aux Philippines »¹⁴⁸. Ce trafic, selon M. Soledad Perpinan, a donné lieu au « tourisme transnational »¹⁴⁹ : « C'est déjà une chose désastreuse quand entre des individus de même race et de même culture, un sexe en domine un autre, mais si l'on ajoute à la domination du sexe celle qui est basée sur la domination de la race et de la culture par des étrangers qui ont le pouvoir économique et militaire, alors la situation est encore pire. Tel est le cas de la prostitution transnationale, un produit de la manipulation géopolitique et économique des femmes, des hommes et même des enfants comme objets de plaisir et de profits »¹⁵⁰, où les hommes des classes dominantes des pays du Nord et des pays du Sud se retrouvent de nouveau du même côté de la barrière pour se divertir et s'enrichir aux dépens des femmes des milieux défavorisés.

A vrai dire, l'invasion militaire de la Corée du Sud par les Japonais a précédé l'invasion de l'Asie par les Américains. C'est pourquoi les premiers « sex-tours », organisés en Corée du Sud pour récompenser les cadres japonais de l'industrie, ont trouvé leur origine dans l'occupation militaire de la Corée du Sud par le Japon dès avant la deuxième guerre mondiale. Les réseaux de prostitution, créés durant l'occupation japonaise de la Corée, ont été restaurés après la défaite militaire du Japon en 1945 et convertis en réseaux de divertissement pour les cadres de l'industrie japonaise. Un *sex-tour* est un voyage de tourisme dont le prix forfaitaire comprend une ou deux nuits avec une prostituée. Celles-ci sont enfermées dans des maisons de tolérance et les clients du *sex-tour* choisissent sur catalogue une prostituée, laquelle n'est désignée que par un numéro¹⁵¹. Ceci révèle que, longtemps encore après la fin de la guerre, les femmes coréennes n'ont pas fini de payer le prix du militarisme que la société patriarcale militaro-industrielle japonaise perpétue aujourd'hui. *Pourquoi militaro-industrielle ?* Parce que la conquête du marché coréen que poursuit le Japon (parmi d'autres invasions de marché) est conduite comme une guerre économique, substitut de la guerre tout court. Bref, que le patriarcat soit en opération militaire ou vise à la conquête économique, ce sont en priorité toujours les femmes dont la dignité est d'abord bafouée. Ce n'est pas un hasard si l'oppression des prostituées coréennes

se poursuit avec la complicité du gouvernement militarisé et répressif de la Corée du Sud. De même que l'on forme et que l'on décore les femmes qui assistent les blessés sur ou à l'arrière du champ de bataille, le gouvernement coréen organise des séminaires pour convaincre les prostituées de l'importance de leur rôle patriotique : faire entrer des devises en monnaie forte (la japonaise) pour payer les importations contractées à l'égard des multinationales japonaises. On leur présente la prostitution comme un devoir dont la patrie leur est reconnaissante¹⁵².

Les *sex-tours* qui accompagnent le tourisme en Thaïlande ont pris le relais du retrait en 1976 des forces américaines qui ont stationné dans ce pays au cours d'une occupation militaire de 12 années : « A partir du milieu des années 1960, les bars, les night-clubs, les parloirs de massage, les bordels et les hôtels se sont multipliés pour servir de repos et de récréation ou de récupération aux militaires américains de retour de leurs opérations au napalm ou autres exercices en Indochine »¹⁵³. Au départ des Américains, les femmes thaï au service des militaires des bases américaines se trouvèrent rapidement démunies de ressources, car, abandonnées par « leur époux » américain, beaucoup émigrèrent à Bangkok où l'industrie du tourisme du sexe se développa à grande échelle, drainant en 1977 plus d'un million 200.000 visiteurs étrangers, ce qui en fait la troisième source de devises pour la Thaïlande (après la production de riz et de sucre)¹⁵⁴. Actuellement on estime que, dans la région de Bangkok, sur 241.000 femmes ayant un emploi, 100.000 sont engagées dans la prostitution et parmi celles-ci 70 % souffrent d'une maladie vénérienne¹⁵⁵. Les clients-touristes qui ont pris le relais des militaires américains combattant au Vietnam, viennent aussi bien du Japon, d'Europe que des États-Unis. En 1976, on estime que sur les 73.980 Japonais qui ont visité la Thaïlande, 81,7 % étaient des hommes seuls. Les Japonais qui utilisent les services sexuels des femmes de Taïwan, des Philippines et de Thaïlande sont qualifiés « d'animaux sexuels » (*sex animals*) après avoir été qualifiés « d'animaux économiques » (*economic animals*)¹⁵⁶.

Quant aux agences des *sex-tours*, installées en Europe du Nord (Allemagne de l'Ouest, Hollande, etc...), elles aguichent la clientèle masculine par une publicité vantant la beauté des femmes d'Asie, leur capacité à faire des hommes, moyennant une pincée d'argent, de grands « Don Juan », leur absence de désir d'émancipation opposée aux revendications des femmes d'Europe dont les Européens ont peur¹⁵⁷. A ce tourisme sexuel, s'ajoute récemment un autre commerce « le commerce de la viande » (*meat market*). Officiellement « les bureaux de mariage », établis à Hong Kong, à Singapour, au Japon, en RFA ou en Hollande, offrent à leurs clients la possibilité de s'acheter une épouse sur catalogue, de telle sorte que le prix du voyage en Thaïlande comprend le voyage, le séjour et l'achat d'une épouse pour la durée du séjour. Ainsi pour l'ensemble de ces prestations, il en coûte 9.000 guildes hollandaises pour un client de la

compagnie « Interpart », établie en RFA. Si, une fois sur place, le client décide de se marier, il lui en coûtera en plus 3.000 guildes hollandaises. Les mariages sur catalogue ne sont souvent qu'un prétexte pour acheter des femmes thaï qui, trompées et contre leur gré, peupleront les Eros centers de la RFA ou travailleront pour un proxénète. On estime que sur l'importation annuelle de 2.000 femmes asiatiques en RFA, la moitié travaillent comme prostituées¹⁵⁸. Si, en Thaïlande, la location d'une femme thaï coûte 12,50 dollars par nuit ou 50 dollars par semaine, seule une partie dérisoire de cette somme ira à la prostituée : environ 40 dollars par mois. Le reste sera empoché par les profiteurs du « marché de la viande » : agences de tourisme, hôtels, propriétaires de clubs, tours-opérateurs, proxénètes, employés d'hôtel, chauffeurs de taxis, policiers, bref le racket de la prostitution touristique¹⁵⁹. Les pouvoirs publics thaïlandais réagissent faiblement, se contentant de dire que « la prostitution est illégale » mais empochant au passage les précieuses devises qui émanent de ce tourisme de masse dont l'importance pour le pays est de fournir « une croissance » économique en termes comptables, sans qu'il y ait aucun développement digne de ce nom¹⁶⁰.

En Amérique latine, la guerre contre les peuples que mènent, avec le concours des CMI, les multinationales de l'agro-alimentaire et autre agents clefs de l'économie, aboutit, en dépossédant les petits paysans de leurs terres, à créer plus de misère dans les campagnes : d'où l'émigration des femmes rurales vers les villes où, faute de trouver un emploi, elles se livrent en pourcentage croissant à la prostitution. Le tourisme du sexe, proche des riches marchés américains, se développe à un rythme accéléré au Chili, en Uruguay, au Honduras, au Costa-Rica et au Pérou¹⁶¹.

Bien que les pays receveurs du tourisme sexuel se félicitent d'un apport de devises, leur industrie touristique n'en reste pas moins sous la dépendance de l'industrie touristique internationale car ce sont les compagnies étrangères qui sont maîtres des destinations et accroissent la compétition entre zones touristiques du Tiers-Monde¹⁶². Il en résulte que la dynamique du tourisme international, directement héritée de la militarisation de l'Asie du Sud-Est par l'armée américaine, « a fait du tourisme sexuel un nouveau produit du marché international. En se développant en partie en marge de la légalité, ce marché a permis d'extraire une plus-value énorme en maintenant les femmes dans une existence marginale totalement sans défense. Le tourisme sexuel contribue ainsi à l'échec des politiques de développement économique, particulièrement en ce qui concerne les femmes »¹⁶³. Les études entreprises auprès de celles-ci révèlent en effet qu'« une large majorité des prostituées choisiraient une autre profession si cela leur était possible »¹⁶⁴. Mais a-t-on jamais vu les banques des pays riches prêter de l'argent aux États du Tiers-Monde pour créer des équipements susceptibles d'améliorer la vie quotidienne

des paysannes et les refuser aux multinationales du tourisme sexuel, même si ce mode de « développement » commence à produire une surcapacité de ce type d'équipement ?

La conquête des femmes des classes moyennes par les CMI ou la constitution d'un « rempart social féminin ».

La stratégie du patriarcat comme celle du capitalisme a toujours été de diviser pour régner et se reproduire. Diviser les genres, les classes d'âges, les races, les classes sociales, opposer les femmes aux hommes, les jeunes aux vieux, les Blancs aux Noirs, les ouvriers aux paysans, les chômeurs aux actifs, etc. Mais la stratégie la plus efficace est encore celle d'opposer les dominées entre elles. Une telle stratégie n'avait pas échappé à Karl Marx pour lequel le capitalisme repose non seulement sur la compétition des capitalistes entre eux mais aussi sur la concurrence des ouvriers entre eux¹⁶⁵. Et nous avons déjà vu comment les multinationales américaines de l'électronique, non contentes de répartir les ouvrières de la Silicon Valley en fonction de leur ethnie respective dans des ateliers différents, utilise aussi l'exportation de la production dans leurs filiales du Tiers-Monde pour exiger des rendements toujours plus élevés des travailleuses. L'exportation des violences contre les femmes qui accompagnent l'exportation des guerres, des bases militaires ou des filiales des multinationales dans les pays du Sud, n'est pas incompatible avec une stratégie de conquête des femmes des classes moyennes des pays industrialisés et des pays du Tiers-Monde où ces classes moyennes sont en développement, grâce à la création de plus grandes inégalités sociales attestées par les statistiques comparées sur 20 ans¹⁶⁶. En prenant comme critère de la classe moyenne la satisfaction des besoins essentiels, on peut dire que, malgré l'apparition de nouvelles pauvresses, la majorité (environ 70 %) des femmes des pays industrialisés du centre appartiennent aux classes moyennes si on les compare aux 80 % de femmes du Tiers-Monde qui n'ont pas l'eau potable « à une distance raisonnable », qui ne jouissent pas d'un service de santé ou de l'information contraceptive, qui mal nourries souffrent de faim, qui mettent des enfants au monde sans aide médicale, qui sont analphabètes, dépourvues d'emploi et de droits sociaux.

On comprend donc que pour maintenir ce *statu quo* et reproduire leur mode de développement, aberrant du point de vue des femmes, les CMI s'efforcent de trouver des alliées au sein des classes moyennes féminines des pays riches comme de celles du Tiers-Monde car ce ne sont pas les épouses et les filles des militaires de haut grade, comblées d'attentions par les PDG des firmes multinationales de l'armement, co-contractants de leurs époux, qui peuvent constituer une base sociale suffisante pour remplir le rôle de « rempart social » nécessaire pour contenir la révolte — le plus souvent occultée et réprimée — des femmes du

Tiers-Monde.

Pour arriver à ce but, différentes stratégies du CMI sont relativement mises au point. Il s'agit d'abord de créer des classes moyennes dans les pays où elles n'existaient pas, en particulier dans les pays du Tiers-Monde : pour cela, le mode de développement soutenu par les CMI y conduit nécessairement puisque toutes les statistiques comparées sur 20 ans révèlent l'écart grandissant entre le niveau de vie d'une masse toujours plus grande de pauvres et celui d'une classe moyenne en réduction qui, loin d'atteindre la dimension des classes moyennes des pays riches, représente cependant un phénomène sociologique nouveau¹⁶⁷. Par suite, il faut assurer aux femmes des classes moyennes des pays riches et des pays du Tiers-Monde un niveau de vie suffisamment élevé qui favorisera la consommation de productions à haute valeur ajoutée au détriment des productions moins rentables destinées à couvrir les besoins essentiels des classes paupérisées, car c'est là le modèle de développement soutenu par les CMI à travers le monde¹⁶⁸. Il en résulte qu'une sociologue asiatique dénonce « le modèle occidental de consommation » pour expliquer le désintérêt et la dépolitisation des femmes des nouvelles classes moyennes aisées asiatiques vis-à-vis de la planification imposée par l'État »¹⁶⁹. Une autre stratégie parfaitement mise au point par les CMI est la séduction des femmes intellectuelles, en particulier de celles du Tiers-Monde. En les invitant à des congrès internationaux ou à des missions à l'étranger, ou en leur attribuant des bourses d'études pour étudier dans les pays riches, on cherche à les convaincre qu'il n'y a pas d'autre modèle de développement que celui dont les CMI sont chargés d'assurer la police. Depuis dix ans, les grandes organisations internationales et fondations privées, infiltrées par les CMI, multiplient les conférences internationales à l'usage des intellectuelles africaines, asiatiques, latino-américaines ou européennes où sont débattus les problèmes des femmes. Dans ces réunions où l'on dénonce avec sincérité la misère des prostituées ou des paysannes, il est malséant de chercher à comprendre pourquoi persiste et se développe cette misère ; en effet s'il est permis d'accuser le système patriarcal, il est inopportun de mettre en cause la politique patriarcale des CMI et le modèle de développement dont ils sont chargés de garantir la reproduction. Il arrive même qu'au lieu d'agir par organisation interposée, ce soit une organisation militaire elle-même qui, comme la Marine américaine ou l'OTAN, finance une réunion internationale d'intellectuelles sur « le travail des femmes ».

Mais ce n'est là encore qu'un moyen dérisoire de créer le « rempart social féminin ». Beaucoup plus efficace, semble-t-il pourrait être « l'intégration » des femmes elles-mêmes au sein des appareils militaires des CMI. Ce faisant, ces derniers utilisent l'aspiration légitime des femmes à l'égalité des sexes¹⁷⁰, même si cette aspiration pourrait être conçue de façon alternative : égalité des femmes avec les hommes qui

résistent aux CMI et non avec ceux qui s'y soumettent. Ils utilisent aussi l'aspiration légitime des femmes à participer à égalité avec les hommes à la défense de leur pays même si celle-ci pourrait s'exercer par un autre moyen que la défense armée traditionnelle (*voir en annexe, l'article de Monique Séné*). Dans de nombreux pays, particulièrement dans ceux qui disposent de CMI puissants, les femmes ont été « intégrées » à l'armée sous la rhétorique de l'égalité des chances pour les deux sexes. Aux États-Unis, la propagande pour recruter des femmes dans l'armée fait appel à des arguments féministes du type « une femme n'est plus limitée à son rôle traditionnel. Maintenant vous pouvez faire quelque chose d'entièrement nouveau : vous pouvez être un réparateur de missiles, un charpentier, un maçon, un opérateur pour la construction d'un équipement, voire même le membre de l'équipage d'un missile »¹⁷¹. Ce qui n'empêche pas de conclure cette tirade ainsi : « Vous pouvez vous améliorer physiquement et mentalement, et être toujours féminine »¹⁷². L'analyse des réponses à la question posée sur la préférence des Américaines au recours à la force pendant la guerre du Vietnam (*voir tableau de la première partie*) révèle que le niveau d'instruction est corrélé à l'augmentation du pourcentage de femmes favorables au recours à la force : tandis que 8 % des femmes ayant moins de 8 ans d'école expriment cette option en faveur de la solution de force, le pourcentage s'élève à 50 % chez les femmes ayant achevé l'université ou obtenu davantage qu'un grade universitaire¹⁷³. Le même tableau révèle que plus les femmes s'instruisent, moins elles se distinguent des hommes pour le pourcentage de favorables au recours à la force : alors que l'écart entre hommes et femmes favorables à ce recours est de 36 % en faveur des hommes dans le groupe de ceux et celles ayant moins de 8 ans d'école primaire, cet écart n'est plus que de 10 % parmi celles ayant achevé l'université ou obtenu davantage qu'un grade universitaire (*ibidem*).

En France, on constate également que l'élévation du niveau d'instruction se solde par une plus grande approbation des enseignant(e)s à la pénétration de l'école par l'armée. Ainsi tandis que 44 % des enseignants du primaire des deux sexes se prononcent favorablement pour le protocole d'accord Hernu-Savary instituant la collaboration entre l'Armée et l'École, le pourcentage s'élève à 52 % pour ceux du secondaire. Inversement tandis que 37 % des enseignants du primaire sont opposés à un tel protocole, l'opposition tombe à 31 % parmi ceux du secondaire¹⁷⁴. En France, comme aux États-Unis, plus on appartient aux couches supérieures des classes moyennes, plus on est favorable à la militarisation de la société civile, ce qui révèle que le but d'un « contrat social » tacite entre les CMI et l'agrégat social hommes-femmes des classes moyennes pourrait être scellé.

Les données récentes révèlent que les femmes des classes moyennes peuvent rivaliser avec succès avec les hommes quand il s'agit de se

transformer en agentes internationales de marketing pour la vente de réacteurs nucléaires, en agents secrets, ne reculant devant rien, pour les besoins du ministère de la Défense, ou en politiciennes qui, au nom du « réalisme », renient leurs engagements écologistes antérieurs pour le prix d'un strapontin au gouvernement, etc. Quant aux femmes de niveau d'instruction plus modeste, qui ont de la difficulté à trouver un emploi, l'armée leur offre une solution et, d'après une enquête, celles qui y entrent veulent surtout « avoir un bon job »¹⁷⁵.

Toutefois, la constitution du « rempart social féminin », acquis au militarisme des CMI, n'est pas encore une certitude. En effet, même si l'adhésion des femmes aux impératifs du militarisme augmente en France et aux États-Unis avec le niveau d'instruction, les pourcentages d'adhérentes restent non seulement toujours très inférieurs à ceux des hommes mais, contrairement à ces derniers, ils ne dépassent jamais les pourcentages des opposantes à la militarisation. Ainsi aux États-Unis, une femme sur deux était opposée aux solutions de force au Vietnam parmi les femmes ayant achevé l'université (contre 39 % des hommes)¹⁷⁶. Tandis qu'en France 40 % des enseignantes étaient opposées à l'entrée de l'armée à l'école contre 40 % de femmes et 53 % d'hommes qui y étaient favorables (seulement 29 % des hommes étant hostiles à cette entrée)¹⁷⁷.

En outre, les statistiques françaises et américaines révèlent un recul récent du nombre de femmes s'engageant dans l'armée, sans doute en conséquence d'un sexisme qui n'était pas prévu dans la propagande officielle. En effet, les recherches conduites dans différents pays, en particulier aux États-Unis, révèlent que les femmes dans l'armée doivent supporter un sexisme aggravé. Ainsi, alors que, en dépit des promesses, dix pour cent des fonctions exercées dans l'institution militaire US sont refusées aux femmes, ce pourcentage s'élève à 42 % quant aux professions dans l'armée proprement dite. De plus, dans les secteurs des professions dites « féminines » où elles sont concentrées, les femmes occupent les emplois les moins qualifiés et les plus mal payés¹⁷⁸. Enfin, « la plupart des femmes font un 'travail féminin' sans avoir les droits civils des femmes. Le viol, le harcèlement sexuel et la chasse aux sorcières pour les lesbiennes sont des choses communes. En résumé, là où la rhétorique des chances égales est utilisée pour attirer les femmes dans le service, leur espoir de faire des choses totalement nouvelles est utilisé contre elles. Les femmes s'engagent pour trouver la liberté et finissent comme beaucoup d'autres engagés, sans pouvoir, à l'intérieur d'une hiérarchie patriarcale rigide »¹⁷⁹. Quand, par exception, une femme, comme la générale André, a réussi à monter dans la hiérarchie militaire, par suite de ses actions d'éclat au cours de la guerre d'Indochine, il est hors de question qu'elle mette en doute le système patriarcal qui a conduit à une guerre colonialiste injuste et perdue d'avance et qui s'est soldée par des centaines de milliers de morts. C'est au prix de l'allégeance inconditionnelle

aux objectifs des CMI que sont obtenues des promotions féminines dans l'institution militaire.

Plus récemment encore, les observations de Michael Rustad sur « le tokénisme » (l'alibi) des femmes-soldates ont révélé que l'intégration de celles-ci dans l'armée américaine, remplissait de nombreuses fonctions latentes pour le système patriarcal militaire : outre la fonction de combler les déficits démographiques, la présence des femmes dans l'armée permet d'améliorer l'image de marque militaire, d'augmenter sa légitimité dans l'opinion publique et de fournir un bouc-émissaire pour les tensions qui s'élèvent dans les rangs militaires entre Blancs et Noirs¹⁸⁰. « Le rempart social » de la mixité sexuelle dans le militaire permet d'amortir les tensions raciales ou sociales au sein de l'armée en leur substituant les tensions entre les sexes qui naissent d'une conception instrumentale des femmes, malgré la rhétorique de l'égalité des chances.

La conception instrumentale, donc patriarcale, des femmes par les CMI se révèle avec éclat quand celles-ci osent s'opposer aux objectifs des CMI. En effet, si les grands féodaux des CMI savent récompenser par de brillantes promotions leurs vassales des classes moyennes, ils savent aussi brimer ou écraser impitoyablement celles qui leur résistent. Tandis que les femmes pacifistes des pays du centre sont réduites au silence par les médias ou font l'objet d'une surveillance policière, voire de brimades, ou d'une interdiction de séjour là où les CMI ne désirent pas qu'elles enquêtent, les femmes des pays du Tiers-Monde qui se battent contre les injustices de l'ordre économique mondial, garanti par « la division internationale du travail de la mort », dominée par les CMI, se retrouvent en prison, où certaines d'entre elles sont soumises, selon *Amnesty International*, à « une humiliation spécifique à leur sexe ». Selon Lydia Falcon, qui a connu les prisons franquistes, le sexisme règne en maître dans la répression à l'égard des femmes. Parlant du spécialiste de la répression et de la torture, elle écrit : « Non, son regard ne se pose pas de la même façon sur un ennemi masculin que sur la femelle qui a eu l'audace, étant femme, d'oser enfreindre les règles établies par les hommes... Les célèbres, les terribles tortures, revêtent, aux yeux des spécialistes de la répression, un charme particulier, lorsqu'elles sont appliquées à des femmes. Les coups visent le visage, les seins, le ventre, le sexe. Que de poitrines brûlées par des mégots allumés, et les hommes avaient le regard brillant à la vue de cette chair blanche... qui brillait... comme en une sorte de viol ou de masturbation collective »¹⁸¹. En fait, le pourcentage des femmes aux États-Unis, au Japon et en Europe (pour nous limiter aux pays de l'OCDE), qui organisent une résistance à la destruction des femmes par les CMI, est beaucoup plus élevé que celles qui font explicitement acte d'allégeance à ces derniers. Les données précédentes révèlent que, complices ou résistantes aux impératifs des CMI, récompensées par des promotions ou punies sévèrement, les femmes ne sont jamais considérées

que comme des instruments au service de stratégies patriarcales qui visent à asservir les femmes aux hommes, les pauvres à l'exploitation des riches, les nations dominées aux multinationales et aux banques.

Selon G. Balandier, la place des femmes dans les sociétés claniques traditionnelles d'Afrique se définit par leur rôle « d'instrument de la politique des clans »¹⁸². Cette position caractérise la situation des femmes dans toutes les sociétés patriarcales. Or toutes les données collectées révèlent que les CMI traitent également les femmes en instruments de leurs stratégies planétaires. Ainsi le développement des CMI amène la rencontre des deux systèmes patriarcaux, ceux des pays du centre et ceux des pays de la périphérie, car, dans ces deux systèmes, les femmes ne sont pas perçues comme des personnes ayant une valeur propre mais sont encore réduites à des instruments au service de la politique des CMI dans les pays du centre, au service des appareils d'État et des classes dominantes dans les pays de la périphérie.

La nature patriarcale des CMI se renforce en s'alliant aux patriarcats des pays du Tiers-Monde. Il s'agit donc d'un système patriarcal contrôlé et élargi à la dimension de la planète. Par suite, on ne peut pas dire que les CMI constituent un épiphénomène du système patriarcal ou une modalité de ce système : c'est le système patriarcal lui-même en acte, en train de se reproduire et de se consolider à une dimension planétaire en intégrant les anciennes dominations des femmes au sein des formations socio-économiques plus traditionnelles : la famille, l'entreprise locale, l'État national etc. Le dynamisme des CMI, on l'a vu, intègre peu à peu ces anciennes formations à de nouvelles : l'économie mondiale, l'usine globale, la prostitution transnationale, le tourisme sexuel, etc., toutes formations issues de la nouvelle division internationale du travail régie par les multinationales et garantie par « la nouvelle division internationale du travail de la menace de mort » régie par les différentes composantes des CMI (scientifiques et industriels travaillant pour la défense, militaires, bureaucrates et banquiers) et par leurs alliés des États nationaux. La course aux armements et aux technologies de pointe, les exportations d'armes, les interventions militaires dans le Tiers-monde, la militarisation de la société civile et de la culture, en aggravant les inégalités entre pays du nord et pays du sud, entre pays dominants et pays dominés, les clivages entre les classes et les races à l'intérieur de chaque pays, entre les états et les peuples, n'ont fait que renforcer la domination et l'exploitation des femmes par les hommes puisque la situation des femmes est toujours la plus vulnérable et la plus défavorisée dans tous les pays, dans toutes les classes sociales, et dans toutes les races. Partout où les CMI dominent ou subjuguent des peuples, des classes sociales, des

ethnies, ce sont les femmes qui sont les premières opprimées, puisque les membres des CMI et leurs alliés à la tête des États et des classes dominantes sont des hommes avant tout soucieux de satisfaire leurs besoins d'orgueil national, de prestige, de luxe, de profit tandis que les besoins fondamentaux de deux milliards de femmes en nutrition, hygiène, eau potable, planning familial, éducation, emploi, sont ignorés ou méprisés. Mais on a vu aussi que les CMI ont besoin de se constituer le rempart social des classes moyennes, nombreuses dans les pays riches, en quantité minime dans les pays du Tiers-Monde. D'où l'effort de propagande des CMI pour gagner à leurs choix prioritaires les femmes des classes moyennes, pour conforter leur modèle de développement où le gaspillage et le luxe arrogant des uns se développent grâce à la faim et à la misère des femmes et des classes dominées. Reste à savoir si « le rempart social féminin » fonctionnera selon la stratégie des CMI.

Déjà s'observe l'attitude de dénonciation des femmes des classes moyennes des pays du Tiers-Monde. Ainsi à Nairobi, les intellectuelles africaines ont dénoncé le modèle « extraverti » de développement adopté par les États africains, un modèle de développement dépendant basé sur les pressions extérieures, l'orientation de la production vers l'exportation, le manque de ressources financières, la dépendance des sciences et de la technologie, la pauvreté des importations, la détérioration de l'environnement, le chômage et un taux élevé de natalité et de mortalité. Elles prévoient que, dans le scénario du maintien de ce modèle dépendant et patriarcal de développement, le statut des femmes africaines d'ici l'an 2000 s'aggravera : « Les femmes auront encore moins de ressources pour effectuer leur travail et la production alimentaire continuera à diminuer avec des conséquences désastreuses pour elles-mêmes, leur famille et la région. Porter de l'eau ou aller chercher du bois deviendront encore plus difficile qu'aujourd'hui. En même temps que les obstacles du commerce pour l'écoulement de la production agricole (dûs au manque de route et de ports), la pénibilité des tâches excèdera le niveau d'endurance humaine. Si les femmes émigrent à la ville pour échapper à ces conditions dans les zones rurales, elles se trouveront sans qualifications nécessaires pour entrer dans le secteur moderne et se tourneront plus souvent dans le secteur informel, le petit commerce, les services domestiques ou une combinaison des différentes activités de survivance, dont la prostitution, exacerbée par le tourisme, constituera une alternative trop fréquente pour beaucoup d'entre elles »¹⁸³.

On comprend que, dans ces conditions, les femmes africaines de l'*African Training and Research Center for Women* (A.T.R.C.W.) de l'ONU demandent l'avènement d'un scénario alternatif basé sur un modèle de développement non plus extra-verti, mais auto-centré, ce qui implique pour elles la prise en compte des besoins fondamentaux de la population féminine, la non dissociation des actions spécifiques pour les

femmes, de celles concernant l'ensemble de la société, l'élimination de toutes les formes de discriminations contre les femmes et l'initiative propre des femmes pour organiser et combattre pour leurs propres droits¹⁸⁴. De leur côté, les Latino-Américaines et les Asiatiques, présentes à Nairobi, plaidèrent aussi pour ne pas dissocier les actions en vue de l'émancipation des femmes de la nécessité de changer un modèle de développement basé sur la militarisation de la société et l'autoritarisme, l'extraversion, la dépendance de l'étranger, l'absence de démocratie interne, les inégalités sociales (*voir le compte rendu du Forum de Nairobi*). L'Américaine Charlotte Bunch réitéra sa conception du féminisme déjà exposée dans *Off Our Backs*, où elle réclamait que la définition du féminisme ne soit pas celle à laquelle les médias le réduit, c'est-à-dire à une liste de « problèmes féminins de buanderie » (*a laundry list of women's concerns*) ou des intérêts spécifiques des groupe : « le féminisme n'est pas un problème, le féminisme est une perspective politique sur la société totale... Une liste des problèmes féminins de buanderie est aussi restrictive et n'est pas réellement différente de la sphère féminine contre laquelle les féministes se sont rebellées »¹⁸⁵. En fait, déclara Bunch à Nairobi, « le féminisme ne peut être séparé de la politique, chaque problème est un problème des femmes. Le féminisme est une perspective sur chaque problème. C'est une perspective politique qui vient des femmes mais doit devenir la politique des hommes »¹⁸⁶.

En d'autres termes, on pourrait dire que si jusqu'ici les féministes se sont révoltées contre les violences à l'égard des femmes (discriminations, viol, prostitution, femmes battues, excision, etc.) et se sont senties solidaires de toutes les luttes engagées par les femmes à travers le monde contre ces violences, elles n'ont pas encore, sauf exception, articulé l'ensemble de ces violences aux systèmes et sous-systèmes mis en place par les CMI qui encouragent ces processus de domination et d'exploitation des femmes de la part des hommes dans la famille, l'entreprise et dans la rue. Certes, elles dénoncent le système patriarcal mais elles n'en ont pas encore identifié toutes les composantes principales à travers les nouvelles divisions du travail et de la menace de mort, mises en place par les agents dominants de l'économie mondiale, les banques et les multinationales de la défense, les militaires, les chercheurs des laboratoires travaillant pour la défense, les bureaucraties d'État et lobbies divers dévoués aux CMI ; bref par les agents politiques, économiques et sociaux composant « le complexe académico-bureaucratique-militaro-industriel et financier » qui sévit dans les pays dominants et se développe peu à peu dans « les nouveaux pays industriels » (Inde, Brésil, Corée du sud, etc).

Dans l'analyse féministe, les espaces géographiques, politiques, sociologiques et économiques où se créent et se reproduisent les temps forts de l'exploitation et de la domination des femmes ne sont pas encore

suffisamment analysés : « l'économie mondiale », promotrice de « l'usine globale » où s'usent prématurément les ouvrières de l'électronique et autres secteurs clefs de l'industrie militarisée, « la prostitution transnationale » et le « tourisme sexuel » où se détruisent des générations de femmes asiatiques, africaines ou latino-américaines, un mode et des plans de développement rural ou industriel, confortés par des appareils militaires de répression qui aboutissent à la vie infrahumaine de centaines de millions de paysannes et de citadines des pays de la périphérie et des chômeuses des pays du centre. Elles sont encore trop peu nombreuses pour décrypter le sexisme et les injustices internationales, sociales et raciales derrière les concepts de « défense » ou de « sécurité nationale » utilisés par les CMI pour perpétuer les privilèges des hommes sur les femmes, des puissances dominantes sur les pays dominés, des riches sur les pauvres. Elles perçoivent encore difficilement la lente destruction de la société civile et des femmes derrière les gains de la pornographie, de la militarisation de la culture, de l'école, de l'université, de la recherche, des loisirs et derrière le tourisme sexuel. De même, si elles ont réussi à arracher quelques strapontins dans les plus hautes instances étatiques, elles n'ont pas encore suffisamment pris conscience que le pouvoir patriarcal se reproduit et se renforce aujourd'hui dans des formations sociales transnationales qui débordent les frontières nationales, et dont elles sont quasi-absentes : formations sociales qui s'appellent multinationales, Banque Mondiale ou Fonds Monétaire International, G.A.T.T. (General Agreement on Tariffs and Trade), OTAN, OTASE, CEE, etc. bref, tous les organismes qui dictent de plus en plus souvent leurs impératifs aux gouvernements. Il leur faudra aussi décrypter les postulats et dogmes derrière lesquels ces organismes transnationaux abusent les États, les peuples, les syndicats, les femmes (dogmes de la compétitivité et de la concurrence, de la « sécurité » grâce à la course aux armements, et de la « modernisation » grâce aux techniques de pointe, etc.), dogmes par lesquels les plus forts imposent leur loi aux plus faibles, déterminant ainsi une cascade de dépendances et de hiérarchies dont les femmes des pays et milieux défavorisés paient le prix le plus élevé.

Si les CMI représentent le pouvoir des hommes sur les femmes en train de se reproduire et de se renforcer à l'échelle planétaire, il ne faudrait pas que les femmes des classes moyennes des pays du centre ou de la périphérie jouent sans s'en apercevoir la fonction de « rempart social » de ce pouvoir sous prétexte qu'elles ont arraché quelques conquêtes à leurs maîtres. La stratégie des hommes des CMI : diviser les femmes en maintenant environ deux milliards d'entre elles dans des conditions infrahumaines parce que 400 millions environ y échappent, est inacceptable et doit être repoussée par les féministes. L'égalité des sexes peut se concevoir soit dans le cadre de la soumission avec les hommes qui acceptent les valeurs, modèles de développement, concepts de « sécurité nationale » et de « défense », imposés par les CMI, c'est-à-dire par le pou-

voir patriarcal, soit au contraire dans le cadre d'une critique contestataire de ces valeurs, modèles et concepts : sécurité et défense de qui et de quoi ? Que les femmes se regroupent dans des mouvements contestataires à l'égard des CMI, que ces mouvements soient mixtes ou non, dans tous les cas, rien ne serait plus mortel pour l'avenir du féminisme que de renoncer à l'autonomie de la réflexion et de la détermination des formes de lutte.

Andrée Michel

NOTES

1. Anita Kemp : « The third world impact of superpower military competition : links to militarization and poverty », *Current Research on Peace and Violence*, 1984 (n° 2-3), Tampere Peace Research Institute, Tampere University, Finlande.
2. *Ibidem*.
3. *Ibidem*.
4. Jacques Fontanel, *L'économie des armes*, Paris, La Découverte-Maspéro, 1983, page 49.
5. Cité par Jacques Fontanel, *ibidem*, page 50.
6. Joan Scott : « Rewriting History », in M. Higonnet, Jane Jenson, Sonya Michel, Margaret Collins-Weitz, *Battelines and Genderlines*, sous presse 1986 (Cambridge, USA).
7. Cecil Wright Mills, *The Power Elite*, Oxford University Press, 1956.
8. Cité par Hillka Pietila, « To develop an alternative peace policy of women », Alan (Finland), Women's Peace Meeting, juin 1983.
9. Girondeau, J.L. Maisonneuve, *Nos armes, la crise et le mal-développement*. Paris, La Forge, 1985.
10. Cependant par commodité, nous utiliserons le sigle CMI (au lieu de CABMIB) dans la suite de cet article.
11. *Oxford Research Group, Nuclear Weapons Decision-making*, initial findings, Londres, août 1984.
12. *Ibidem*.

13. *Oxford Research Group*, article cité.
14. *Ibidem*.
15. Radical Statistics Nuclear Disarmament Group, « *The nuclear numbers game* » (Understanding the statistics behind the bombs), Londres, 1982.
16. Radical Statistics Nuclear Disarmament Group, *opus cit.*
17. SIPRI, *Course aux/et contrôle des armements*, numéro spécial de *Gyroscope*, n° 4-5, été-automne 1983, p. 169.
18. André Gunder Frank, *Political Ironies in the World Economy*, Université d'Amsterdam, Département d'Économie, memorandum de recherche n° 8423, juillet 1984, page 21.
19. A. Gunder Frank, *op. cit.*, page 22.
20. G. Girondeau, J.L. Maisonneuve, *Nos armes, la crise et le mal-développement*, Paris, La Forge, 1985, page 95.
21. Odette Thibault et Danièle Le Bricquie, *Féminisme et Pacifisme*, Paris, Les Lettres Libres, 1985.
22. Girondeau et Maisonneuve, *op. cit.*, page 95.
23. Philippe Simonnot, *Les nucléocrates*, Paris, Presses Universitaires de Grenoble, 1978
24. Cynthia Enloe, « What is NATO ? And why should women care » ? in Wendy Chapkis (editor), *Women and the military*, Amsterdam, Transnational Institute, 1981.
25. Les États-Unis achètent très peu d'armes à l'Europe tandis que celle-ci en achète de grandes quantités aux États-Unis, voir *International Herald Tribune*, 19-20 janvier 1985, page 4.
26. « Le turbo américain », *Le Monde*, 25 juin 1985.
27. Robert Hormats, « Bostering Economies for Security's sake », *International Herald Tribune*, 19 janv. 1985.
28. « L'économie du militaire », in *L'Économie en Question*, n° 17, juin-sept. 1981.
29. « L'économie du militaire », *ibidem*.
30. George Kennan, *Le Mirage nucléaire*, Paris, la Découverte, 1984.
31. « Panel advocates changing structure of US Military », *International Herald Tribune*, 23 janv. 1985.
32. Kay Camp : « Fourteen females in Fantasyland. A visit to NATO headquarters »,

in *Feminism, the Hope for a Future*, mai 1981, Cambridge (Mass.), American Friends Service Committee.

33. Michael Voslensky, *La Nomenklatura*, Paris, Belfond (1980), traduit de l'allemand.

34. A. Gunder Frank, *op. cit.*

35. Nicole Ball, « Dépenses militaires et développement socio-économique », in *Le Fardeau de la Militarisation*, numéro spécial de la *Revue Internationale des Sciences Sociales*, Paris, UNESCO, n° 95, 1983, p. 85.

36. Rachid Faramazyan, « Le rôle de la communauté scientifique dans la reconversion de l'industrie des armements », in *Revue Internationale des Sciences Sociales*, 95, 1983, p. 209.

37. A. Gunder Frank, *op. cit.*

38. A. Gunder Frank, *op. cit.*

39. Juan Soto Godoy, « L'État et la transformation des structures agraires en Amérique latine », *Revue de l'Institut de Sociologie de Bruxelles*, 1981, n° 1-2.

40. Robin Luckham, « Of arms and culture », *Current Research on Peace and Violence*, (Université de Tampere, Finlande), 1984, n° 1.

41. Robin Luckham, *article cité*.

42. Cecil Wright Mills, *The Power Elite*, Oxford University Press, 1956.

43. Bertrand Bellon, *Le pouvoir financier et l'industrie en France*, Paris, Le Seuil, 1980.

44. « L'économie du militaire », in *l'Économie en Questions*, n° 17, juin-septembre 1981.

45. Jacques Fontanel, *L'économie des armes*, Paris, la Découverte/Maspéro, 1983, page 52.

46. A. Michel, « Multinationales et inégalités de classe et de sexe », *Current Sociology*, 1983, n° 1, p. 167.

47. Anita Kemp, « The third world impact of superpower military competition », *Current Research on Peace and Violence*, 1984, n° 2-3.

48. Robin Luckham, « Of arms and culture », in *Current Research on Peace and Culture*, 1984, n° 1.

49. *Programmes OTAN des échanges scientifiques internationaux, 1985.*

50. Cité par Antoine Sanguinetti dans, *Le devoir de parler*, Paris, Fernand Nathan, 1981, p. 96.
51. Antoine Sanguinetti, *Ibidem*, p. 96.
52. Robin Luckham, « Of arms and culture », *Current Research on Peace and Violence*, 1984, n° 1.
53. Robin Luckham, *ibidem*.
54. Robin Luckham, *Ibidem*.
55. Alain Joxe, *Le rempart social*, Paris, Galilée, 1979.
56. Susan George, *Comment meurt l'autre moitié du monde*, Paris, Robert Laffont, 1978, (traduit de l'américain, *How the other half dies*), p. 81.
57. *Ibidem*, p. 86.
58. *Ibidem*, p. 89.
59. Cité par Susan Georges, *op. cit.*, p. 85.
60. Louis Kriesberg, *Social Conflicts*, Englewoods Cliffs, N. J. Prentice-Hall, 1982, (2d edition), p. 128.
61. *International Herald Tribune*, 14 novembre 1984.
62. Voir « Armée-Nation », une priorité pour les socialistes », *Les Cahiers de Damoclès*, avril 1983, n° 1.
63. Alain Joxe, *Le rempart social*, *op. cit.*, p. 223.
64. Alain Joxe, *Le rempart social*, *op. cit.*, p. 237.
65. Cité par Anita Kemp, *article cité*.
66. Sous la direction d'Alain Touraine, *Mouvements sociaux d'aujourd'hui, acteurs et analystes*, Paris, Éditions ouvrières, Économie et Humanisme, 1982, p. 59.
67. Alain Touraine, *op. cit.*, page 60.
68. Bertrand de Launay, *Le poker nucléaire*, Paris, Syros 1983, p. 166.
69. *Population et Sociétés*, juillet-août 1985, n° 193.
70. Gaston Bouthoul, *Traité de Polémologie, Sociologie des Guerres*, Paris, Payot, 1970, 560 pp. (p. 376).

71. G. Bouthoul, *Ibidem*.
72. Kathleen Gough, « The war against women ; Prostitution in Vietnam », *Manuschi*, novembre 1984, n° 1.
73. Gough, *Ibidem*.
74. Gough, *Ibidem*.
75. Gough, *Ibidem*.
76. Gough, *Ibidem*.
77. Gough, *Ibidem*.
78. J. Kelly, citée par Wendis Chapkis, *op. cit.*, page 87.
79. J. Kelly, *Ibidem*.
80. Gough, *ibidem*.
81. Gough, *ibidem*.
82. Sister Mary Soledad Perpnan, « *The geopolitics of prostitution* », communication présentée au Human Rights Workshop on the promotion of procedure for the implementation of internationally recognized human rights, février 1982, Tagaytay City, Philippines, reproduit dans *Balai*, vol. II (n°4) Manille.
83. *Ibidem*.
84. Lucy Komisar, « Bordels-prisons au Honduras », in *Marie-Claire* (rubrique Femmes), février 1985.
85. Lucy Komisar, *article cité*.
86. Cité par Mary Soledad Perpnan, *op.cit.*
87. *Le Monde*, 6 juillet 1985.
88. OFIS/BLONG OL MERI, *Newsletter*, Nadj (Fidji), juillet 1985.
89. Giraudeau et Maisonneuve, *op. cit.*
90. Maenix Dressen, « Des principes à la réalité », *L'économie en questions*, n° 31, 2e trimestre 1985.
91. Marnix Dressen, *Ibidem*.
92. Marnix Dressen, *Ibidem*.

93. Marnix Dressen, *ibidem*.
94. Voir entre autres, Frobél, Heinrichs et Kreye, *The New International Division of Labor*, Cambridge University Press et Maison des Sciences de l'Homme, 1980.
95. Cynthia Enloe, citée par Barbara Ehrenreich et Annette Fuentes, *Women in the Global Factory*, Institute for new communication, South End Press, 1983.
96. A. Fuentes et B. Ehrenreich, *op. cit.*, p. 25.
97. Rachael Grossman, « Women's Place in the integrated circuit », *Radical America*, 1981, vol. 14, n° 1.
98. R. Grossman, *ibidem*.
99. R. Grossman, *ibidem*.
100. R. Grossman, *ibidem*.
101. R. Grossman, *ibidem*, p. 34.
102. R. Grossman, *ibidem*.
103. Annette Fuentes et Barbara Ehrenreich, *op. cit.*, page 41.
104. Annette Fuentes et Barbara Ehrenreich, *op. cit.*, page 35.
105. Helen Safa, *Export Processing and Female Employment : The Search for Cheap Labour*, New-York, Wenner Green Foundation, 1980.
106. Rachael Grossman, « Women's place in the integrated circuit », *Radical America*, vol. 14, n° 1.
107. R. Grossman, *ibidem*.
108. OMS, « De point en point », Nairobi, 27 juillet 1985.
109. OMS, « De point en point », *ibidem*.
110. « Santé et nutrition », Conférence mondiale de Nairobi, ONU, page 14, (V 85-21800).
111. UN ATRCW, *Women in Africa to the year 2.000*.
112. Georges Zeidenstein, *Including Women in Development efforts*, New-York, Population Council, 1977.
113. Esther Boserup, *Woman's Role in Economic Development*, New-York, Saint-Martin's Press, 1970, traduit par les Presses Universitaires en 1983 « *La femme face au développement économique* ».

114. Agnès Fatoumata Diarra in, « Recherches récentes sur les rôles des sexes », *Sociologie contemporaine* (Current Sociology), 1977, vol. 23.
115. Eunice Mathy, « African women to the year 2.000 », *Forum 85*, Nairobi, 16 juillet 1985.
116. Dr H. Mahler, « Femmes : les dix ans à venir », in *Santé du Monde*, avril 1985.
117. Eunice Mathy, *article cité*.
118. « *Santé et nutrition* », Examen et évaluation des progrès accomplis et des obstacles rencontrés dans les efforts pour atteindre les objectifs de la décennie des Nations Unies pour la femme. Nations-Unies : Nairobi, p. 27 (V. 85-21800).
119. G. Bouthoul, *Traité de Polémologie-Sociologie des Guerres*, Paris, Payot, 1970, page 262.
120. *Ibidem*, p. 266.
121. « *Santé et nutrition* », Nations Unies, *op. cit.*
122. « *Santé et nutrition* », *op. cit.*, p. 2.
123. André Gunder Frank, *Crisis in the World Economy*, Londres, Heinemann, 1980, 375 pp.
124. *International Herald Tribune*, 15 mai 1985.
125. Joan Smith, « The paradox of women poverty : wage-earning women and economic transformation », *Signs*, hiver 1984, vol. 10, n° 2.
126. *New-York Times*, 15 mai 1985.
127. *New-York Times*, 15 mai 1985.
128. *New-York Times*, 15 mai 1982.
129. *New-York Times*, 15 mai 1982.
130. Maryse Huet, « Évolution de la situation professionnelle des femmes depuis la crise », in APRE (Atelier Production-reproduction), *Crise et emploi des femmes*, cahier n° 1, février 1981 (CNRS).
131. Maryse Huet, *op. cit.*
132. Cité par Harold Freeman, in *Toward Socialism in America*, (Cambridge Mass.), Schenkman, 1982 (2e édition), pages 181 et 182.
133. Laurent Thevenot, « Les catégories sociales en 1975 », *Economie et Statisti-*

ques, n°91, juillet-août 1977.

134. *International Herald Tribune*, 13 mai 1985.

135. Teresa Amott, « Race, class and feminization of poverty », *Socialist Politics*, avril 1985, n° 3.

136. Teresa Amott, *article cité*.

137. Teresa Amott, *article cité*.

138. Teresa Amott, *article cité*.

139. *International Herald Tribune*, 8 février 1985.

140. *New-York Times*, 21 mai 1984.

141. Great London Council Women's Committee, *Bulletin*, Londres, septembre 1984, n° 19.

142. GLC women's council, *ibidem*.

143. Voir « Prostituées de fin de mois », *Marie-Claire*, juin 1985.

144. Voir *Le Monde* du 7 novembre 1984 et du 10 novembre 1984.

145. Pauline Bart, Linda Freeman et Peter Kimball, « The different worlds of women and men : attitudes toward pornography », Communication présentée au deuxième Congrès Interdisciplinaire sur les femmes, Groningen (Hollande), 1984.

146. *Aspects de la criminalité en France en 1982 constatée par les services de police et de gendarmerie* – sans date.

147. Diana Russel et Nancy Howell, « The prevalence of rape in the United States revisited », *Signs*, été 1983, vol. 8, n° 4.

148. Truong Than-Dam, « The dynamics of sex-tourism : the case of south-east Asia », *Development and Change*, vol. 14, 1983 (Institute of Social Studies : La Haye).

149. Sister Mary Soledad Perpnan : « The geopolitics of prostitution », in *Balai Women in Asia*, vol. II, n° 4, Manille.

150. Sister Mary Soledad, *ibidem*.

151. Yayori Matsui : « Pourquoi je m'oppose aux Kisaeng-Tours », in K. Barry, C. Bunch et S. Castley : *Féminisme International : réseau contre l'esclavage sexuel*, traduction de l'Anglais dans *Nouvelles Questions Féministes*, n° 8, hiver 1984.

152. Yayori Matsui, *ibidem*.

153. Khin Thitsa, « Providence and Prostitution. Image and Reality for women in Buddhist Thailand », *Change*, Londres, sept. 1980.
154. Khin Thitsa, *ibidem*.
155. Khin Thitsa, *ibidem*.
156. Khin Thitsa, *ibidem*.
157. Khin Thitsa, *ibidem*.
158. Khin Thitsa, *ibidem*.
159. Khin Thitsa, *ibidem*.
160. Khin Thitsa, *ibidem*.
161. *Mujer* ; ILET, Santiago, Chili, cité par *Isis International*, décembre 1984, supplément n° 2.
162. Truong Than-Dam, « The dynamics of sex tourism ; the case of south-east Asia », *Development and Change*, vol. 14, 1983.
163. Truong Thanh-Dam, *ibidem*.
164. Truong Thanh-Dam, *ibidem*, et Sister Mary Soledad Perpinan, *The geopolitics of prostitution*, article cité.
165. Karl Marx , *Le Manifeste du Parti Communiste*, Paris, Édition Sociales.
166. Sur ces statistiques d'aggravation des inégalités, voir A. Michel, « Multinationales et Inégalités de classe et de sexe », *Current Sociology*, 1983, n° 1.
167. Sur ces processus concernant l'Amérique latine, voir A. Michel, « Multinationales et inégalités de classe et de sexe », *Current Sociology*, 1983, n° 1.
168. A. Michel, *ibidem*.
169. Aline Wong, « Women in Singapore », Londres, *Change*, juin 1980.
170. Aspiration particulièrement explicite de la part d'associations féminines américaines comme *l'Association des femmes diplômées des universités*. Voir *Minerva*, 1984, volume II, n° 1, 1984.
171. Jennifer Tiffany, « The equal opportunity trap », in Wendis Chapki. Editeur : *Women and the Military*, Amsterdam, Transnational Institute, 1981.
172. J. Tiffany, *ibidem*.
173. Luis Kriesberg, *Social conflicts*, *op. cit.*, p. 128.

174. « Armée-Nation, une priorité pour les socialistes », *Damoclès*, supplément n° 1, avril 1985.
175. « Femmes à l'armée », *Marie-Claire*, juin 1983.
176. Luis Kriesberg, *op. cit.*
177. « Armée-Nation », *article cité.*
178. Jennifer Tiffany, *ibidem.*
179. Jennifer Tiffany, *ibidem.*
180. Michael Rustad, *Women Khaki, The American Enlisted Woman*. New-York, Praeger, 1982.
181. Lydia Falcon, citée dans « Prisonnières », *Chronique-Informations Internationales sur les prisonniers d'opinion, la torture, la peine de mort*. Paris, Amnesty International, section française, n° 104, octobre 1984.
182. G. Balandier, *Afrique ambiguë*, Paris, Plon (10/18), 1957, p. 27.
183. ATRCW (ONU), *African women to the year 2.000*.
184. ATRCW, *ibidem.*
185. Charlotte Bunch, *Off our backs*, vol. XII, n° 7, 1982.
186. Charlotte Bunch, « What is feminism ? » in *Forum 85*, 18 juillet 85.

ANNEXES

ANNEXE I :

COMPOSITION ET DYNAMIQUES INTERNES DES COMPLEXES MILITARO-INDUSTRIELS (C.M.I.).

Nous avons déjà dit que ce complexe devrait s'appeler en réalité « complexe académico-bureaucratique-militaro-industriel et bancaire », puisqu'au noyau dur traditionnel des militaires et des industriels de l'armement s'ajoutent aujourd'hui en pourcentage croissant les chercheurs des grands laboratoires travaillant pour la Défense, les bureaucrates des administrations étatiques et les banquiers.

Selon Agnès Bertrand, « la principale dynamique de la course aux armements se trouve sur la scène intérieure et non sur la scène internationale et cela en raison des forces socio-politiques qui ont des intérêts dans l'industrie des armements »¹. Partant de cette hypothèse de travail, nous présenterons brièvement dans cette annexe quelques données sur les différentes composantes sociologiques des CMI et leur dynamique interne.

Les chercheurs travaillant pour la Défense.

Ulrich Albrecht, professeur d'études sur la paix et les conflits et vice-président de l'Université Libre de Berlin, n'hésite pas à écrire que « par la faute de quelques grands pays industrialisés, l'effort scientifique est détourné de l'objectif qui devrait être le sien et que la science est devenue l'un des principaux éléments du système d'affrontement armé à l'échelle de la planète »². Six grands pays, les États-Unis, l'URSS, le Japon, la République Fédérale Allemande, la France et le Royaume Uni emploient 70 % de la main-d'œuvre scientifique mondiale. Ceci est déjà une indication sur la concentration du pouvoir de donner la mort. Sur quelques 500.000 chercheurs dans le monde, environ la moitié travaillent aujourd'hui directement à la recherche militaire. En outre, on sait que sur le total des moyens financiers consacrés à la Recherche – Développement scientifique (R-D), 40 % sont utilisés à des fins liées directement ou indirectement au secteur militaire³. De nouveau, on constate la concentration des dépenses militaires dans les six pays mentionnés ci-dessus : ceux-ci dépendent pour la seule R-D militaire, six fois plus que les nations en développement ne dépendent pour la science en général⁴.

Les scientifiques qui composent les complexes militaro-industriels peuvent appartenir aux laboratoires de recherche des industries privées (ils dominent aux États-Unis) ou à ceux des industries nationalisées et des universités d'État, ou encore appartenir en grande majorité ou en totalité à des organismes publics de recherche, comme c'est le cas en France ou en Union soviétique. Les recherches conduites dans le monde révèlent que les ingénieurs et les scientifiques qui travaillent dans la R-D (Recherche – développement) militaire pensent généralement

1. Bertrand de Launay, « *Le poker nucléaire* », Paris, SYROS, p. 166.

2. Ulrich Albrecht, « Les communautés de la R-D militaire », *Revue Internationale des sciences sociales*, 1983, numéro 95.

3. Ulrich Albrecht, « Les communautés de la R-D militaire », in *Revue Internationale des sciences sociales*, Paris, UNESCO, 1984, p. 9.

4. Ulrich Albrecht, *ibidem*.

« qu'ils travaillent dans un domaine d'avenir qui est lié aux secteurs technologiques de pointe quand il n'est pas lui-même à l'avant-garde du progrès technologique »¹ et qu'ils rendent un service particulier à la société, à la technologie et à la science. Cette image est utilisée « dans la recherche d'avantages dont le moindre n'est pas l'obtention d'une rémunération particulièrement élevée »². Il en résulte que, malgré leur sentiment d'infériorité par rapport aux techniciens et scientifiques travaillant dans la recherche civile, les techniciens scientifiques de la R-D militaire « ont une haute idée de leur identité collective », et « opposent une résistance opiniâtre aux contestations extérieures » ou aux réorientations de leur travail³. Cette attitude se retrouve en Union soviétique chez les techniciens et scientifiques qui travaillent dans la R-D militaire et qui sont présentés, dans les recherches occidentales les concernant, comme faisant partie de « l'élite » et de « la nomenclature » : « Il en résulte que les membres de la communauté R-D militaire bénéficient d'un certain nombre de privilèges, notamment en matière de rémunération, de prestige social, de représentation au sein du Parti ou des organes de l'État et de niveau de vie »⁴. Une recherche occidentale révèle que « les jeunes qu'attire la R-D militaire sont, dans l'ensemble, fascinés par la technologie moderne, ayant un sentiment très fort d'appartenance à un groupe et sont rebelles à toute idée de changement d'orientation... ayant assimilé le système de valeurs du groupe de R-D ainsi que l'ensemble des codes informels qui régissent la façon de se comporter dans le milieu, y compris avec les secrétaires et les supérieurs »⁵.

Ils entreront dans ce monde clos de la R-D militaire dont la logique a été très explicitement proclamée par E. Teller, le père de la bombe H américaine : « Nous ne devons pas nous laisser influencer par des considérations de coûts ni des conséquences de la recherche... En général, il est préférable de ne pas demander aux militaires ce qu'ils veulent mais plutôt de pousser la recherche scientifique à ses limites. Les besoins militaires suivront bientôt. Souvent les militaires sont dépourvus de l'envergure nécessaire pour apercevoir les perspectives offertes par les nouvelles découvertes scientifiques »⁶. Ainsi il ne s'agit pas de servir les besoins de la défense mais de les susciter afin de satisfaire les besoins de prestige et de reproduction du pouvoir des membres de la R-D militaire.

En France, « la politique française d'intervention de l'État contraste avec le tableau offert par les États-Unis d'Amérique où l'évolution de la technologie militaire semble régie par le dynamisme propre à l'industrie privée »⁷. En France en effet, « les pouvoirs publics exercent une influence déterminante comme l'atteste l'ampleur de leur emprise sur la R-D militaire et la fabrication d'armes »⁸. Il y a « symbiose » entre les intérêts de l'État et les intérêts des grandes industries de production d'armement, maintenant nationalisées, dans la politique scientifique de l'État : « Si cette politique scientifique suppose quelques sacrifices économiques à l'échelon national, ses partisans font valoir qu'elle permet d'ouvrir de nouveaux marchés aux

1. Ulrich Albrecht, *ibidem*.

2. Ulrich Albrecht, *ibidem*.

3. Ulrich Albrecht, *ibidem*, p. 10.

4. Ulrich Albrecht, *ibidem*.

5. Ulrich Albrecht, *ibidem*.

6. Déclaration citée par Yves le Hénaff « *Science, éthique et militarisation* », Janvier 1981. Document ronéoté.

7. Raimo Vayrynen, « la R-D militaire et la politique scientifique », *Revue Internationale des sciences sociales*, 1984, numéro 95, p. 75.

8. Raimo Vayrynen, *ibidem*, p. 75.

systèmes modernes d'armement : les exportations françaises s'élèvent actuellement à quelque trois milliards de dollars par an »¹. On est loin ici de la nécessité de légitimer la recherche militaire et la production d'armes toujours plus perfectionnées par les besoins de « la défense nationale » ou du « monde libre » !

Retenons enfin cette déclaration du député socialiste Hugues des Etages (*Assemblée Nationale*, N° 1168, 1983), « la forte augmentation du budget de la recherche civile (plus de 17 %) intéresse directement le domaine militaire, par ses retombées notamment dans les secteurs de la technologie nucléaire, de l'espace, de l'aéronautique, de l'électronique, de l'océanologie »².

Militaires, bureaucrates et banquiers.

Les militaires, les bureaucrates et les banquiers sont partie constituante du CMI en tant que membres de la hiérarchie de l'appareil d'État exerçant les plus hautes fonctions au sein des ministères, en particulier des ministères de la Défense, et des banques nationalisées, ou accordant des crédits pour la production d'armements et le développement des ventes d'armes. Agnès Bertrand qualifie « d'expertocratie » cette nouvelle classe dirigeante qui se dégage à partir de l'interpénétration des domaines civil et militaire, c'est-à-dire de la militarisation de l'économie et de la société³.

En France, selon deux auteurs, « notre complexe militaro-industriel fait figure de modèle depuis la création de la D.G.A. (Délégation générale de l'armement) en 1961. Cet organisme unique qui rassemble, sous l'autorité du ministre de la Défense, les entreprises et les services administratifs spécialisés dans l'armement, plonge ses racines dans toute l'économie. Différents secteurs de la recherche, de l'industrie et du commerce sont quadrillés de telle sorte que les armes et le matériel militaire puissent être conçus, fabriqués et vendus comme n'importe quelle marchandise, sous le contrôle et la coordination de l'État... »⁴. La D. G.A. permettrait de « faire participer la nation toute entière à la conception et à la réalisation des armements »⁵.

En France, selon Girondeau et Maisonneuve, la recherche se militarise de plus en plus : « L'État consacre 39 % de son effort pour la recherche vers des objectifs militaires. En 1980, cette part représentait 12,4 % du budget total de la Défense, soit 11 Milliards de francs et elle augmente régulièrement... Ces chiffres ne concernent que le financement public, à l'exclusion des résultats de recherches civiles qui profitent indirectement au secteur militaire. Celui-ci, en effet, parvient à influencer l'ensemble de la recherche scientifique pour pouvoir en exploiter les résultats. Son objectif : s'informer de tout ce qui se fait, en s'efforçant de n'en financer qu'une partie »⁶. C'est le rôle de la Direction des Recherches et des Études (D.R.E.T.) du ministère de la Défense. Ainsi, « chaque année, la DRET passe une moyenne de 700 contrats avec le Centre National de la Recherche Scientifique (C.N.R.S.) ; 30 à 35 % des laboratoires du C.N.R.S. ont ainsi passé des contrats,

1. Raimp Vayrynen, *ibidem*, p. 75

2. Cité par Yves Le Henaff.

3. Agnès Bertrand, *le Pseudo-consensus*, 1985.

4. G. Girondeau et J.L. Maisonneuve, *Nos armes, la crise et le mal développement*, Paris. Centre de la Forge, 1985.

5. *ibidem*.

6. Girondeau et Maisonneuve, *op. cit.*, pp. 88 et 89.

cette proportion atteignant 60 % dans certains secteurs¹. D'après les mêmes auteurs, la stratégie du ministère de la Défense est de créer une situation de dépendance suffisante des laboratoires du C.N.R.S. à l'égard de son bailleur de fonds, afin que l'institution militaire soit en mesure d'orienter plus nettement les travaux vers le but à atteindre. Ainsi, au début, « pour mieux s'assurer le concours des scientifiques parfois réticents sur les objectifs de leurs travaux, on se contente, dans un premier temps, de contrats anodins qui évitent de laisser transparaître explicitement la finalité militaire »².

La logique des bureaucrates-expertocrates est la même que celle des chercheurs ou des industriels de la Défense : « Il s'agit d'une classe qui se sert elle-même sous prétexte de « servir la nation » et l'augmentation de la puissance des armes est augmentation de sa propre puissance »³.

Les bureaucrates, présents dans les ministères de la Défense et dans les grandes administrations impliquées dans le développement des productions militaires (production d'armement, par exemple, dans les usines nationalisées), ont un rôle particulièrement dangereux car, pour légitimer leurs priorités, ils sont amenés à prévoir un quadrillage des esprits qui prépare une société de type autoritaire et répressive. L'exemple typique est donné par la France où une pente dangereuse se dessine dans les accords que le ministère de la Défense a signés avec les autres ministères en vue de populariser le militaire et la stratégie de défense nucléaire décidée par le CMI français. En bref, la symbiose État-CMI se matérialise non seulement par la soumission de l'État français aux priorités du CMI mais par la démultiplication des symbioses visant à supprimer la société civile au profit d'une société militaire, pensée, impulsée par les intérêts du CMI. *La symbiose armée-nation* est, selon une publication du Parti socialiste d'Avril 1985, « une priorité pour les socialistes »⁴ car « à l'inverse des slogans de la « vague pacifiste » qui contestent la folie nucléaire, les socialistes veulent au contraire associer dissuasion nucléaire et dissuasion populaire dans une même symbiose »⁵. La symbiose se fera par la signature de toute une série de protocoles d'accords entre l'armée et les différents ministères, accords qui n'ont fait l'objet d'aucun débat public démocratique, mais ont été imposés à la société civile. La symbiose armée-école s'est réalisée au sein du *Protocole d'accord Hernu-Savary (Bulletin Officiel de l'Éducation Nationale du 7 Octobre 1982, supplément au N° 35)*. Les différentes mesures envisagées prévoient entre autres, selon le texte officiel : « Une meilleure information des personnels enseignants et non enseignants de l'Éducation nationale sur les grands problèmes de la Défense, des actions permettant aux élèves, dans le cadre des activités éducatives, d'obtenir une information directe, dans les unités, sur la vie des armées ou d'entrer en contact avec des militaires du contingent ou d'active, le soutien aux équipes d'enseignants et de chercheurs spécialisés dans le domaine de la Défense ou dans un domaine intéressant la Défense, les aides et concours apportés aux étudiants effectuant ou désirant effectuer des recherches sur ces sujets intéressant la Défense »... etc. Ce programme s'est déjà manifesté par de nombreuses visites d'écoliers et d'étudiants dans des centres de l'armée où les élèves, après avoir reçu un accueil chaleureux et admiré la quincaillerie militaire, sont repar-

1. Girondeau et Maisonneuve, *op. cit.*, p. 89.

2. Girondeau et Maisonneuve, *op. cit.*, p. 89.

3. Agnès Bertrand, « *Le pseudo-consensus* », Janvier 1985.

4. « Armée-Nation, Une priorité pour les socialistes », *Les Cahiers de Damoclès*, Avril 1985, numéro 1.

5. « Armée-Nation », *ibidem*.

tis enthousiasmés par les réalisations du CMI français. Les instituteurs ou professeurs qui ont protesté se sont vus infliger des blâmes ou des sanctions diverses.

Le protocole d'accord entre les *ministères de la Défense et de la Culture* (Accords Hernu-Lang) repose, selon le discours de Charles Hernu, sur « les liens nombreux existants entre l'armée et la culture. Le militaire veille à la défense de notre patrimoine »¹. Le protocole prévoit, entre autres mesures, des manifestations artistiques dans les casernes et des facilités accordées aux militaires pour fréquenter des bibliothèques, mais les publications antimilitaristes jugées dangereuses sont interdites dans les enceintes militaires².

Le protocole d'accord signé entre les *ministères de la Défense et de la Jeunesse et des Sports* (accords Hernu-Edwige Avice) prévoit, entre autres mesures, que « les services extérieurs du ministère chargé des sports contribueront avec les autorités militaires à redonner vie aux commissions régionales qui doivent devenir des instances très actives d'animation des relations sportives civiles et militaires décentralisées »³. Enfin, d'autres protocoles ont été signés avec les ministères de l'Intérieur, de la Santé et du Travail.

A travers la pénétration de l'armée dans l'école, la recherche, la culture, la jeunesse et le sport, il s'agit pour le CMI français, représenté ici par le ministère de la Défense, de créer « un rempart social » constitué par les futures classes moyennes, les futurs cadres enseignants, chercheurs, animateurs culturels ou sportifs, cadres qui auront ainsi assimilé les postulats et la rhétorique du CMI français sur la nécessité de développer la bombe à neutrons et les bases militaires nucléaires, en vue des besoins de la « Défense nationale » et de la « sécurité » du pays. Les efforts des CMI s'avèrent-ils efficaces ? Certains résultats permettent de le penser. Un sondage d'EPSI révèle que 49,7 % des lycéens et étudiants de 15 à 25 ans interrogés entre le 3 et le 11 janvier 1985 n'hésiteraient pas à faire carrière dans l'armée si on leur proposait un emploi qualifié et bien rémunéré. Plus des deux tiers refusent les pacifistes (69,3 %), 68 % sont favorables à l'arme nucléaire et 64 % pensent que la France doit continuer à exporter des armes⁴. On ne peut pas dire que la propagande unilatérale des agents du CMI est dépourvue d'efficacité quand il s'agit de manipuler les futurs cadres qui en constitueront le « rempart social » et dont le CMI a besoin pour reproduire et élargir son pouvoir.

Les industriels des entreprises (nationalisées ou non) de l'armement.

Toutes les recherches entreprises aux États-Unis, aussi bien que les compte-rendus des conflits entre l'administration de la Défense et les parlementaires du Sénat et du Congrès (dont on a parlé dans l'article sur les CMI), révèlent sans exception que la motivation des industriels, aussi bien pour l'obtention de contrats de R-D militaire que pour la production d'armements proprement dite, est la recherche du profit⁵.

D'après Mary Kaldor, aux États-Unis, « ce sont les entreprises qui exercent une influence déterminante sur le rythme auquel se succèdent les fabrications » et « lorsqu'une entreprise réalise l'essentiel de son chiffre d'affaires en travaillant

1. « Armée-Nation », *ibidem*.

2. « Armée-Nation », *ibidem*.

3. « Armée-Nation », *ibidem*.

4. Compte-rendu dans « *Le Monde* » du 6 Avril 1985.

5. Ulrich Albrecht, *ibidem*, p. 16.

pour la défense, obtenir de nouveaux contrats du ministère de la Défense est ressenti comme une nécessité impérieuse »¹. En effet, « une fois qu'une entreprise est dotée du personnel, des installations et du matériel nécessaire à l'exécution de programmes qui coûtent des centaines de millions ou des milliards de dollars, elle doit continuer à tourner à pleine capacité ou presque, faute de quoi elle risque d'enregistrer de lourdes pertes »². En conséquence, « pour s'assurer une activité continue, les entreprises travaillant pour la défense ont des groupes de planification dont la seule fonction consiste à choisir des armes qui succéderont à celles qui sont en cours de fabrication et qui travaillent en étroite liaison avec des groupes analogues existant dans les forces armées »³. Aussi, on peut dire que « les entreprises qui travaillent pour la défense influencent profondément la naissance et le développement de nouvelles idées de programme... et que les renseignements qui peuvent être obtenus sur le montant du budget de la défense jouent un rôle déterminant dans l'établissement de devis estimatifs soumis au Département de la Défense »⁴.

Les industries de la défense en URSS se caractérisent par « un dispositif centralisé de contrôle de l'État. Celui-ci est chargé de répartir les contrats de recherches entre les différents laboratoires et les productions d'armes entre les différentes industries militaires »⁵. On s'imagine sans peine, malgré l'absence de recherche sur ce point, quelles pressions peuvent s'exercer sur le gouvernement central pour obtenir des contrats pour la production des systèmes d'armes.

En France, la symbiose entre l'État et la production d'armes ne concerne pas seulement la recherche mais également les industries d'armement. La symbiose devient plus parfaite avec la nationalisation de la plupart des entreprises privées de production d'armes. Nationalisées ou non, la logique des entreprises de l'armement reste la même : produire toujours plus pour abaisser les coûts de production, donc exporter davantage pour faire plus de profits. La stratégie commerciale de vente d'armes est la même que celle utilisée pour la vente d'autres objets : « On vend une arme périmée mais qui peut servir de support à une garniture ultra-sophistiquée qu'on proposera par la suite »⁶.

Un journaliste de l'*Expansion*, cité par Girondeau et Maisonneuve, donne l'exemple de la vente par Dassault du Mirage III NG qui est « le mirage 2.000 du pauvre » : « Tout l'art des services commerciaux de Dassault consiste à accrocher le client avec un modèle rustique, puis à monter les enchères en proposant des options de plus en plus coûteuses »⁷. Les différentes composantes des CMI trouveront dans la rhétorique officielle de la « défense » et de la « sécurité nationale » les légitimations nécessaires pour faire accepter au bon peuple les sacrifices considérables que leur impose une course aux armements qui a pour but de reproduire et d'élargir leurs pouvoirs et leurs profits.

Andrée Michel

1. Mary Kaldor, « la R-D militaire : cause ou conséquence de la course aux armements ? », *Revue Internationale des Sciences sociales*, 1983, numéro 95, p. 30.

2. Mary Kaldor, *ibidem*, p. 30.

3. Mary Kaldor, *ibidem*, p. 31.

4. Mary Kaldor, *ibidem*, p. 31.

5. Raimo Vayrynen, *ibidem*, p. 77.

6. Girondeau et Maisonneuve, *op. cit.*, p. 14.

7. Girondeau et Maisonneuve, *op. cit.*, p. 14. (Hervé Jannic, dans l'*Expansion*, 18 Novembre 1983.

ANNEXE 2 :

LE PSEUDO-CONSENSUS SUR L'ARME NUCLÉAIRE

« L'industrie d'armement est bien adaptée au contrôle de l'État : il n'y a pas de concurrence ; les acheteurs sont connus ; il y a de la hiérarchie, de la technique et du secret – une combinaison très séduisante pour l'esprit français. »

un colonel de la DGA.

L'arsenal atomique français, le troisième au monde, n'est pas et n'a jamais été le résultat d'un choix démocratique et délibéré de la nation. La France est incontestablement le pays d'Europe où le niveau d'information des citoyens est le plus bas et les mouvements pour le désarmement les moins développés.

Apparemment, il existe un consensus sur la force de frappe : accord des quatre grands partis, absence de débat public contradictoire, faiblesse de la contestation.

Mais ce consensus apparent pourrait être plus fragile qu'il ne paraît. Un récent sondage secret du ministère de la Défense (printemps 1983) sur les « dangers d'un mouvement pacifiste en France » a révélé d'étonnantes contradictions. Les résultats ont indiqué globalement que les Français :

- sont fiers de posséder la force de frappe ;
- ne croient pas à sa capacité de nous défendre ;
- ne veulent pas qu'on emploie l'argent de leurs impôts à sa modernisation.

Ce sondage met donc en évidence que s'il y a absence de débat public, la cause n'en est pas un accord global entre les Français sur les choix du pouvoir en matière de défense. Cette absence de débat n'est que la conséquence des processus décisionnels en vigueur, en matière de politique nucléaire française. En effet, les divers organismes chargés du R & D (recherche et développement) puis de la fabrication des armes nucléaires, ainsi que de la définition de leur doctrine d'emploi, fonctionnent en-dehors de tout contrôle démocratique. Fait plus grave encore, ces organismes sont imbriqués de façon si complexe et si opaque qu'ils sont totalement à l'abri de la curiosité publique, y compris de celle des parlementaires.

Comment, pourquoi, par qui, sont prises les décisions de politique nucléaire en France, voilà des questions qui devraient passionner les politologues et les sociologues, mais qui leur échappent au point de ne pas entrer dans leurs domaines de préoccupations. Quant aux journalistes spécialisés en matière de défense, ils se trouvent dans un sérieux dilemme : s'en tenir à un discours descriptif et recevoir les informations sur les derniers développements d'armes, ou porter des jugements et se voir refuser l'information. Pendant ce temps, les professionnels du nucléaire, les fonctionnaires de la Défense, les forces armées, les chercheurs militaires et les industriels de l'armement poursuivent et consolident leur pouvoir. Ils ont quasiment le champ libre. Aucun institut indépendant n'examine leur mode de fonctionnement ni la façon dont des décisions irréversibles « se prennent ». Aucun contre-poids politique n'intervient dans leur activité. A quoi s'ajoutent de très réelles difficultés d'analyse. Les organismes dont cela devrait être le travail, l'IFRI (Institut Français des

Relations Internationales), la Fondation des Sciences Politiques, le Centre National de la Recherche Scientifique, les laboratoires de psychologie sociale, etc. ne s'attaquent pas à la question. Intellectuels, journalistes et parlementaires critiques font donc dramatiquement défaut pour la formation d'une opinion publique éclairée.

L'examen de l'organigramme du ministère de la Défense et de la série d'organismes affiliés est déroulant : on tombe sur des signes anodins qui cachent un poids politique très réel : DRET (Direction des Recherches et Études Techniques), IRF (Institut de Recherche Fondamentale, chargé de coordonner toute la recherche militaire en France). Au-delà de cet enchevêtrement, il existe pourtant des composantes structurelles décelables à travers toute l'institution :

1. un cloisonnement rigide qui favorise :

a : la circulation exclusivement de bas en haut de l'information : ainsi la Délégation Générale de l'Armement a accès à tous travaux de l'IRF mais ne partage pas le produit de son propre R & D. La DRET peut puiser dans tous les travaux de recherche des laboratoires indépendants mais ne s'ouvre pas à ces derniers.

b : la parcellisation des travaux engendrant la désresponsabilisation : les chercheurs, voire les techniciens, savent généralement qu'ils font des recherches à application éventuellement militaire, mais ignorent à quelles fins leurs travaux serviront, à quels systèmes d'armes ils collaborent. L'« assemblage » se fait en haut lieu.

2. une politique du fait accompli.

Les divers organismes eux-mêmes chargés du R & D savent rarement à quel stade s'inséreront leurs activités. S'agit-il de recherche fondamentale, ou bien exploratoire, de prototype, de pré-série industrielle ou de fabrication industrielle ?

Ces caractéristiques structurelles — cloisonnement et fait accompli — reflètent les exigences spécifiques de systèmes mégatechnologiques rigides et centralisés. Ces systèmes sont en complète contradiction avec le caractère théoriquement démocratique de la société « globale » à laquelle ils sont censés appartenir.

Ces structures lourdes sont à la fois à usage interne et externe : si la parcellisation de la recherche « désresponsabilise » le chercheur individuel et « désarme » la communauté scientifique, elle masque utilement la part de dépenses à fins militaires affectées à la recherche. Le cloisonnement des stades de développement dans la recherche et l'industrie permet de faire passer pour des impératifs techniques de très réels choix politiques, et vice-versa. L'impératif technique du progrès exige qu'on étudie à fond toutes les possibilités de systèmes d'armes, mais l'existence de ces possibilités matérielles influeront à leur tour sur la perception des « besoins » en matière de défense. Il s'agit d'un cercle vicieux où l'autonomie bureaucratique et l'impératif technologique se renforcent mutuellement. Dans cette mesure, on peut dire que la course aux armements est devenue un processus institutionnalisé. Par ailleurs ces structures ont l'immense avantage de maintenir, même à l'intérieur de l'institution, un climat d'ignorance et de secret. (Ainsi, parlant de la DGA, un gradé de l'état-major déclare : « Tout ce que l'on peut espérer d'eux, c'est qu'ils ne nous trahissent pas »), d'enfoncer l'opinion publique dans le sentiment de sa propre impuissance.

Le haut de l'organigramme (DAM, DGA, Conseil de Défense, Groupe S) exprime une caractéristique très spécifique de la société française, à savoir le centralisme étatique administratif napoléonien et le poids de l'État et de ses grandes écoles : Polytechnique, École des Mines, ENA, etc. Mais au XXème siècle, ce centralisme ren-

contre une réalité économique nouvelle : les grands corps doivent servir non seulement le pouvoir d'État, mais la loi du profit sur le marché mondial. Le ballet d'aller et retour entre les hauts fonctionnaires de la Défense (IGA : ingénieur général de l'armement) et les capitaines d'industrie (SNIAS, Matra, etc.) est extrêmement éloquent à cet égard. Untel, hier responsable de la politique financière de la SNIAS, est aujourd'hui à la DGA ; c'est la règle plutôt que l'exception.

Nous avons donc affaire à une « *expertocratie* » qui survit, et survivra toujours aux changements de gouvernements. Il s'agit d'une classe qui se sert elle-même sous prétexte de « servir la Nation », et l'augmentation de la puissance des armes est augmentation de sa propre puissance. Cette nouvelle classe dirigeante se dégage à partir de l'interpénétration des domaines civil et militaire, c'est-à-dire de la militarisation de l'économie et de la société.

Il serait donc utopique d'attendre un changement de l'intérieur. Par contre, puisque nous sommes dans une société qui continue à se déclarer démocratique, il faut faire valoir nos droits et exiger le dialogue. Ce dialogue suppose un examen approfondi de l'interaction entre les divers organismes qui aboutit à :

- la sécrétion d'une sphère quasi étanche dans laquelle les « options » sont de plus en plus limitées ;
- l'autodéveloppement sans frein des processus qui aboutissent à l'institutionnalisation de la course aux armements ;
- une situation de fait où il n'existe plus de canaux de communication pour le citoyen, dépassé par la complexité de la machine et sans prise sur les options de cette dernière.

Pour vaincre l'impuissance dans laquelle les citoyens sont aujourd'hui acculés, pour réussir un débat démocratique dans le domaine du nucléaire, pour aboutir à la conquête de nos droits démocratiques en matière de défense, cet examen est nécessaire.

Agnès Bertrand

ANNEXE 3 :

POINT DE VUE D'UNE PHYSICIENNE ATOMISTE A PROPOS DE DÉFENSE

L'accumulation des arsenaux nucléaires a atteint un tel niveau qu'une fraction non négligeable de l'opinion publique a pris conscience des dangers de guerre. Cependant l'impression d'impuissance est grande et les citoyen(ne)s en général n'arrivent pas à intervenir dans un débat qui se passe sans eux bien que leur étant destiné.

L'ampleur considérable des dommages causés par les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki a été suffisamment démonstrative pour que l'on se retienne jusqu'à maintenant d'employer à nouveau l'arme nucléaire. Aussi les gouver-

nements présentent-ils ces arsenaux comme un moyen de dissuasion, c'est-à-dire un outil destiné à préserver les populations de la guerre.

Malheureusement, d'une part la dissuasion repose sur des notions fausses : équilibre de la terreur, échange impossible. D'autre part, cette course insensée pèse lourdement sur l'économie mondiale favorisant le chômage dans les pays riches et la dénutrition du Tiers-Monde. De toute façon, les conséquences d'un échange nucléaire sont telles que toutes les promesses politiques et des militaires sont dénuées de fondement. L'humanité est confrontée à un problème crucial : sa survie. Il lui faut en effet répondre à la question : « Comment se défendre sans détruire ? ». Cette question posée, il faut tout de suite aller au-delà car que veut-on défendre ? et que signifie « se défendre » ? Il est clair que les réponses diffèrent suivant les personnes consultées.

A part quelques rares tentatives avortées (La Commune, la guerre d'Espagne, le Chili, La Pologne), les guerres sont faites pour défendre un territoire, plus rarement des idées. Ce territoire érigé en sanctuaire était jusque récemment (la deuxième guerre mondiale) défendu par une armée. Mais toutes ces notions se sont effondrées : on est très loin de ce sanctuaire bâti sur le modèle du château fort moyenâgeux. La ligne Maginot ou le mur de l'Atlantique, derniers vestiges de cette croyance, ont fait long feu et les moyens modernes permettent de violer n'importe quelle défense sans aucun problème.

Quant à « l'armée qui défend les civils » : au cours des guerres successives (2ème guerre mondiale, Vietnam, Algérie, Liban), les pertes civiles n'ont cessé de croître et sont devenues supérieures aux pertes militaires.

Alors que signifie « se défendre sans se détruire ? » Nous allons analyser différents concepts : défense civile, esprit de défense et tenter de dégager une attitude qui nous paraît la plus réaliste en l'état actuel des choses.

Défense civile.

Selon les protagonistes, on peut dégager au moins trois approches :

– *celle de la population* : il s'agit en général d'une défense du type défense passive qui protégerait les civils contre les effets d'une guerre. Ce sont par exemple l'obtention d'abris ou bien d'un corps de civils qui veillerait à ce que des consignes de survie soient appliquées. Disons tout de suite qu'avec les moyens techniques actuels, cette notion est illusoire.

– *celle des militaires* : il s'agit là d'éduquer les civils pour leur permettre d'être un soutien de l'armée. En bref, il s'agit d'éviter les exodes massifs ou leur révolte.

– *celle des gouvernements* : il s'agit d'avoir l'air de prendre en compte la sécurité de la nation. En réalité, comme cela coûterait cher et que, par ailleurs, il ne faut pas affoler les gens, on en fait le moins possible.

Il est clair que toutes ces approches ne sont pas tournées vers les mêmes buts. Tout programme de défense civile défini sans avoir informé et consulté les citoyens peut apparaître comme une tentative de la part des militaires et surtout des gouvernements d'entretenir l'illusion de leur efficacité. En cas de guerre nucléaire, la défense civile présentée comme une prévention n'a pas de sens. Tout au plus

sa mise en place autoritairement risque d'exclure un peu plus les citoyens du choix qui les engage, en suscitant leur adhésion aux politiques démentes de surarmement et en garantissant leur acceptation de l'inacceptable dont les gouvernements ont besoin pour « œuvrer en paix », en faisant croire que c'est pour la paix.

La dissuasion nucléaire.

Le concept de dissuasion, c'est-à-dire être équipé d'armes nucléaires que l'on utilisera seulement en représailles, a conduit les grandes puissances du monde à concevoir et à stocker une telle quantité d'armes que la planète est directement menacée. Pourquoi directement ? Parce qu'en cas d'échanges, nul ne sera épargné même pas ceux qui ne participent pas au conflit. Parce que ces stocks que l'on modernise sans cesse jettent sur le marché mondial des stocks colossaux d'armes et permettent les conflits incessants que nous connaissons (Liban, Iran, Irak, Viet-Nam...). Ce concept de dissuasion a, de plus, été progressivement rogné en partie quand les grandes puissances en sont venues à penser utiliser l'arme atomique sur les champs de bataille pour des échanges soi-disant limités. De toute façon, « l'équilibre par la terreur » est un leurre et toutes les négociations pour limiter les armes nucléaires ont échoué parce qu'il n'est pas possible d'évaluer exactement les stocks, de les équilibrer, pas plus qu'il n'est possible de les contrôler.

Le monde vit donc en permanence sur une poudrière à la merci du fou qui pressera « le bouton rouge ». Les Français sont embarqués dans la même galère, ils sont aussi dans la nasse. Ce n'est pas leur force de frappe qui les protégera. Bien mieux, elle est déployée tel un parapluie qui attire la foudre. Par ailleurs comment pouvons-nous accepter l'idée que nous pourrions effectuer des tirs qui tueraient 20 millions de Soviétiques ? Qu'est-ce qui nous permet de croire qu'en tuant nos homologues, citoyens opprimés, nous nous protégerions ? Il est donc temps que nous intervenions, nous, les citoyens, pour reprendre en main notre destin et faire abandonner cette curieuse notion : l'équilibre par la terreur.

Défense non violente.

Revenons à la définition du terme « se défendre ». La plupart des citoyens n'envisage jamais autre chose qu'une défense armée parce qu'ils ont une vision géographique du problème. Dès lors le pays est perdu dès qu'il est envahi. Or en réalité, il s'agit de défendre l'essence même d'une société : ses idées. Il n'y a pas alors nécessité à le faire les armes à la main. En effet, un des inconvénients majeurs de cette défense armée, c'est que la survie de la population repose sur un stock d'armes que l'ennemi peut investir en asservissant la dite population.

L'alternative non violente est beaucoup plus efficace puisqu'il s'agit simplement d'une résistance sur le terrain politique; il suffit alors, comme l'explique Jean-Marie Muller, « d'organiser une défense populaire non violente qui sert en quelque sorte à tendre à l'adversaire une embuscade sur la totalité du territoire national ». C'est d'ailleurs parce qu'il faut une participation globale de la population à cette non collaboration avec l'ennemi qu'il est aberrant que seule l'armée se préoccupe de savoir ce qui se passerait en cas de conflit. Les autres institutions devraient également se préparer pour faire face à une situation de crise. Ceci avec l'aide des citoyens qui pourraient se réapproprier leur défense et maîtriser enfin le cours de leur histoire.

L'esprit de défense.

Les militaires sont convaincus que les peuples manquent d'esprit de défense. Il n'y aurait plus la possibilité d'envoyer des milliers d'hommes au combat. D'une part, si c'est vrai, cela signifie que nous avons fait un pas en avant, les populations veulent comprendre avant de se lancer dans un conflit, mais d'autre part le discours actuel où l'on parle sans arrêt du bouclier nucléaire a pu les induire en erreur et les exclure du débat. Il devient donc important comme le propose le MAN (Mouvement pour une alternative non violente) *de civiliser la défense au lieu de militariser la société...*

L'esprit de défense, c'est finalement la capacité d'un peuple à résister, non pas à un envahisseur armé, mais à la pression des idées de cet envahisseur. Il faut qu'il sache garder son identité et défendre ses idées. Une fois ces principes posés, on s'aperçoit une fois de plus des divergences. Pour la population, il ne s'agit pas d'obéir à des ordres et d'être prêts à s'armer, il faut qu'elle s'unisse et préserve son identité sociale. Si effectivement, elle n'est plus capable de le faire, alors on peut se poser des questions. Les gouvernements ne tiennent pas assez compte de l'aspiration des peuples à la paix. Mais à l'inverse nous ne sommes pas assez vigilants. Après tout dans nos démocraties, nous élisons nos représentants. Il nous faut donc les contraindre à s'engager sur les voies que nous désirons suivre. L'éternel « intérêt souverain de la nation » doit être défini par le peuple et non pas par quelques têtes pensantes. L'esprit de défense, c'est de savoir l'exiger.

Face au monde dément où nous vivons, c'est à nous citoyen(ne)s de définir notre position. Il nous faut toutes et tous ensemble réapprendre la démocratie et forcer à la réflexion sur cette escalade insensée qui risque de nous conduire à une guerre généralisée et qui de toute façon écrase l'économie mondiale. Nous ne pouvons pas éviter le débat : le monde est à un point crucial de son histoire ; il peut vraiment se détruire et sans espoir de survie si le conflit nucléaire éclatait. Alors partout où nous le pouvons, il nous faut intervenir avec force. Ce sera long et difficile mais notre avenir en dépend.

Monique Séné